



HAL
open science

Construire un compromis ou compromettre une construction : quelles faisabilités pour un projet agri-urbain pour les Murs à Pêches de Montreuil ?

Damien Deville

► To cite this version:

Damien Deville. Construire un compromis ou compromettre une construction : quelles faisabilités pour un projet agri-urbain pour les Murs à Pêches de Montreuil ?. Sciences de l'Homme et Société. 2015. dumas-01628930

HAL Id: dumas-01628930

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01628930>

Submitted on 2 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AgroParisTech
Master Sciences et Techniques du Vivant et de l'Environnement
Mention Espaces, Ressources, Milieux

Master 2 Spécialité
Environnement, Développement, Territoires, Sociétés
2014 - 2015



***Construire un compromis ou compromettre
une construction : quelles faisabilités pour
un projet agri-urbain pour les Murs à Pêches
de Montreuil ?***

Présenté par : « Damien Deville »



« UMR 8185, Espaces, Nature et
Culture »

Stage encadré par Florence Brondeau
et Luc Semal

Responsable pédagogique AgroParisTech : François
Léger

Remerciements :

L'année 2014-2015 a été pour moi une année très riche sur tous les points de vue. Les cours suivis à l'AgroParisTech et au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris ont tous été plus passionnants les uns que les autres. La chance d'avoir été élu Président de l'Assemblée Générale des Résidents à la Cité Universitaire Internationale de Paris à également été une opportunité incroyable d'éveil tant personnel que professionnel.

Enfin le stage que j'ai effectué à l'UMR 8185 « Espaces, Nature, Culture » m'a permis de coupler des problématiques tant écologiques que socio-politiques répondant ainsi parfaitement à mon projet professionnel qui semble se situer entre Recherche et Développement et engagement politique.

Dans ce cadre, merci tout d'abord à *Florence Brondeau* de m'avoir accueilli au sein de son laboratoire et d'avoir appuyé et guidé ma recherche tout au long de ce stage. Merci à *Luc Semal*, chercheur au muséum d'histoire naturel de Paris, dont l'expertise en politique m'a permis d'aller toujours plus loin dans les réflexions que j'ai pu porter dans le cadre des Murs à Pêche.

Un grand merci à tous les *stagiaires et doctorants* rencontrés dans le cadre de l'ENEC. La bonne ambiance au sein du Labo a rendu l'atmosphère de travail très agréable.

Merci à toute *l'équipe pédagogique* de l'AgroParisTech et du Muséum d'Histoire Naturel de Paris pour cette année très formatrice. Un remerciement tout spécial à *François Léger*, directeur du Master EDTS, qui nous a suivi et conseillé tout au long de l'année sur nos démarches personnelles.

Merci à *Christophe Soulard* qui, sans me connaître, m'a fait confiance et m'a aidé à construire un projet de thèse passionnant couplant géographie sociale et agriculture urbaine et dont l'aventure, je l'espère, pourra se confirmer bientôt.

Merci aux *12 000 résidents* de la Cité Internationale de Paris de m'avoir élu leur premier représentant. Les projets portés dans ce cadre, ainsi que l'expérience représentative lors des différents conseils d'administration ont été pour moi une expérience magique. Merci aux salariés de la Cité de nous avoir également fait confiance et de nous avoir appuyé dans les différents projets et valeurs que nous avons envie de diffuser.

Enfin merci à tous mes amis de la Cité, de l'Agro et d'ailleurs pour les bons moments passés tous ensemble.

Merci enfin à ma famille qui a toujours été présente pour moi et qui m'a toujours incité à aller toujours plus loin dans les projets qui me tiennent à cœur.

Table des matières

<i>INTRODUCTION</i>	5
<i>PREMIERE PARTIE : CADRE D'ETUDE ET METHODOLOGIE</i>	6
1.1 CONTEXTE DE LA RECHERCHE	7
1.1.1 CADRE D'ANALYSE ET QUESTIONNEMENT DE RECHERCHE :	7
1.1.2 OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE :	11
1.2 METHODOLOGIE	12
<i>DEUXIEME PARTIE : LES MURS A PECHE : EPAISSEUR HISTORIQUE ET TEMPORELLE</i>	15
2.1 MONTREUIL : UNE VILLE DUALE	16
2.2 UNE VILLE CULTIVEE	18
2.2.1 LES TECHNIQUES AGRICOLES	19
2.2.2 UN VERITABLE SYSTEME AGRICOLE	25
2.3 UN DECLIN AUX ORIGINES MULTIPLES	28
2.4 VERS UN REGAIN D'INTERET	34
2.4.1 DETRUIRE ET SAUVEGARDER : UNE EQUATION DU COMPROMIS	34
2.4.2 UNE ZONE CLASSEE :	36
2.4.3 LE PLUS GRAND ECO-QUARTIER D'EUROPE :	37
2.5 UN PROJET URBAIN TRES CONTROVERSE : VERS DE NOUVEAUX CONFLITS D'ACTEURS ?	
<i>TROISIEME PARTIE : UNE EMPRISE AGRICOLE REELLE OU REVEE ?</i>	43
	41
3.1 MURS A PECHE ET JARDINS DE LA LUNE : UNE AGRICULTURE PATRIMONIALE ET MILITANTE ?	44
3.2 JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES : UNE VOCATION SOCIALE ASSUMEE	48
3.3 VERS DES PROJETS D'AGRICULTURE ALTERNATIVE	51
3.3.1 LE PROJET « MONTREUIL AUX PECHEES »	51
3.3.2 L'AGRICULTURE COMME ALTERNATIVE SOCIALE ?	54
3.3.4 DIFFUSION DE CONNAISSANCES AGRICOLES OU DE VALEURS ETIQUES ?	56
3.3.5 L'AGRICULTURE COMME OBJET POLITIQUE :	57
3.4 LE PROJET AGRI-CULTUREL : CONTROVERSE AUTOUR D'UNE UTOPIE	58
3.4.1 VERS UN RENOUVEAU AGRICOLE DES MURS A PECHE ?	58
3.4.2 LES ASSOCIATIONS, ACTEURS CLES DU PROJET ?	62
3.4.3 UN PROJET COHERENT ?	64
3.4.4 UN PROJET DE PAPIER ?	
<i>QUATRIEME PARTIE : MONTREUIL ET L'AGRICULTURE URBAINE DU 21 SIECLE, UNE EQUATION INSOLVABLE ?</i>	68
	66
4.1 LES MAPS : UN TERRITOIRE VECU	69
4.1.1 DES CONCURRENCES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES, DES CONFLITS D'ACTEURS	70
4.1.2 DES CONVERGENCES SANS ACCORDS	71
4.1.3 LA PROBLEMATIQUE TSIAGANE.	73
4.2 UN FONCIER FRAGMENTE	79
4.3 DES SOLS POLLUES, DES MURS EFFONDRES	82
4.4 MURS A PECHEES ET ESPACE PUBLIC : L'IMPOSSIBLE EQUATION ?	86
4.5 PENSER L'AVENIR : UN RENOUVEAU POUR LES MURS A PECHEES ?	90
4.5.1 CA BOUGE CHEZ LES ROMS	90

4.5.2 ENTRETENIR LA FRICHE POUR MIEUX L'AMENAGER ?	93
4.5.3 « CULTIVER AUTRE CHOSE QUE DES SALADES » : QUAND L'AGRICULTURE N'EST PAS SYNONYME DE PRODUCTION ?	95
CONCLUSION	98
<i>BIBLIOGRAPHIE SUR LES MURS A PECHE ET MONTREUIL : (CLASSE PAR DATE ET CATEGORIE)</i>	99
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	101

Introduction

Se développant partout dans le monde, l'agriculture urbaine répond à des enjeux diversifiés et croissants. Alors que dans l'hémisphère sud, elle permet à certaines populations de répondre à leurs besoins alimentaires quotidiens, dans les pays du Nord est souligné sa capacité à créer du lien social et à participer au bien être des populations urbaines. Elle permet également d'être une clef de voute dans l'émergence des villes durables en participant à la création de corridors biologiques ou encore à la lutte contre les effets d'îlots de Chaleur Urbains. Si bien qu'aujourd'hui le développement de l'agriculture urbaine est souvent situé au cœur des réflexions que peut porter une équipe municipale.

C'est notamment le cas à Montreuil. Héritière d'une forte notoriété agricole, la ville s'est distinguée par le passé par sa capacité à cultiver des pêches finement palissées sur des murs et qui couvraient au 18^{ème} et 19^{ème} siècle la presque totalité de la surface municipale. Au 20^{ème} siècle la pression urbaine qu'a connue la ville, le développement important de la classe ouvrière mais également la concurrence des cultures venant du sud a engendré le déclin de la souveraineté agricole de la ville. Les murs ont perdu de leurs surfaces. Seul reste aujourd'hui le quartier Saint Antoine des Murs à Pêches, vestige des temps anciens, qui a su rester, à l'abri de la planification urbaine. Il en ressort une zone qui, abandonnée pendant longtemps, a été réappropriée par de nombreux acteurs urbains qui y vivent ou qui y portent des projets environnementaux et culturels. Devenus véritable force politique dans le paysage montreuillois, ces acteurs militent aujourd'hui pour faire de ce quartier un territoire de projet écologique répondant ainsi à des enjeux croisés tels que la valorisation du patrimoine, le développement de l'agriculture urbaine, la mise en place de services sociaux et culturels ou l'émergence d'instance de démocratie participative. Ces attentes ont récemment été reprises par la mairie qui a proposé en 2010 un projet d'écoquartier pour les Murs à Pêches de Montreuil dont une forte partie concerne le développement d'un volet agri-urbain et agri-culturel.

Néanmoins il apparaît que des années plus tard, ce projet agricole voulu par les élus locaux est resté un projet de papier. Il ne s'est en effet traduit par aucune réalité de terrain. Ce constat nous a amené à travailler sur les questions liées à la faisabilité d'un projet agricole dans le quartier des Murs à Pêches et à se questionner sur la capacité de la ville à être aujourd'hui un territoire de projet d'agriculture urbaine. Nous définissons ici ce terme comme un territoire dans lequel un projet agricole s'élabore en partenariat avec les autorités en charge de l'aménagement et du développement territorial.

Pour répondre à cette problématique nous allons, dans une première partie, définir notre cadre théorique sur l'agriculture urbaine. Nous reviendrons dans une deuxième partie sur l'épaisseur temporelle et historique du lieu en essayant d'analyser les dynamiques agricoles passées ainsi que les processus de réappropriation de l'espace qu'a connu le quartier depuis les années 1990. Dans la troisième partie nous allons identifier et caractériser les différentes dynamiques agricoles présentes aujourd'hui. Quelles sont leurs caractéristiques et en quoi elles traduisent (ou non) une volonté de voir émerger des projets agricoles dans ce lieu. Enfin, la quatrième partie nous permettra de mettre en exergue les points de cristallisation qui rendent, aujourd'hui, difficile la mise en place d'un véritable projet d'agriculture urbaine pour les Murs à Pêches de Montreuil.

***Première Partie :
Cadre d'étude et Méthodologie***

1.1 Contexte de la recherche :

Ce mémoire de recherche s'ancre dans le projet de recherche Dens'Cité, auquel participe l'UMR 8185 ENeC « Espaces, Nature, Cultures ». Ce programme porte un regard sur les politiques de densification de la ville en Ile de France à travers le prisme des transitions écologiques et environnementales. Dans ce cadre le projet entend analyser plus particulièrement les modalités d'accueil d'une nature domestique et spontanée en ville à travers deux objets d'étude: les trames vertes et l'agriculture urbaine. L'objectif de ce programme est double. Il a tout d'abord pour ambition d'étudier l'histoire et les fonctions de l'agriculture urbaine à travers une approche spatio-temporelle. Il a surtout et enfin pour but d'analyser les dimensions récréatives, les fonctions socio-économiques, ainsi que les enjeux d'intégration de nature en ville dans les systèmes complexes que sont les écosystèmes urbains dans le but d'amorcer des réflexions sur les villes durables d'aujourd'hui et de demain.

Dans ce cadre, mon stage visait à comprendre les dynamiques d'agriculture urbaine présentes dans les Murs   Pêches de Montreuil à travers une approche spatio-temporelle et multi-scalaire. Caractérisé comme véritable « terrain d' cole » où de nombreuses dynamiques sont à l'œuvre, les murs à Pêches sont un lieu « fortement pâturé » par la recherche depuis quelques années : de nombreux mémoires de master 2 en ont traité, et une thèse sur le sujet est actuellement en cours. De plus, l'agriculture urbaine s'ouvrant sur un front de recherche important, il existe d'ores et déjà de nombreux écrits en la matière. Il me fallait donc trouver une approche originale et consciencieuse me permettant de dégager de nouveaux questionnements dans la façon dont est vécue, exercée et dynamisée l'agriculture urbaine à Montreuil.

1.1.1 Cadre d'analyse et questionnement de recherche :

Le travail bibliographique d'amont nécessaire à tout travail de recherche m'a orienté tout d'abord vers une série de questions intrinsèques à l'agriculture urbaine, mais également propre aux murs à Pêches de Montreuil. Comme nous allons le voir dans la suite de ce mémoire, ce territoire est le théâtre d'enjeux sociaux et politiques originaux et contemporains qui ont tendance à rendre les dynamiques d'agriculture urbaine foncièrement « inédites ». Il m'a semblé donc pertinent dès le début de ma réflexion de coupler des apports théoriques avec les réalités territoriales des Murs   Pêches de Montreuil dans le cadre de la formulation de questionnement de recherche. La partie suivante fait référence aux différents travaux qui ont orienté ma réflexion.

L'agriculture urbaine, entre innovation et expérimentation

L'agriculture urbaine prend des formes très diversifiées et revêt des enjeux extrêmement divers. Il n'est pas rare de voir apparaître dans les textes l'aspect multifonctionnel de cette dernière. Parmi ces fonctions, nous pouvons citer de manière non exhaustive ses fonctions alimentaires (autoconsommation, vente des surplus en circuits courts), ses plus values économiques (production de produits comestibles et de non comestibles, création de valeurs ajoutées, création d'emploi le cas échéant), sociales (récréatives, éducatives) et environnementales (zone de refuge de biodiversité, contention des risques, lutte contre les phénomènes d'ilot de chaleur

urbains), ainsi que son caractère paysager (parcs urbains). En fonction du lieu où elle est développée, l'agriculture urbaine fait plus appel à une fonction qu'à une autre. A travers de nombreuses études de terrain, il a été souvent prouvé que dans les pays du Nord le caractère alimentaire de l'agriculture urbaine est relégué au second plan aux bénéfices des plus values sociales tels que l'échange, le partage ou la convivialité (*Eric Duchemin, 2010*). Finalement ces pratiques d'agriculture impliquent moins la recherche d'un revenu monétaire ou des dynamiques d'autoconsommation régulière que celle de la mise en place d'un nouveau cadre de vie en milieu urbain (*Consaes, 2003*).

Cependant la crise économique et sociale à laquelle se voit confronter certaines métropoles des pays du Nord, semble redonner de l'importance aux fonctions économiques des pratiques liées à l'agriculture urbaine (*Consaes, 2003*). Par ailleurs les questions de justice alimentaire, caractérisées comme un modèle d'action cherchant à favoriser la sécurité alimentaire des populations pauvres et des minorités ethniques des quartiers défavorisés, irriguent aujourd'hui de nombreux discours des tenants de certains mouvements d'agriculture urbaine. C'est notamment le cas aux Etats Unis où la précarité urbaine dans certains quartiers a entraîné le développement de systèmes d'économie informelle liés à des pratiques agricoles. (*Paddeu, 2012*)

Nous retrouvons également cette multifonctionnalité dans la diversité des modèles agronomiques promus (permaculture, agro-écologie, jardinage, maraichage traditionnel) et des modèles d'actions à l'œuvre (jardins partagés et collectifs, dynamiques associatives, fermes professionnelles). Il en résulte des formes d'agriculture souvent hybrides entre production et agrément à différentes échelles d'actions et d'organisations. Certains géographes, voulant souligner cet aspect hybride et multifonctionnel, qualifient ces formes « d'agriculture/nature » (*Perrin, Scheromm et Soulard, 2014*).

Cette agriculture évolue dans des contextes urbains caractérisés par des complexités intrinsèques qui rendent parfois difficile la mise en œuvre de projet de la sorte. Ces obstacles peuvent être d'ordre techniques (pollutions des sols empêchant la culture d'aliments, manque de connaissance des pratiquants), économiques (prix du foncier trop élevé, manque de financement) ou encore politiques (désintéressement des pouvoirs publics). Il en résulte que les projets agri-urbains ont souvent du mal à quitter l'approche individuelle ou associative car tout projet de « grande envergure » est confronté à des difficultés majeures empêchant une viabilité sur du long terme.

D'un autre côté, ce contexte urbain particulier a amené les « agriculteurs urbains » à développer des techniques innovantes s'adaptant ainsi à l'urbanité (*Soulard et Aubry, 2011*). La diversité des cultures produites, ainsi que la proximité des infrastructures urbaines entraînent une adaptation des techniques telle que l'association de cultures, les technosols (groupe de techniques permettant de créer un sol à partir de déchets urbains) ou encore innover pour « limiter au maximum le nombre d'opérations et de les différencier le moins possible entre cultures ». Ces formes d'innovation et d'expérimentation se retrouvent également à travers des phénomènes « processus » où l'expérience éducative, le développement des savoirs et des savoirs faire se fait également à travers la mise en place d'un projet commun (*Eric Duchemin, 2010*).

Cette assise théorique m'a permis de faire remonter plusieurs questionnements intrinsèques à ma problématique de stage. Sans rentrer dans des approches trop agronomiques, il m'a semblé intéressant de me questionner sur les formes agricoles à l'œuvre dans les murs à Pêche de Montreuil. Quels sont les modèles agronomiques en vigueur ? Comment sont ils perçus, pratiqués et diffusés par les « pratiquants agricoles urbains »? Les Murs à pêches sont-ils un lieu d'innovation agricole ? Si oui, quelles sont (ou quelles ont été) les formes d'innovation à l'œuvre ? Enfin la dimension de la faisabilité d'un projet agricole dans le cadre de la complexité des écosystèmes urbains apparaît comme essentielle dans le quartier des « Murs à Pêches de Montreuil ». En prenant en compte les réalités intrinsèques au lieu, il devenait alors important de se questionner sur les difficultés rencontrées par les acteurs territoriaux dans le cadre du développement de leurs projets agricoles. Quelle est la viabilité d'un projet agricole de la sorte ? Est-ce réalisable ? Quelles sont les réelles plus values attendues ? Et surtout comment les projets d'agriculture urbaine sont-ils portés par les décideurs publics dans la planification urbaine d'un territoire ?

Quand le jardinage devient territoire :

L'agriculture urbaine prend aujourd'hui des formes extrêmement diversifiées en fonction des lieux dans lesquels elle est portée mais aussi en fonction des profils des personnes la pratiquant (Soulard, 2014). Il en ressort une difficulté scientifique de caractériser de manière précise le concept même d'agriculture urbaine. Dans un article publié en 2004, Smith et ses collègues ont recensé neuf définitions de l'agriculture urbaine présentant toutes leurs intérêts et leurs limites. Parmi cette diversité, une seule met l'acteur urbain au centre du processus: « L'agriculture urbaine est comprise comme l'ensemble des activités agricoles effectuées dans les zones urbaines ou à leur périphérie par des gens vivant dans les frontières administratives de la ville » (Lourenco-Lindell, 1995). Bien que cette définition exclue du principe d'agriculture urbaine les zones proches de la ville appartenant à des juridictions différentes de la municipalité mais qui peuvent être quand même fortement influencé par la ville (Smith et al 2004), il nous a semblé pertinent de retenir cette définition, car l'agriculture urbaine est souvent portée dans le cadre de trajectoires personnelles, individuelles et collectives qui mettent au centre des dynamiques un processus d'appropriation citoyen de l'espace urbain pour et par l'acteur urbain (qu'il soit formel ou informel). Les lieux ainsi investis deviennent des «espaces ouverts» insérés dans de vastes territoires urbains qui se trouvent être le théâtre d'attentes sociales et multiples qui vont orienter son usage (Banzo, 2009). Afin d'illustrer cette idée, je reprendrais un point de l'article de Louiza Boukhareave et de Marcel Marloie qui, s'étant intéressés aux jardins collectifs en Russie, stipulent que l'agriculture urbaine est avant tout «une activité identitaire non pas en tant que l'appartenance à un groupe, à une ethnie ou à une religion, mais au sens philosophique de la nature bio-socioculturelle de l'être humain». L'idée est ici de dire que l'agriculture urbaine, dans les pays du nord, ne se pratique pas à des fins commerciales ou capitalistes qui peuvent être jugées comme « aliénantes » réduisant l'être humain au simple rôle de producteur/consommateur, mais s'ancre plutôt dans des formes économiques informelles basées sur la réciprocité, le don et le contre don. L'appropriation à l'air d'être ici mis en avant via des valeurs communes qu'il devient important de partager et de diffuser dans l'écosystème urbain. Ce constat est étayé d'une autre façon par la sociologue Françoise Dubost en caractérisant le jardin (qu'il soit

porté de manière individuelle ou collective) comme un lieu approprié en tant que territoire, car il devient une source d'enracinement des individus où il persiste une relation intime, personnelle entre le jardinier et son jardin (Dubost, 2000).

Ces constats m'ont amené à me questionner sur les différences d'appropriation des Murs à pêches de Montreuil dans le cadre du développement des projets associatifs et publics. En effet, bien que s'ancrant dans un même territoire géographique, ces projets peuvent être fondamentalement différents en fonction du profil des acteurs les portant. De manière générale elle participe le plus souvent à une appropriation locale des habitants de la planification urbaine de leur quartier voir de leur commune. Ces processus d'appropriation peuvent prendre des caractéristiques différentes en fonction des idéologies prônées par les différents porteurs de projets agricoles et cela peut, le cas échéant, donner lieu à l'émergence de nouveaux conflits urbains (Banzo, 2009). *Dans ce cadre, comment les acteurs « agricoles » (que nous entendons ici comme acteurs portant des projets agricoles) s'approprient le territoire des murs à pêches ? En quoi ces différences d'appropriations se complètent ? Se concurrencent t'elles ? En quoi peuvent t'elles être une opportunité ou un frein au développement d'un projet collectif d'envergure pour le quartier des Murs à Pêches de Montreuil ?*

Entre environnementalisme et écologisme, les idéologies de l'agriculture urbaine ?

Enfin je finirais ce cadre théorique par un questionnement qui, bien que n'ayant pas structuré mes hypothèses de départ, s'est imposé petit à petit à moi au cours de mes différents entretiens de terrain et de mes discussions avec mes encadrants de stage. Il apparaissait alors nécessaire en trame de fond d'avoir une réflexion socio-politique sur les fondements idéologiques voir philosophiques de l'agriculture urbaine. Le politologue Andrew Dobson a mis en avant en 2006, à travers ses travaux, les différences fondamentales qu'on pouvait trouver entre des mouvements d'environnementalisme et d'écologisme. Selon lui, contrairement à l'environnementalisme qui est une façon « managériale » et « anthropocentrique » de traiter les problèmes environnementaux, l'écologisme, lui, fait référence à un véritable changement de paradigme dans la façon dont nous pensons nos sociétés et la manière dont nous pensons notre relation au vivant. Selon lui, cela se traduit par deux caractéristiques intrinsèques à l'écologisme : la certitude qu'il faut imposer des limites à la croissance économique et l'idée « d'éco-centrisme », c'est à dire que le monde naturel « non humain » dispose d'une valeur intrinsèque à prendre en compte dans nos différents projets sociétaux.

Enfinement nous pouvons retrouver ces différences de paradigme au sein même des mouvements qui promeuvent des changements de modèles dans la façon dont est vécue et pensée l'agriculture. Alors que certains modèles agricoles ne cherchent uniquement qu'à ajuster les techniques afin d'augmenter leurs performances environnementales (agriculture de précision, agriculture de conservation), d'autres modèles questionnent la totalité du mode de fonctionnement de l'exploitation et l'intégration de cette dernière dans un territoire donné. Cela se traduit par l'émergence d'un nouveau paradigme dans les relations que va avoir un agriculteur avec son activité (permaculture, agriculture biologique, biodynamie). Pourtant tous ces mouvements se disent unanimement de « l'Agroécologie ». On peut ainsi mettre en avant deux catégories d'Agro-écologie : « l'agro-écologie faible » qu'on peut ramener à une dimension

environnementaliste, et « l'agro-écologie forte » qui pourrait se traduire par de l'écologisme. Ces différentes dimensions m'ont amené à me poser la question du véritable rôle que peut prendre l'agriculture urbaine dans nos sociétés. Pour quelle raison veut-on développer l'agriculture urbaine ? Est-ce que le projet agricole des murs à pêches de Montreuil se traduit par une volonté de changement de paradigme (dans le cadre de projets de villes durables par exemple) ? Est-ce que cela prend uniquement des dimensions « marketing » et touristiques afin de redorer l'image d'une ville ayant perdu sa fierté horticole ? Ou cela se caractérise-t-il par un désir de se positionner de façon à la fois politiquement et électoralement correcte ? Finalement pour qui ce projet agri-urbain est-il réellement développé ? Pour les riverains ? Pour les habitants de Montreuil ? Ou pour d'autres acteurs s'ancrant dans des logiques résultant d'une démarche classique de capitalisme et de libéralisme dans la façon dont-ils pensent la planification urbaine de la ville ?

Fort de ce cadre d'étude théorique, nous avons été ensuite confronté, de diverses manières, au terrain et nous nous sommes rapidement rendus compte que Montreuil est un territoire complexe mais pour le moins passionnant où se croisent des enjeux politiques, écologiques et sociaux très forts. Ce premier travail d'immersion nous a permis de transférer ce cadre d'étude aux réalités intrinsèques à Montreuil permettant ainsi d'affiner nos objectifs et hypothèses de recherche.

1.1.2 Objectifs et hypothèses de recherche :

Dans un cadre de stratégie alimentaire des villes vertes de demain, et du développement des différents services liées à la nature en ville, l'agriculture urbaine semble être un fort levier d'action pour ramener bien être, lien social et économie de proximité dans les communautés urbaines. Au delà de ces aspects sociaux, l'agriculture urbaine a également l'avantage de reconnecter les populations urbaines avec leur alimentation et avec les processus de production agricole (Duchemin, 2010). De plus elle permet dans certains cas de travailler à une échelle plus grande sur la restructuration des liens entre ville et campagne dans le cadre de la durabilité des territoires régionaux (Weber et al, 2008). De ce fait l'agriculture urbaine est devenue un sujet majeur dans la planification urbaine des villes d'aujourd'hui et de demain. Traditionnellement, elle prend souvent racine dans les interstices urbaines, zones délaissées dans le développement urbain et qui redeviennent investies par différents acteurs qui portent alors des projets agricoles (Soulard, 2014).

Le quartier des Murs à pêches de Montreuil semble, sur le papier, parfaitement ancré dans cette dynamique. Délaissé dans la planification urbaine de la ville, il en résulte la formation d'une « zone libre », à disponibilité foncière importante qui pourrait être intéressante pour développer des projets d'agriculture urbaine. De plus la mairie de Montreuil, sous l'effigie écologiste pendant plusieurs années, semblait avoir fait du « devenir vert » de la ville l'argument principal de son programme municipal.

Dans ce cadre nous sommes partis de l'hypothèse que le quartier des Murs à Pêches de Montreuil peut constituer un territoire de projet intéressant dans une perspective du développement de l'agriculture urbaine. Nous définissons un territoire de projet comme un « espace économique, social et physique sur lequel un projet de

territoire s'élabore. Organisé, il est en capacité de contractualiser sur un projet global avec les autorités chargées de l'aménagement et du développement territorial ». Afin de vérifier cette hypothèse nous avons divisé notre recherche autour de trois grands axes :

Le premier visait à comprendre l'épaisseur historique des murs à pêches de Montreuil. Décrire les dynamiques agricoles passées et les enjeux socio-économiques qui ont impacté l'évolution de l'horticulture montreuilloise à travers les siècles afin de mieux comprendre les dynamiques présentes. Sous quel système agricole étaient conduits les pêcheurs ? Quels étaient les marchés d'écroumage ? Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer l'apogée qu'a connu l'horticulture à Montreuil mais aussi ceux qui ont conditionné son rapide déclin ? Dans ce cadre un point nous intéressait particulièrement : est-ce que la perte du patrimoine horticole de la ville était uniquement dû à des facteurs économiques concurrentiels ou est-ce que des clés de réponses se situent également dans d'autres catégories et enjeux de la sphère sociétale ? Notre approche historique a également pris en compte les événements contemporains s'étant déroulés ces dernières années, permettant ainsi de mieux cerner les différents projets en cours.

Notre deuxième axe de recherche s'est orienté sur les dynamiques agricoles présentes dans le secteur des murs à pêches. Il visait à comprendre les formes agricoles et les modèles d'actions à l'œuvre, les différences d'appropriation et de lecture du lieu en fonction des « pratiquants agricoles » et des projets effectués. Comment les dimensions agricoles sont vécues, diffusées, partagées et transmises dans le théâtre des murs à Pêches ? Est-ce que ce dernier peut être considéré comme un lieu d'innovation et si oui, qu'elles sont les formes d'innovation en vigueur ? Sans entrer dans des approches sociologiques trop étroites, une attention particulière a été portée sur les relations (formelles ou informelles) que les différents acteurs tissent entre eux, relations qui, à notre sens, conditionnent fortement les perspectives d'évolution du lieu.

Enfin notre troisième axe de recherche cherche à analyser la faisabilité d'un projet agri-urbain d'envergure, tel qu'il a été défini par la mairie de Montreuil en 2008 dans le cadre des Murs à Pêches. Nous avons ici cherché à mettre en avant les points de blocages intrinsèques aux murs à pêches (foncier, implantation tzigane, pollution des sols, différences d'appropriation, etc.) qui peuvent conditionner la réussite ou non du développement de l'agriculture urbaine sur le territoire de projet que constitue le quartier des Murs à Pêches de Montreuil.

1.2 Méthodologie :

Notre méthodologie a été divisée en deux grandes parties. La première, fait référence à un travail bibliographique mené de front tout au long du stage. Au delà des documents de référence liés à la théorisation de l'agriculture urbaine, j'ai étudié différents documents d'archive, les documents administratifs de la mairie de Montreuil (PLU, Agenda 21, dossier de faisabilité) et différents mémoires et études ayant déjà été effectués dans le cadre des Murs à pêches. Cette information bibliographique a été complétée par une veille sur les sites des différentes associations structurant aujourd'hui le lieu. Cela me permettait d'avoir de l'information en continue et de comprendre comment le territoire était aujourd'hui vécu et véhiculé « au jour le jour ».

Ce travail bibliographique a été complété par un travail de terrain. Privilégiant une conception ethnographique de la recherche « vécue et engagée », je voulais m’immerger au maximum dans le territoire afin de le comprendre au mieux. Ce travail de terrain s’est caractérisé par des processus d’enquête formels (entretien et questionnaire) et informels (observation participative, promenade dans les murs à pêches, visites, aide bénévole). Nos enquêtes formelles se sont appuyées sur une série d’entretiens guidés par un questionnaire semi-ouvert. Ces entretiens ont été dépouillés en utilisant une grille d’analyse standardisée (document papier recensant les différentes questions à aborder.). Nous sommes allés à la rencontre des différents acteurs structurant le lieu des Murs à pêches à travers une méthodologie d’échantillonnage « par boule de neige » (snowball sampling, technique d’échantillonnage non probabiliste où les sujets d’étude existants conseillent les sujets à venir en fonction de leurs connaissances. *Biernacki 1981*). Nous avons ainsi identifié trois catégories d’acteurs : les acteurs institutionnels que nous définissons ici comme faisant référence aux acteurs qui disposent du pouvoir décisionnel d’aménagement du territoire (Elus de la mairie, bureau d’étude), les acteurs associatifs qui portent des projets pour le lieux de manière plus ou moins formelle, et les riverains. Les questions incluses dans notre questionnaire nous ont permis d’une part de mieux comprendre les dynamiques agricoles présentes et passées, les modes de gouvernance du territoire des murs à pêches, mais également de mettre en avant les processus de verrouillage actuellement à l’œuvre dans le cadre du développement d’un projet d’agriculture urbaine.

Notre questionnaire incluait les sections suivantes (*la grille d’entretien complète apparaît dans l’Annexe 1, page 103*).

- Informations générales sur la personne interviewée
- Historique agricole des Murs à Pêches
- Les Murs à Pêches aujourd’hui : appropriation et jeux d’acteurs
- Intégration des riverains
- Le projet Agri-urbain : perspectives et freins de développement
- Processus d’innovation et d’expérimentation
- Quel futur pour les Murs à Pêches ?

La première partie du questionnaire nous a permis tout d’abord de replacer l’acteur interviewé et ses actions au sein du paysage montreuillois. L’historique « à dire d’acteur » nous a permis de compléter notre recherche d’archive nécessaire à la reconstruction de l’épaisseur historique du lieu. Ces témoignages ont d’ailleurs été d’une importance primordiale pour reconstituer les combats politiques qui ont marqué l’histoire récente du lieu (des années 90 à nos jours). Enfin les autres parties du questionnaire font référence aux dynamiques agricoles actuellement à l’œuvre. Cela nous a permis de mieux comprendre les différentes stratégies associatives et le jeu d’acteurs.

Notre méthodologie a pris une forme différente pour les questionnaires à destination des riverains. Plus court et plus condensé, le questionnaire composé de cinq questions nous a permis d’aller directement à l’essentiel tout en nous permettant d’avoir des informations diversifiées sur les attentes des montreuillois concernant le devenir des Murs à Pêches (*cf Annexe 3, page 106*).

Afin d'avoir un échantillonnage représentatif nous avons interrogé les riverains à travers trois sites différents.

Tout d'abord dans le quartier des murs à pêches de Montreuil lui même. Cela nous permettait d'avoir l'avis des habitants directement impactés par les différents processus décisionnels concernant l'aménagement de ce territoire. Néanmoins cet échantillon avait le biais de disposer d'un public orienté, les murs à pêches étant majoritairement habités par des populations Roms et Tsiganes. Nous avons donc choisi comme deuxième localité les zones d'habitations se situant dans le Haut Montreuil mais pas forcément dans le quartier « administratif » des murs à Pêches. Enfin nous avons voulu toucher un public plus large vivant à Montreuil ou venant juste profiter de la ville pour certaines activités. Ainsi nous nous sommes installés sur la place centrale de la ville, devant la mairie Montreuil qui connaît une fréquentation diversifiée et qui constitue un lieu de passage important du fait de la présence de la ligne du métro 9 (arrêt mairie de Montreuil) et de nombreux commerces et services.

Le territoire des murs à pêches étant « structuré » par une diversité d'acteurs impressionnante et compte tenu du temps qui m'était imparti, nous avons donc préféré orienter notre enquête vers les acteurs concernés directement par la problématique agricole. Nous avons donc « laissé de côté » les associations et acteurs médiateurs de valeurs culturelles (entendu ici comme les associations ne faisant pas d'agriculture : théâtre de plein air, association de street art, confection mobilier urbain) tout en gardant en tête qu'elles sont là, qu'elles existent et qu'elles structurent également le lieu. Il m'est cependant arrivé au cours de ces cinq mois de recherche d'en rencontrer de manière informelle.

Les différentes personnes rencontrées (n=16) ainsi que le nombre de riverains questionnés par localité (n=13) lors de notre étude sont recensés dans l'annexe 2 (*page 105*)

***Deuxième Partie :
Les Murs à Pêche : épaisseur historique et
temporelle***

2.1 Montreuil : une ville duale

Montreuil est une ville qui dispose d'une situation particulière. Son développement économique intrinsèque ainsi que l'importante rupture topographique de son territoire a eu pour conséquence de diviser la ville en deux : le Bas Montreuil est le prolongement de la plaine de Paris, alors que le Haut Montreuil fait partie du plateau de Romainville et couvre le nord-est de la ville. Le centre ville quant à lui, est une zone de jonction se situant sur les pentes du plateau.

Au cours de l'histoire de la ville, le Bas Montreuil est la partie qui a connu de nombreux bouleversements. Historiquement agricole (comme l'était la ville dans son ensemble), le Bas Montreuil a accueilli ensuite de nombreux ateliers d'artisans, puis les premières usines, à l'époque où Montreuil devenait un fleuron industriel. Le Haut Montreuil, lui, restera majoritairement à vocation agricole pendant de nombreuses années. L'espace est alors habité par des populations ouvrières. Lorsque la région parisienne est touchée par les processus de désindustrialisation, le Bas Montreuil se voit alors investi par une population plus « aisée » attirée par la proximité de Paris. Ce phénomène de gentrification va profondément changer les caractéristiques de « l'ancienne banlieue rouge ». Comme le souligne Celine Delacroix, cette mutation démographique va également entraîner un changement de paradigme au niveau des attentes sociétales. Cette population plus jeune, et plus aisée va alors être « demandeuse d'une autre pratique de la ville et d'une autre politique axée sur la qualité de la vie et sur une certaine mixité sociale et sur des services urbains beaucoup plus performants » (Subra, 2005, p.152). Il en résulte toujours aujourd'hui, que le Bas Montreuil connaît une présence beaucoup plus importante de services et d'activités culturelles¹.

Ces différences d'évolutions des deux grandes parties de la ville de Montreuil vont entraîner une véritable fracture territoriale dont les origines sont doubles. Il y a tout d'abord la topographie, le relief naturel du site, les différences géologiques, hydrographiques et pédologiques du terrain qui expliquent les différences d'occupation du sol et de culture à l'époque. Il y a aussi et surtout le développement socio-économique important du Bas Montreuil, qui va isoler le Haut Montreuil du reste de la ville².

Dans les années 1970, le développement de plusieurs grands ensembles vont fortement changer le visage du Haut Montreuil qui est alors vu comme réserve foncière importante à l'émergence de certaines activités économiques (installations d'entreprises, et de stade de sport afin de répondre aux besoins récréatifs des habitants). Cette époque de construction va rajouter une nouvelle rupture entre les deux parties de la ville. Elle sera cette fois physique : la construction d'une bretelle d'autoroute de l'A186 censée relier l'A3 à la limite nord de Montreuil au niveau de Fontenay-sous-Bois. Ce tronçon d'autoroute restera inachevé et n'atteindra jamais l'A3 en s'arrêtant en plein Montreuil. Il traverse ainsi la ville, isolant de nouveau sa partie Nord-Est du reste de la ville. Cette autoroute va également diviser le plateau : les

¹ Alors que la population du Haut-Montreuil représente 35,7% de la population, ces cinq quartiers ne comptent aucune salle de concert et un seul théâtre (sur les huit que possède la ville).

² HERVIER D. 2003. *Montreuil, patrimoine industriel, Seine-Saint-Denis, Itinéraires du Patrimoine, Éditions du Patrimoine, Paris.*

anciennes routes la traversant deviennent alors des impasses, et les seules voies permettant de se rendre de l'autre côté de l'autoroute sont uniquement utilisables par les automobilistes.

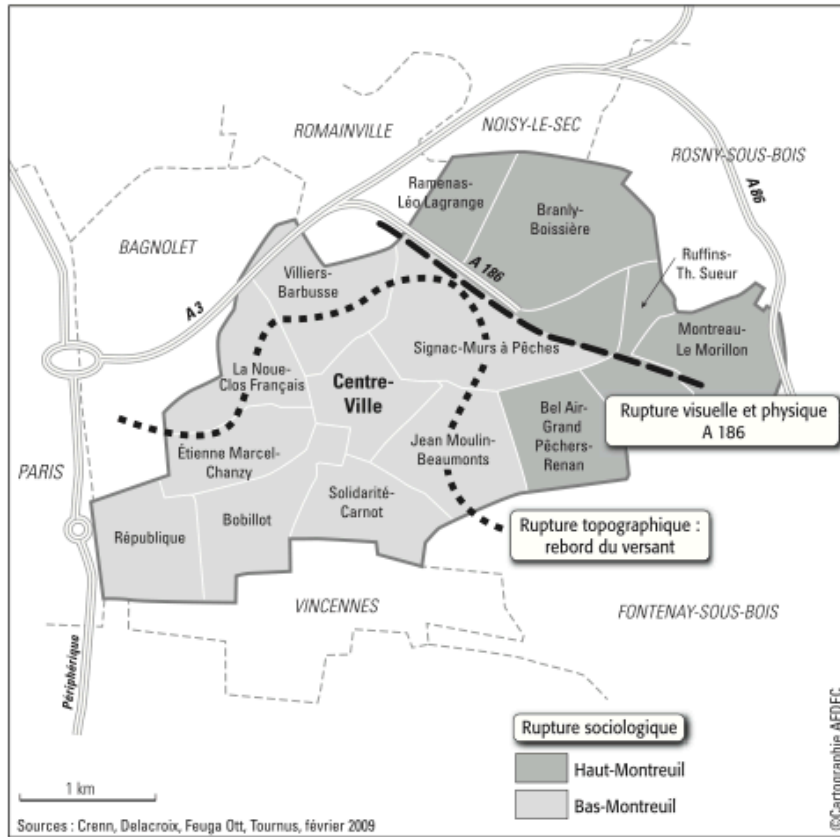


Figure 1: Les trois ruptures de la ville Montreuil (topographique, physique et socio-économique) selon Celine Delacroix (2009). Carte extrait de l'article de C. Delacroix : « La Chute de Montreuil la Rouge », Hérodote, 2009. N°135. p 110-127.



Figure 2: Topographie de Montreuil au sein de Bassin parisien (source PLU, ville de Montreuil)

Du fait de la proximité de la ville à la métropole parisienne et de ses enjeux sociaux intrinsèques, le rééquilibrage des deux Montreuil a depuis quelques décennies été au centre des débats politiques. Pour ce faire, Jean-Pierre Brard, maire communiste (resté à la tête de la commune pendant 30 ans) a lancé une politique de développement économique du bas Montreuil en favorisant l'installation de nombreuses entreprises qui, taxées, permettront de lever les fonds nécessaires aux financements de logements sociaux et au développement de certaines activités culturelles sur le Haut Montreuil. Ce faisant, Jean Pierre Bard a voulu atténuer les inégalités, aux risques de les creuser, en s'appuyant sur le caractère binaire de la ville. En 2008 Dominique Voynet, nouvellement élue à la mairie à la tête d'une liste Europe-Ecologie Les Verts, va prendre le contrepied de son prédécesseur en proposant un rééquilibrage « polycentrique ». Pour ce faire, elle va notamment s'appuyer sur le développement du quartier des Murs à Pêches de Montreuil se situant sur le plateaux du haut Montreuil, voyant en ce lieu un énorme potentiel de transformation urbaine notamment en valorisant, en partie, l'ancien patrimoine horticole³. En effet ce quartier constitue aujourd'hui un vestige, un reliquat témoin, d'une ville ayant connu, plusieurs siècles durant, une apogée agricole et horticole. Montreuil était alors communément appelée la : « ville aux pêches ».

2.2 Une ville cultivée :

« *Les murs à pêches réaniment une immense mémoire* », c'est ce que l'on peut lire dans les écrits de l'Abbé Jean Roger Schabol qui a enquêté des années durant sur les horticulteurs montreuillois dont ils disaient aisément qu'ils étaient de véritables « gouverneurs de la pêche » (1755, 1767). L'auteur veut ici souligner l'ingéniosité des savoirs qui sont alors mis à l'œuvre dans la conduite des pêcheurs. En effet à l'époque où il écrit ses récits, Montreuil est recouvert dans la quasi totalité de sa superficie de murs où poussent des pêches, des poires, des pommes et autres fruitiers⁴.

Il est apparu au cours de notre travail bibliographique que les cultures de Montreuil ne furent jamais déterminées avec une grande précision. Ceci est dû à deux raisons. Tout d'abord, il apparaît que les cultivateurs étaient plus dans la pratique que dans la théorie. Ils n'auraient donc jamais consigné leurs principes, ni établi l'origine exacte de leurs méthodes. De plus, Elie-Abel Carrière dans son ouvrage intitulé « Montreuil aux pêches, historique et pratique » (1890) souligne les difficultés qu'il a rencontré pour trouver des renseignements précis sur la ville avant 1789.

Nous ne savons donc pas avec exactitude l'époque à laquelle les pêcheurs ont commencé à envahir Montreuil. Impossible également de remonter aux origines de la technique du palissage sur les murs. Les cultures de pêcheurs à Montreuil sont mentionnées pour la première fois dans un texte de 1593, puis en 1605, 1630 et 1650. Ce qui est donc sûr c'est que l'histoire horticole de Montreuil remonte au moins à 4 siècles. L'activité horticole de la ville va prendre une ampleur considérable au cours du XVIIème siècle, elle va faire la richesse et la célébrité de la ville. Le territoire est alors

³ *Le quartier des Murs à Pêches de Montreuil se situant au centre de notre étude, nous reviendrons dans la suite de ce mémoire de manière beaucoup plus détaillé sur les projets de Dominique voynet au sein des murs à pêches.*

⁴ *Sur les villages de Montreuil, Bagnolet, Vincennes, Charonne et sur les villages adjacents à deux lieux ou environ de Paris au sujet de la culture des végétaux. Par Abbé Jean Roger Schabol, 1755.*

complètement couvert par ces fameux murs, transformant Montreuil en une véritable « campagne bâtie ». Mais alors quels sont les facteurs qui ont pu influencer un tel développement ? Nous allons voir que si la ville a su devenir une puissance agricole au cours du 18^{ème} siècle, c'est parce que les paysans montreuillois ont su tirer profit des avantages que leurs offraient leur situation géographique mais également des avantages intrinsèques au contexte politique et économique de l'époque.

2.2.1 Les techniques agricoles:

Faisant référence aujourd'hui à un quartier (le quartier Saint Antoine -Murs à pêches), les murs à pêches désignent avant toute chose une technique agricole et plus particulièrement un support de culture. L'idée de base était de palisser (c'est à dire élever à plat) un arbre le long des murs. Cette technique permettait entre autre de faciliter la cueillette, la taille, les soins, d'optimiser l'exposition au soleil et de protéger l'arbre des variations de températures. Haut d'environ 3 mètres, les murs étaient construits grâce à de la terre et du plâtre et couronnés d'un chaperon qui empêchait l'eau de s'infiltrer dans le mur. Ces constructions étaient alors peu chères, parce que la ville disposait d'un sous sol très riche en pierre, en chaux et en plâtre ce qui permettait aux horticulteurs d'accéder facilement à ces ressources.

Sagement étudiés, les murs étaient espacés de 5 à 8 mètres et orientés Nord-Sud afin que les pêchers, plantés des deux cotés du mur, puissent être tournés vers l'Est et l'Ouest et qu'ils profitent d'un ensoleillement optimum. Alors que les pêchers plantés du coté Est du mur se voyaient baignés par le soleil dès les premières heures du jour, ceux du coté Ouest profitaient d'un ensoleillement jusqu'à la tombée de la nuit. Les expositions de ces murs étaient très étudiées permettant notamment aux horticulteurs d'allonger la saison de production. De plus les coteaux de la ville, très ensoleillés, offraient un terrain de prédilection pour la construction de ces derniers. Grâce à leur structure en terre, les murs avaient la capacité d'emmagasiner la chaleur du jour afin de la restituer aux pêchers la nuit créant ainsi un véritable « micro-climat » favorable à la maturation des fruits. En plus de cela, les murs protégeaient les vergers du vent, de la pluie et éventuellement du gel. Ce savoir faire, couplé à un sol riche en sulfate de magnésium et en matière organique, a permis aux montreuillois d'optimiser la culture de leurs fruitiers (pommes et poires) mais également de développer les cultures de pêches (très prisées à l'époque) alors réservées à des climats méridionaux plus propice à la culture de ces fruits.

Mais au delà de la construction des murs, les montreuillois avaient mis en place toute une association de techniques qui leurs permettaient de conduire de manière optimale la culture de leurs fruitiers. L'abbé Schabol, en recense dans ses écrits au moins six caractérisant, pour reprendre son expression, « la particularité du système de Montreuil » : le palissage à la loque, la direction des arbres, les abris en complément des murs, la taille « longue », l'ébourgement, l'effeuillage et enfin la récolte des pêches.

Le palissage à la loque fait référence aux techniques utilisées par les montreuillois pour conduire la poussée de leurs pêchers le long du mur. La « loque » désigne des petits morceaux de cuir ou de draps qui entouraient la branche et qui étaient fixés à l'aide de clous plantés directement dans le mur. Poète dans l'âme, L'Abbé

Legendre, qui a également enquêté sur l'horticulture montreuilloise, écrit dans un de ses textes, en 1652, que cette façon de palisser est la « plus belle de toutes » car selon lui « les arbres en sont mieux étendus et couchés plus proprement ». Les pêchers sont mieux conduits et les branches sont très peu contraintes laissant un espace de liberté à la croissance des pêchers. La suite de son écrit renvoie aux soins que prenaient les horticulteurs montreuillois à conduire leurs pêchers : « Il faut prendre garde de ne pas trop serrer les branches avec la lisière et d'attacher le clou au dessous, car comme la branche s'élève naturellement et tire toujours en haut, elle se meurtrit et se blesse lorsqu'elle rencontre le clou au dessus ». Il est difficile de dire avec certitude pourquoi les montreuillois ont choisi cette technique plutôt que les autres, également en vigueur à l'époque (treillage et gaullets plaquées en jonc et en ozier). Nous retournons vers l'Abbé Schabol qui a tenté, à force d'observation, d'expliquer ces circonstances : « *tout ce qui violente la nature, hors des cas de nécessité est contraire à la végétation. Ainsi tout lien d'ozier ou de jonc appuie sur la peau de la branche, la presse et souvent y fait confusion (...) Les jeunes bourgeons qui sont encore plus tendres souffrent toujours quelque violence et quelque altération quand ils sont gênés ou pressés.* ». Avant de rajouter que la technique de la loque leur permettait également de mieux voir la présence de ravageurs et accordait une meilleure réverbération à la plante en n'occultant qu'un minimum la surface blanche du mur. Il semblerait alors que cette technique est celle qui permettait aux montreuillois d'avoir des arbres et des pêches de qualité tout en optimisant la manière dont les cultures étaient conduites.

En parallèle des murs, les montreuillois bâtissaient des abris pour leurs pêchers. Ces abris étaient le plus souvent caractérisés par des tablettes obliques allant du chaperon au sol. Là encore c'est l'Abbé Schabol qui nous apporte des informations sur les finalités de ces techniques. Tout d'abord elles permettaient de détourner les eaux qui, pendant l'été, tombaient du chaperon de façon réitéré sur les branches et pouvaient alors engendrer des plaies aux arbres. Lors des hivers rigoureux, il pouvait arriver que le soleil fasse fondre le givre présent sur les chaperons. L'eau s'écoulait alors sur les branches et pouvait, en fonction des températures, se congeler à nouveau sur l'arbre et ainsi abimer certaines parties du pêcher. Enfin, ces tablettes couplées à des systèmes de pallassons, permettait de ralentir la sève. En effet il apparaît que les montreuillois avaient remarqué que la sève était toujours envoyée vers les extrémités de la plante. Les tablettes étaient alors divisées en plusieurs niveaux, et les niveaux les plus hauts étaient parfois recouverts de pallassons, bloquant alors une partie de la lumière. Cela permettait à la sève de ralentir sa course, de monter par degré, et de favoriser une croissance plus rapide des feuilles en bas des branches et ainsi d'optimiser à terme la production des pêches.

Les montreuillois favorisaient la taille longue, contrairement à la taille courte qui était majoritairement utilisée à l'époque. Pour cela ils utilisaient les gourmands (rameaux qui poussent spontanément sur une partie exposée à la lumière d'une plante) les mieux exposés pour laisser pousser leurs pêches. Là encore, ce choix semble avoir été fait grâce à une observation rigoureuse et à des connaissances intrinsèques. Nous emprunterons encore à l'Abbé Schabol les résultats d'une de ses enquêtes où il a recueilli les avis des horticulteurs montreuillois sur la question : « *Quand la nature réproouve certaines branches pour en affectionner d'autres, c'est en vain que vous lui ôtez celles qu'elle chérit pour faire refluer la sève dans les autres qu'elle a délaissées. Quand on a laissé croître un gourmand sur une branche faible, les conduits et les parois de la branche*

faible se rétrécissent et se rapprochent les uns des autres. La sève, au lieu d'entrer dans les fibres internes de la branche pour y apporter de la nourriture, ne fait que couler avec rapidité par les fibres longitudinales de cette même branche, pour s'enfiler soudain dans de pareilles fibres longitudinales de la branche gourmande». La taille se retrouvait également dans les processus de formation des pêchers. L'idée était alors de trouver une forme qui laisse le moins d'espace improductif sur le mur et qui l'occupe au plus vite. Les premières formes de pêchers étaient en éventails, mais elles avaient le défaut de laisser un triangle improductif entre chaque arbre. Au cours du 19^{ème} siècle, ce sont les formes en carré ou plutôt en rectangle qui se sont imposées. L'assiduité que vont mettre les horticulteurs montreuillois à tailler leurs pêchers va entraîner la naissance d'un véritable art horticole. Certains textes mettent en avant le chef-d'œuvre d'un ouvrier horticole qui taillera, vers 1860, un pêcher en lettre de noblesse au nom « Napoléon III » et de l'impératrice Eugénie. L'agriculture devenait alors un art à part entière. Nous retrouvons déjà à cette époque un trait de société finalement très contemporain où les termes de « nature » et de « culture » ou du moins d'« agriculture » et de « culture » ne font qu'un et où leurs frontières respectives sont de plus en plus difficile à dessiner.

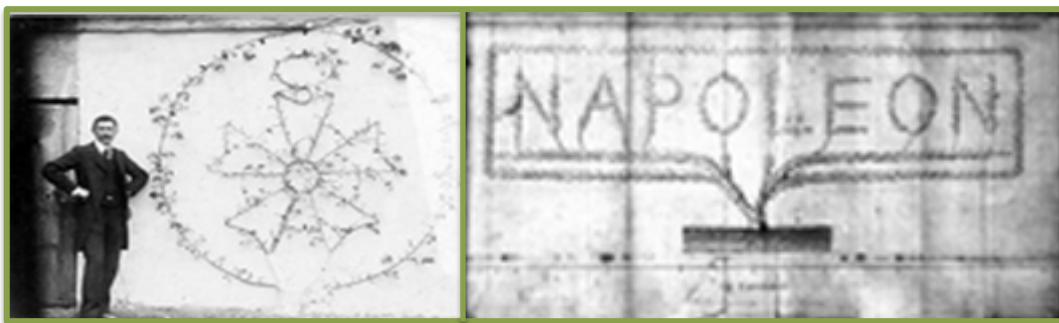


Figure 3: Tailles de pêchers originales pratiquées par les Montreuillois au 18^{ème} et 19^{ème} siècle (source: Musée de la Société Régionale d'Horticulture de Montreuil).

L'ébourgeonnement était également très pratiqué à l'époque. Cette opération consistant à retrancher une partie des bourgeons pendant la période de végétation, était essentielle à la bonne conduite des pêchers. Elle permettait à la sève en circulation de se concentrer sur les bourgeons choisis mais également d'alléger l'arbre, limitant les excroissances et permettant aux fruits de disposer de plus d'air et de lumière. Pour ce faire les montreuillois avaient là encore développé une technique singulière à contre courant de ce qui se faisait à l'époque. Au lieu de « rogner » les bourgeons non voulus dès qu'ils apparaissent, les horticulteurs, afin de ne pas stresser l'arbre, laissent croître les bourgeons des arbres dans leur longueur maximale avant de les retirer. En effet, ils avaient remarqué qu'un bourgeon retiré trop tôt, forçait l'arbre à en refaire un nouveau immédiatement. La sève, ne trouvant plus le canal qu'elle s'est formée elle-même, va alors s'en fabriquer de nouveaux pour pouvoir se filtrer. Ces nouveaux canaux peuvent alors apparaître dans des zones non désirées, notamment en bas des branches réservées alors à l'apparition des fleurs de printemps, favorisant ainsi des « branches folles » non productives. Là encore les techniques d'ébourgeonnement développées par les montreuillois avaient pour finalité de conduire leurs arbres de manière optimale pour favoriser une production de qualité.

Enfin la dernière étape de la conduite des cultures consistait à effeuiller les arbres et à récolter les fruits. Il apparaît dans « *La maison rustique du 19^{ème} siècle* » que ces activités de fin de cycle, caractérisées comme « délicates » et nécessitant un certain

« touché », étaient majoritairement exercées par les femmes. L'effeuillage consistait en fin de saison (lorsque les pêches étaient presque à maturité) à retirer une grande partie des feuilles de l'arbre afin que la plante puisse concentrer ses flux vers les fruits. Enfin la récolte se faisait lorsque les pêches n'étaient pas tout à fait mûres car elles étaient plus facile à transporter et pouvaient supporter l'opération de brossage qui consistait, avant la mise en vente, à retirer le duvet des fruits afin qu'ils apparaissent lisses et brillants, permettant de valoriser le produit dans toute sa « couleur appétissante ». Les fruits étaient alors enroulés dans des feuilles de vigne les protégeant des chocs du transport. D'après *la maison rustique du 19^{ème} siècle*, cet emballage « à la manière de Montreuil » permettait également aux pêches d'être « *après un trajet de 2 myriamètres, aussi fraîches que si l'acheteur les détachait lui même de l'espalier* ».

Les techniques que nous venons de citer n'ont pas la prétention d'être exhaustives. Nous aurions pu également parler des modalités de greffe des pêchers ou encore de la sélection des différentes variétés dont certaines étaient propres à Montreuil. Néanmoins les techniques que nous venons de détailler ont toutes un point commun : elles caractérisaient le système agricole de Montreuil et étaient à contre courant de ce qui se faisait majoritairement à l'époque. Les différents témoignages que nous pouvons trouver dans les documents d'archive (bien que certains d'entre eux peuvent paraître exagérés) nous montrent à quel point les horticulteurs montreuillois faisaient preuve d'innovation pour optimiser leurs cultures⁵. A force d'observation, ils disposaient d'importantes connaissances empiriques qui leurs ont permis de développer des techniques efficaces et adaptées à leur milieu. Connaissances qui seront bientôt confirmées par « l'agronomie savante ». Mais l'apogée qu'a connu l'horticulture de Montreuil ne se résume pas uniquement à leurs techniques. Si de nombreux horticulteurs ont fait fortune c'est avant tout parce qu'ils ont su se structurer autour de marchés porteurs afin de valoriser au mieux leurs productions.

⁵ *Les techniques des montreuillois étaient en effet très différentes de celles établies par les traités officiels d'horticulture de l'époque. Elles différaient notamment beaucoup de celles de Jean de la Quintinie, horticulteur du potager du Roy, dont les savoirs étaient fortement diffusés à travers le pays.*

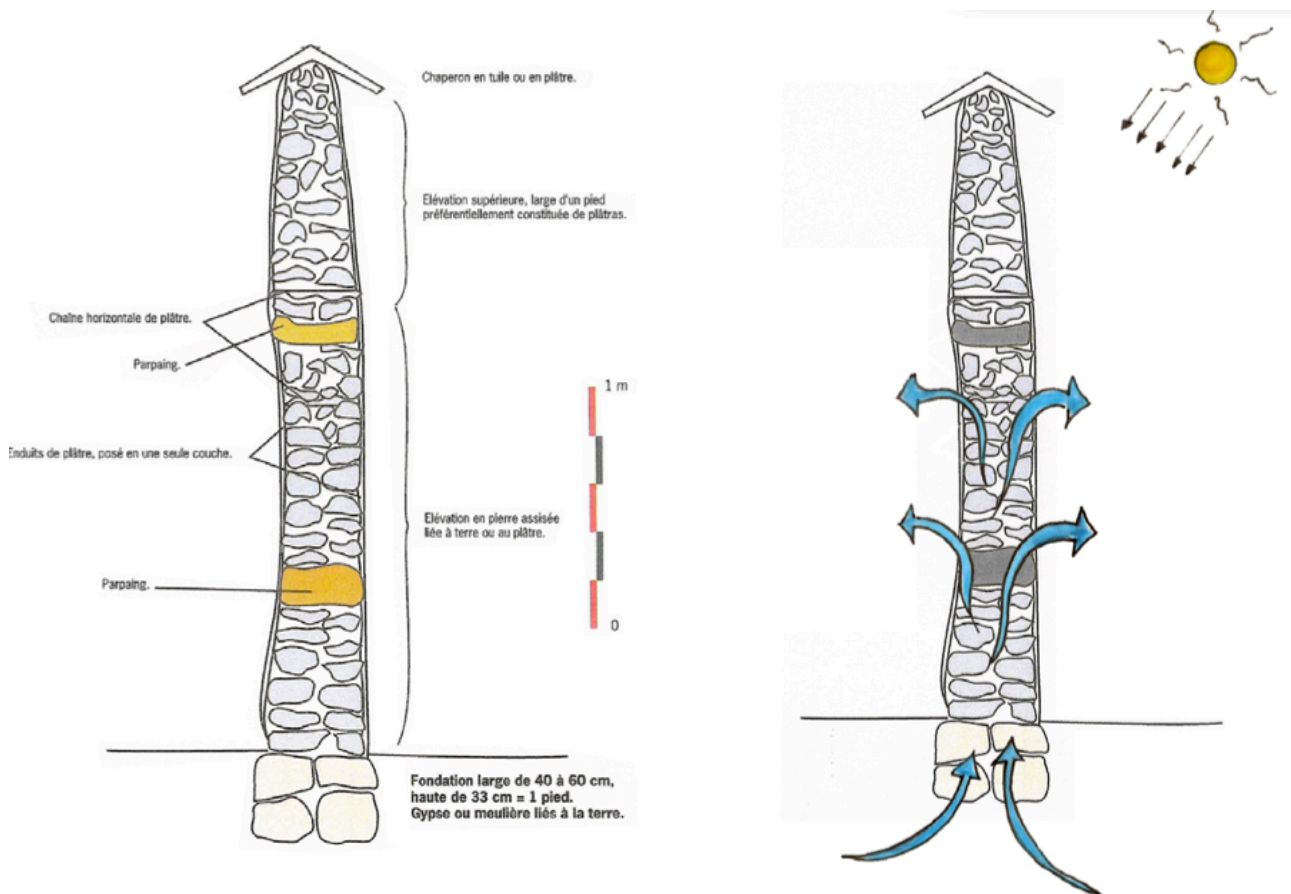


Figure 4: Coupe transversale de la construction d'un mur à pêches traditionnel.

Les murs s'élevaient sur environ 3 mètres et étaient entièrement construits avec des matériaux disponibles directement sur place. L'intérieur du mur, composé d'un mélange de pierre et de gypse permettaient à ce dernier d'emmagasiner la chaleur qui était alors restituée aux plantes en fin de journée. Les murs étaient enfin recouverts d'une fine couche de plâtre et couronnés d'un chaperon de plâtre permettant de protéger les pêchers des pluies violentes. (Source : Rapport final de la réunion d'information sur restauration des murs en site classé. Mairie de Montreuil sous bois, le 23 Mars 2011)



Figure 5: Photographie d'un mur à pêches resté en bon état. (Photo du bureau d'étude Coloco, 2012).

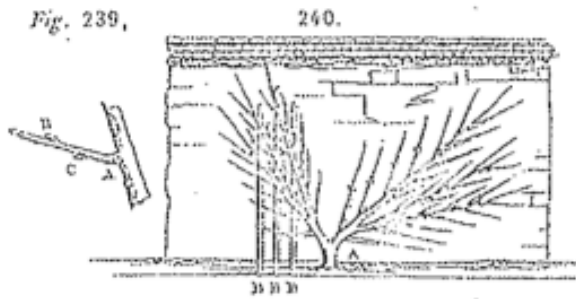


Figure 6: Illustrations des différentes tailles de pêchers pratiquées à Montreuil. (Source: Etude Corajoud, 1993 et photo personnelle).

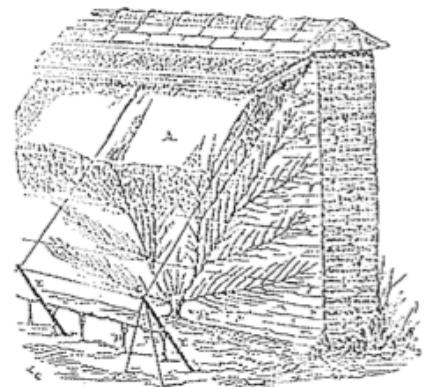


Figure 7: Illustration des techniques de palissage à la loque et des abris construits pour protéger les pêchers des fortes pluies. (Source : Photo personnelle, et dessin extrait de l'étude Corajoud, 1993).

2.2.2 Un véritable système agricole :

« Il n'existe en aucun lieu du monde civilisé de culture d'arbres à fruits en espalier conduite avec autant d'intelligence et de perfection que celle de Montreuil » (*La maison rustique du 19^{ème} siècle*).

Il est difficile de dire avec exactitude ce qui a influencé les Montreuillois à se spécialiser dans les pêchers aux dépens d'autres cultures. Nous pouvons penser que la proximité de Paris les a amené à cultiver ce qui se vendait de mieux à l'époque. L'extension qu'a connue l'implantation des murs à pêches est impressionnante. Au tout début du XX^{ème} siècle il est estimé que 720 des 930 hectares de la ville étaient recouverts par ces murs⁶.

Une hypothèse largement diffusée à l'époque explique que le succès extraordinaire des jardiniers de Montreuil s'explique par la coïncidence sur un même lieu de nombreux paramètres sociologiques et géographiques. Bien que les détails manquent, cette réussite est sûrement due en partie à la proximité de Montreuil par rapport à Paris qui a permis aux montreuillois de disposer de marchés fructueux. C'est aussi, sans aucun doute, grâce à la présence du plâtre en sous sol qui offrait la possibilité aux jardiniers de construire des murs à moindre coût. C'est également « l'exemple social » de la réussite financière de certaines personnes de la cour s'étant reconverties à l'horticulture. Une partie de l'honneur revient aussi à la topographie montreuilloise, qui offrait des coteaux ensoleillés propices aux cultures fruitières. Enfin, cette réussite est sûrement avant tout le fruit de l'ingéniosité et du talent des jardiniers qui ont su aller à « contre courant » des pratiques de l'époque, pour optimiser leurs productions et se démarquer sur les marchés internationaux.

En effet à l'époque, les pêches produites étaient alors destinées aux marchés de niches parisiens. Les pêches, vendues pour la plupart aux halles de Paris, alimentaient alors les épiceries fines et se retrouvaient régulièrement sur les tables du Roi de France et de nobles familles. Le marquage des pêches, technique consistant à faire apparaître un dessin sur la pêche, était pratiqué pour les pêches à destination des tables les plus prestigieuses. La pêche de Montreuil était donc un produit de luxe. Afin de faire connaître au maximum leurs productions, les horticulteurs vont alors participer à de nombreux salons sous forme de collectif. L'année 1878 marque un tournant dans l'histoire de la filière. Les pêches de Montreuil sont présentées à l'exposition universelle qui se tient à Paris. Reconnues pour leur beauté et le savoir faire associé, ils gagnent un prix de 500 francs avec lesquels ils vont former la Société Pratique d'Horticulture de Montreuil (aujourd'hui appelé la Société Régionale d'Horticulture de Montreuil) dont l'objectif est de faire la promotion des productions agricoles montreuilloises. Cette première association va être suivi dix ans plus tard par la création du Syndicat des cultivateurs de la Seine. Ce syndicat, regroupant de nombreuses communes du département de la Seine, aura pour but de faire pression sur les pouvoirs publics afin de disposer de bons emplacements aux halles, de récupérer des ordures ménagères pour faire de l'engrais ou encore pour développer leurs réseaux de transports. Bien que

⁶ Chiffres extrait du site internet de la Société Régionale Horticole de Montreuil

représentant des filières agricoles issues de nombreuses communes, ce syndicat sera presque toujours dirigé par des horticulteurs montreuillois.

L'histoire des pêches de Montreuil va connaître un rebondissement important à la fin du 19^{ème} siècle, alors que Léon Loiseau préside la Société Pratique d'Horticulture de Montreuil. Caractérisé par ses successeurs comme un véritable « visionnaire », il va impulser une dimension commerciale nouvelle notamment en essayant de diffuser ces pêches luxueuses à l'étranger. C'est alors qu'en 1894, Montreuil représente le savoir faire français à l'exposition de Saint Petersburg en Russie. Les pêches montreuilloises vont alors remporter, pour la section française, la médaille d'or du Tsar, et les horticulteurs montreuillois deviendront à partir de ce jour les fournisseurs officiels de la cour de Russie. Le même succès va attendre Montreuil à Hambourg, Bruxelles et Paris en 1900, à Düsseldorf en 1904 ou encore à Milan en 1906. Les pêches de Montreuil vont alors alimenter les grandes tables à travers toute l'Europe.

Nous retiendrons de cette approche historique, que l'horticulture à Montreuil se caractérisait par un ensemble de savoir et de savoir faire qui se combinaient entre eux et qui constituaient un véritable « écosystème agricole ». Nous pourrions même dire un véritable « écosystème agricole bâti » où les murs conféraient à la ville de Montreuil une forte identité paysagère. Ce système était déjà défini à l'époque par l'Abbé Schabol comme étant « un assemblage entre des pensées, des opinions et des raisonnements d'après lesquels on va en avant et on agit ». Finalement ce sont d'étroites et nombreuses interactions entre différents facteurs sociaux, économiques, politiques et géographiques qui ont donné à Montreuil son image de marque et sa forte notoriété agricole.

Aujourd'hui les murs ont perdu de leur superbe. Il suffit de se promener au sein du quartier Saint Antoine pour s'en rendre compte. Les murs sont en décrépitudes et certains espaces sont de véritables « poubelles à ciel ouvert ». Il est alors difficile d'imaginer les fortes dynamiques agricoles à l'œuvre qu'il y a eu par le passé. Il arrive même que des riverains, vivant le quartier depuis longtemps, ignorent complètement l'épaisseur historique du lieu⁷. Les murs ont perdu leurs visibilitées et leurs lisibilitées. En effet, à partir du début du XX^{ème} siècle, Montreuil a connu un déclin très important de son activité horticole, rendant l'agriculture au sein de ces murs complètement marginale jusqu'à la faire disparaître « complètement »⁸.

⁷ *Patrice Séchet, Jean Didier Laforge, Isolde Devalière : L'urbanité paysagère ou la perception des rapports ville-nature, l'imaginaire des murs à pêches dans l'habiter et le paysage montreuillois. Rapport d'étude pour la ville de Montreuil. 1997.*

⁸ *Nous verrons dans la suite de ce mémoire, que de petites « poches » d'agriculture ont continué à subsister pendant longtemps. Aujourd'hui encore les murs à pêches se voient le théâtre de certaines activités agricoles mais qui prennent des formes radicalement différentes de celles qui étaient portées par le passé.*

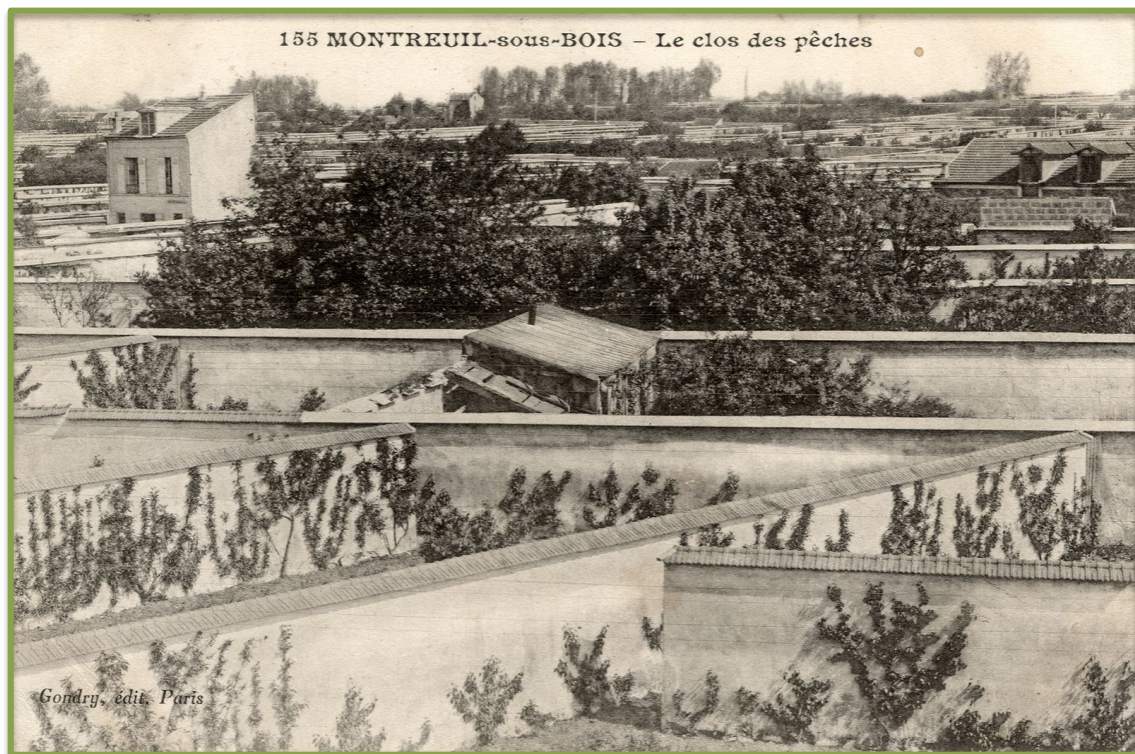


Figure 8: Montreuil Sous Bois au 19ème siècle.

Deux cartes postales de l'époque illustrant les dynamiques agricoles de la ville de Montreuil au 19^{ème} siècle. Sur la première carte postale nous pouvons observer que les murs constituaient l'essentiel du bâti de la ville et s'étendaient sur la presque totalité de la surface de Montreuil. La deuxième photographie illustre une scène de rue. Les femmes étaient également très actives dans la conduite des cultures, notamment dans les phases de ramassage et d'empaquetage des fruits. (Source : collection Musée de la Société Régionale d'Horticulture de Montreuil).

2.3 Un déclin aux origines multiples

A la fin du 19^{ème} siècle, la pêche montreuilloise commence à subir la concurrence des pêches du sud qui sont alors rapidement disponibles grâce au développement du chemin de fer et qui demandent des coûts de production nettement inférieurs. En parallèle le coût du foncier à Montreuil augmente très rapidement à cause de la pression de l'industrialisation et de la proximité de Paris. En 1880, Elie-Abel Carrière dans son livre Montreuil-aux-pêches, écrit déjà en 1880 que « Toute chose doit prendre fin ». Il anticipe ainsi un déclin futur dont les causes seraient selon lui à la fois « naturelles et sociologiques ». Il mentionne la pression urbaine, mais également une très certaine « usure du sol et du milieu », un coût croissant de la main d'œuvre de plus en plus difficile à trouver ainsi que l'augmentation du prix du plâtre qui met en péril le bon maintien des murs. En effet ces derniers sont fragiles et se dégradent rapidement face aux aléas climatiques. Il demande donc d'être régulièrement réparés, remontés et recrépis. Il apparaît que ce travail, dès le début du XX^{ème} siècle ne devenait plus rentable car le coût était trop lourd à porter. *Margaux Vigne*, lors de son mémoire de recherche à l'EHESS sur les murs à pêches a pu interviewer d'anciennes familles d'horticulteur. Mr Massas explique ainsi que dès 1935, il s'était promis de ne « jamais faire de culture » car « tout était déjà fini »⁹.

Mais les horticulteurs montreuillois s'adaptent. Afin de palier la concurrence, les poires et les pommes remplacent peu à peu les pêches dans les années 1930, tandis qu'entre les murs ce sont les cultures de fleurs qui offrent le meilleur débouché. La culture de ces fleurs vendues aux halles, se verra également périlcliter lors du déménagement de ces dernières à Rungis, le coût du transport devenant trop important pour la plupart des familles d'horticulteurs.

Mais des raisons autres que l'enjeu du « marché économique » peuvent expliquer la décadence du système agricole de Montreuil. En effet la ville va connaître un développement industriel très important notamment grâce à ses carrières de gypse, où le plâtre est alors vendu dans le secteur du bâtiment à Paris et en Province. Une main d'œuvre ouvrière va s'installer dans le Bas et le Haut Montreuil. En 1935, sous l'impulsion du premier maire communiste, de nombreuses terres agricoles sont rachetées au profit de l'implantation d'entreprises industrielles ou de grands équipements publics. C'est d'ailleurs à cette époque que les premiers équipements sont édifiés dans le haut Montreuil en raison de la disponibilité foncière. Le parc Montreuil et le stade des Grands Pêcheurs sont construits sur d'anciennes terres agricoles, répondant à une « demande d'équipement de type récréatif »¹⁰ et tentant de rétablir un certain rééquilibrage entre le Bas et le Haut Montreuil. La ville va rester *rouge (en référence au parti communiste)* pendant plus de 75 ans et des processus de préemption vont continuer jusque dans les années 1990. Ces derniers se feront parfois de manière « très violente ». Véronique Ilié, présidente de l'association Montreuil Environnement ayant été par le passé en relation avec des familles d'horticulteurs, témoigne que les pouvoirs publics justifiaient politiquement ces démarches en « montrant du doigt les horticulteurs

⁹ Entretien avec Margaux Vigne, doctorante en Agriculture Urbaine à l'EHESS, le jeudi 26 Mars 2015.

¹⁰ Delacroix Céline, « La chute de Montreuil la Rouge », *Hérodote*, 2009/4 n° 135, p. 110-127.

comme étant les gens de droite, les méchants. De ce fait on les renvoyait à une autre époque qui était alors vue comme un frein au développement futur de Montreuil ».

Enfin il est possible qu'un « changement de mentalité » ait également eu lieu à l'époque. « *Le rêve français* »¹¹ ne trouve alors plus de résonance dans la sphère agricole. L'exode rural touche aussi durement les villes agricoles, où les jeunes préfèrent s'orienter vers des modes de vie plus citadins.

Finalement on peut donc avancer l'hypothèse que le déclin des murs à pêches de Montreuil est également dû au choix d'une époque, à une volonté politique de réécrire l'histoire de Montreuil. En se déconnectant complètement du secteur agricole au profit du secteur ouvrier, les murs à pêches perdent de leur superbe. La plupart sont rasées, d'autres s'insèrent dans les nouvelles constructions de la ville. Montreuil passe d'une ville horticole à une ville ouvrière.

Nous pouvons donc dire que la perte du patrimoine horticole est majoritairement due aux choix politiques effectués par la ville de Montreuil à un moment donné. Même si ces derniers sont influencés par des contextes plus globaux, ils ont parfois pour effet de faire table rase sur un passé dont on « ne veut plus », jugé alors en inadéquation avec des enjeux contemporains. Il peut alors s'en suivre une stigmatisation des anciennes populations au profit de nouvelles, changeant ainsi de manière volontaire la structuration d'une ville.

Dans les années 1980, la crise économique et le phénomène de désindustrialisation vont être foudroyant pour Montreuil. La ville va perdre en l'espace de 10 ans la plupart de ces emplois ouvriers et le chômage va augmenter de plus de 50%. Jean Pierre Brard, maire communiste de l'époque va alors encourager l'implantation de services et de sièges sociaux. La ville connaît donc de nouveau un revirement économique. L'installation de la BNP et de Air France dans le Bas Montreuil dans les années 1990 seront les témoins de l'émergence de cette nouvelle ère montreuilloise.

Un abandon volontaire ?

Le quartier actuel *Saint Antoine des Murs-à-pêches* dont il sera majoritairement question dans ce mémoire, va rester bizarrement assez peu touché par les processus d'urbanisation. Il va constituer un résidu urbain de l'histoire horticole de Montreuil. Un discours revenu souvent dans le cadre de nos enquêtes de terrain tant du côté des associations que des bureaux d'études et des anciens employés de la mairie, consistait à dire que ce lieu a été laissé à l'abandon de « manière volontaire ». Voyant dans ce quartier une réserve foncière importante, la mairie aurait laissé ce territoire se dégrader pour à terme imposer et faire mieux accepter ses projets d'urbanisation. Sans vouloir rentrer dans cette polémique, il apparaît tout de même que ce territoire n'a pas été conservé pour sa valeur patrimoniale et paysagère mais, « coupé » et « caché » par de grands bâtiments dont l'usine Mozinor et la fameuse bretelle d'autoroute A86, il s'est retrouvé mis à l'écart des processus de développement de la ville.

¹¹ En référence à l'expression du rêve américain, dont sa réalisation se traduit par l'accès à une propriété (souvent maison avec jardin) et un salaire permettant un niveau de vie convenable.

En effet l'urbanisme pratiqué depuis les années 1960-70 a effectivement créé des phénomènes, aujourd'hui bien connus, d'enclavement, d'isolement, de coupure produisant de nombreuses friches et délaissés, marges et résidus. « Pendant une période plus au moins longue, les friches sont écartées des dynamiques urbaines. Cette phase de déshérence – entre la cessation de l'activité et le réinsertion du lieu dans un cadre planifié- est propice à un temps de veille ». Véritable levier temporel, il arrive que celui-ci entraîne un renversement progressif des valeurs fonctionnelles, symboliques puis foncières des tènements en question¹².

Pendant ce temps de veille le lieu tombe alors petit à petit dans l'abandon, les murs tombent en ruine, et la nature reprend doucement ses droits dans les espaces anciennement cultivés. De plus, de manière plus ou moins volontaire, la politique exercée par la mairie de Montreuil va favoriser l'implantation, autour du quartier Saint Antoine, de nombreuses activités à conséquences indésirables. Des entreprises produisant de très fortes nuisances sonores et polluant le secteur s'implantent alors qu'en parallèle la mairie ferme les yeux sur des activités illégales détériorant de manière très sensible le site (casses de voitures, dépôts de déchets de toutes sortes). Enfin une importante communauté tzigane s'approprie de nombreux terrains en friche au sein même du quartier. A cette période, les quelques horticulteurs irréductibles étant resté sur le site finissent par vendre leurs terrains dans lequel ils ne voient décidément «*aucun avenir* ».

Caravanes, friches, décharges à ciel ouvert, pollutions aux métaux lourds et murs en piteux états ont pour effet direct que la plupart des montreuillois se déconnectent totalement du secteur. Le territoire est alors laissé à une évolution intrinsèque et incertaine. Laissé « complètement » à l'abandon (même si une ou deux activités agricoles subsistent par ci par là : Madame Pulpier par exemple continuera à cultiver des fleurs jusque dans le milieu des années 2000) ce lieu va rester pendant longtemps hors du temps et hors de la sphère de vie de Montreuil. De ce fait il deviendra un territoire de déviance économique et sociale et les murs vont se dégrader très rapidement. Il faudra attendre les années 1990 pour que de nouvelles dynamiques très intéressantes émergent au sein des murs à pêches de Montreuil. Cela se traduira par l'émergence d'engagements citoyens d'appropriation du lieu et de véritables combats politiques pour la sauvegarde du lieu.

¹² GROTH, J. ; CORIJN, E. 2005. « Reclaiming Urbanity: Indeterminate Spaces, Informal Actors and Urban Agenda Setting », *Urban Studies*, vol. 42, n° 3, p. 503-526

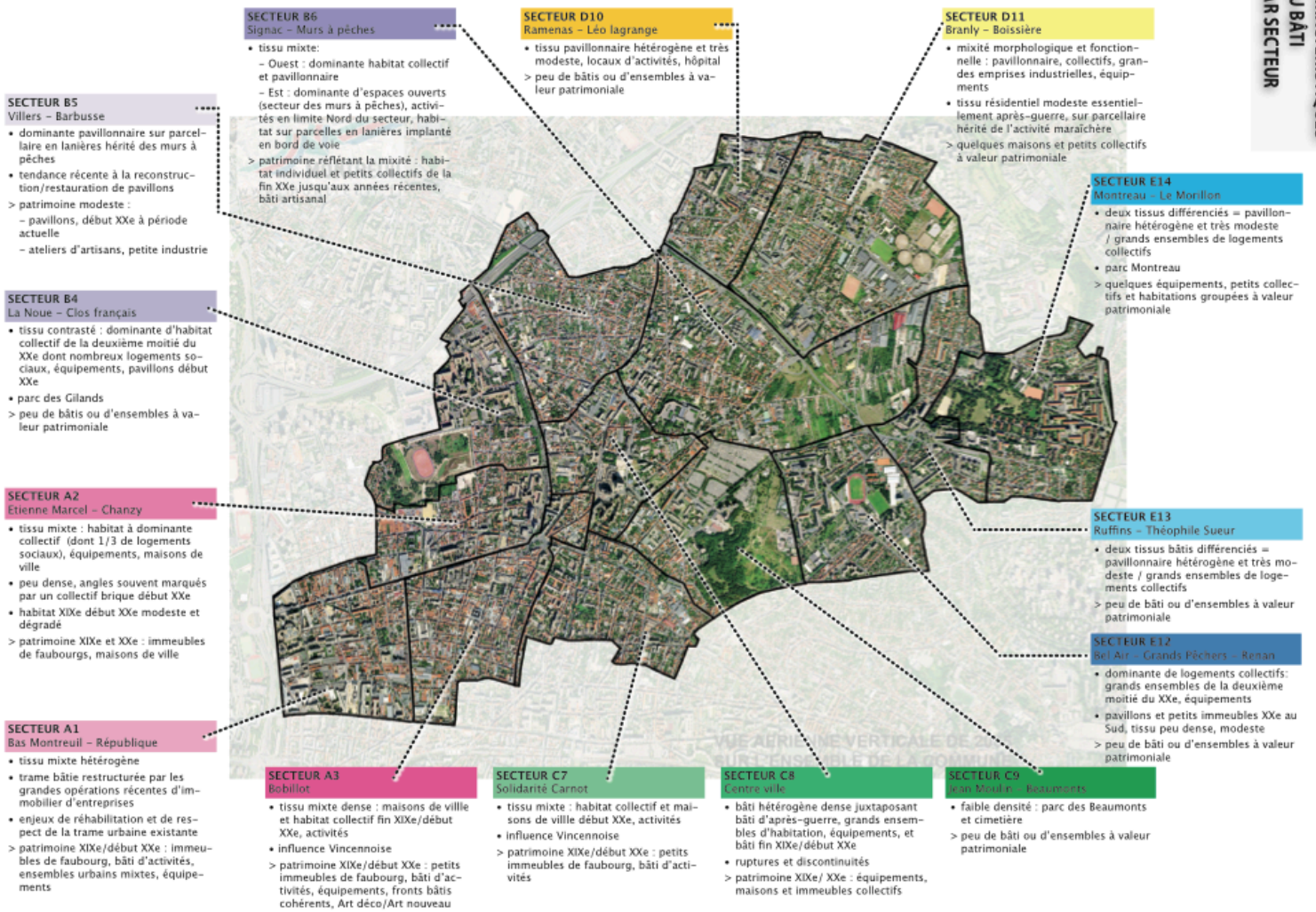


Figure 9: Densité et caractéristiques urbaines par quartier.

Le quartier des murs à Pêches situé dans le Haut Montreuil (secteur B6) apparaît ici sous un tissu d'habitats mixtes. L'aile Est est caractérisée par une dominance d'espace ouvert. La partie Ouest se caractérise par des habitats collectifs ou pavillonnaires rendant l'espace bâti beaucoup plus dense. Le quartier des Murs à Pêches Saint Antoine se situe sur l'aile Est du secteur B6. (Source : Etude Patrimoine, Plan local d'urbanisme de la ville de Montreuil. Approuvée le 13 septembre 2012).



Figure 10: Schéma de l'influence des processus d'urbanisation sur le quartier des Murs à Pêche.

Sur cette figure, les murs à Pêches apparaissent en blanc au centre de la carte. Nous pouvons apercevoir le tracé de l'autoroute A86 (en jaune) coupant le quartier en deux entités distinctes. En noir et en marron apparaissent les zones fortement urbanisées isolant et enclavant les Murs à Pêches du reste de la ville. (Source : Quartier Saint Antoine Murs à Pêches, Charte urbaine et paysagère. Coloco, 2012)



Figure 11: Etat et Habité des Murs à Pêche aujourd'hui

Cette série de photos illustre les caractéristiques propres aux Murs à Pêches. Délaissés dans la planification urbaine, les murs se sont vite dégradés et ont été l'objet de détérioration de la part de certaines entreprises ou des populations riveraines. Des populations roms et tsiganes ont également profiter de ces espaces vacants pour s'installer entre les murs (photos personnelles).



Figure 12: Evolution des murs à Pêche sur le territoire Montreuillois.

Emprise successive des murs à pêches à Montreuil en 1764, 1870, 1936 et 1999 (source, Itinéraires du patrimoine, site de la mairie de Montreuil)

2.4 Vers un regain d'intérêt :

2.4.1 Détruire et sauvegarder : une équation du compromis

En 1988, l'équipe municipale affichant sa volonté de « rééquilibrer les deux Montreuil » va initier une procédure de classement du quartier des Murs à Pêches en Zone d'aménagement concerté. Ce projet doit permettre à terme l'implantation d'hôtels et de locaux d'entreprises afin de redynamiser l'économie du secteur. Plus de 4000 emplois sont prévus. Ce projet aura également pour conséquence de raser dans sa quasi totalité le patrimoine restant des murs à pêche de Montreuil. Face à cette initiative, les riverains du quartier et de nombreux descendants d'horticulteurs vont se constituer en association, l'Association des habitants Montreuillois (ADHM) et vont s'opposer fortement au projet afin de protéger l'identité du lieu. Le préfet va finalement leur donner raison : l'association obtient l'abandon du projet pour vice de forme, se recommandant au Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) qui stipule que la zone n'est pas urbanisable.

Mais la municipalité va envers et contre tout continuer sa forte politique foncière. En 1994, elle réussit à faire classer le quartier des murs à pêches de Montreuil zone urbanisable à 80%. Douze hectares sont revalorisés en zone industrielle. Le territoire est alors peu occupé (mise à part par certaines populations Tsiganes). Par manque d'association et de représentativité structurelle, les riverains ont pu difficilement participer aux débats publics. Les projets étaient alors imposés par les « élites urbaines » sans véritable prise en compte des attentes locales.

C'est à cette même époque que la mairie fait appel au bureau d'étude « *Atelier Corajoud Paysagistes* » afin d'intégrer au mieux ses projets d'aménagement dans la matrice des murs à pêches de Montreuil. Ce dernier va mettre en avant l'importance des murs à pêches de Montreuil qu'il caractérisera comme « source » et « ressource ». L'idée du bureau d'étude est alors de dire que les murs à pêche sont à l'origine du tissu urbain de Montreuil et qu'ils peuvent dans ce cadre structurer de nouveau une partie des futurs projets d'aménagement de la ville. Néanmoins il pose des limites à cette réinsertion et propose « de donner la juste mesure de la conservation des murs du quartier St Antoine, à partir d'une recomposition du paysage, d'un nouveau quartier qui reconsidère et négocie ses limites ». Il part alors du constat que le quartier Saint Antoine dans ses limites effectives n'a pas de cohérence territoriale car il est à la fois très grand (30 hectares) à l'échelle du devenir du quartier et trop petit à l'échelle de « l'immense territoire dont il est porteur »¹³.

L'idée est alors de supprimer une partie des murs, pour pouvoir mieux sauvegarder les murs restant, car au regard des limites budgétaires de la ville, cette dernière n'avait pas les moyens d'entretenir la totalité du patrimoine bâti. L'étude en question est divisée en plusieurs parties. Elle se penche tout d'abord sur l'épaisseur historique du lieu en faisant un travail historique conséquent puis elle fait un diagnostic de l'état des murs à pêches dans la ville et notamment au sein du quartier Saint Antoine. Enfin elle propose un projet d'aménagement en y intégrant un grand complexe pavillonnaire, répondant ainsi à une demande de logements de plus en plus pressante.

¹³ *Une ville... un paysage, les Murs à Pêches. Etude des Ateliers Corajoud Paysagistes, 1993.*

L'idée principale est que les futures maisons s'imbriquent dans le parcellaire dessiné par les murs. De l'autre côté de la rue chaque maison pourra alors bénéficier d'une parcelle jardin également délimitée par les murs, formant ainsi une trame « d'îlots pavillonnaires et d'îlots jardins qui donneront corps au quartier Saint Antoine». Médiatisé, ce projet apparaît néanmoins dans la bouche de nombreux acteurs interviewés comme étant celui qui a révélés « aux yeux du plus grand nombre » l'importance de cet historique du patrimoine des murs à pêches. Ces derniers retrouvent alors une certaine identité et une certaine visibilité.

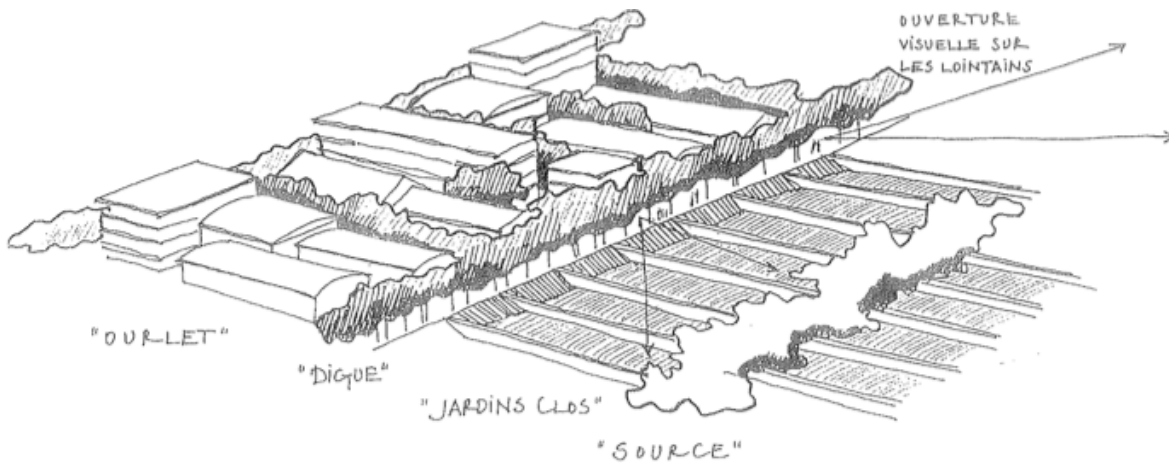


Figure 13: proposition d'aménagement des Murs à pêches. Dessin par Atelier Corajoud Paysagistes.

Cette première figure montre comment le paysagiste Michel Corajoud et ses équipes ont pensé le projet d'aménagement des murs à Pêches. Les maisons s'imbriqueront dans les parcelles déjà délimitées par les murs restants. De l'autre côté de la rue, chaque maison pourra bénéficier d'un jardin attenant délimité également par les murs. (Source : Une ville... un paysage, les Murs à Pêches. Etude des Ateliers Corajoud Paysagistes, 1993).



Figure 14: Dessin le long d'un mur avec vue sur les jardins privés. (Source : Une ville... un paysage, les Murs à Pêches. Etude des Ateliers Corajoud Paysagistes, 1993).

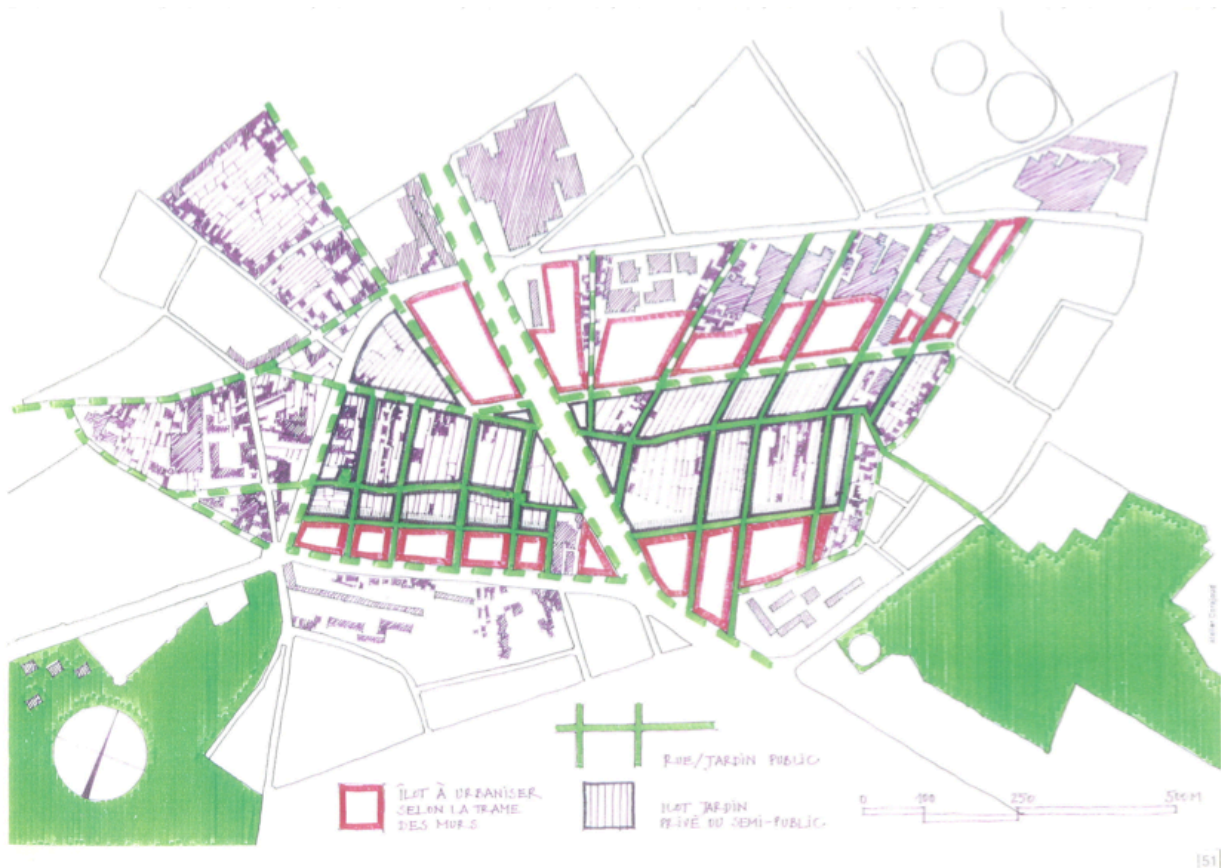


Figure 19: Les rues-jardins et les maisons-jardins, plan d'ensemble du projet d'Aménagement Atelier Corajoud.

A l'échelle du quartier, ce plan proposé par les Ateliers Corajoud fait référence aux différents projets d'aménagement. Les encadrés roses font référence aux îlots que les paysagistes proposent d'urbaniser pour accueillir des résidences pavillonnaires. Les encadrés violets sont les parcelles qui se veulent être revalorisées en jardins privés. Enfin les lignes continues et discontinues vertes font références aux rues-jardins qui se veulent de permettre aux montreuillois de profiter de l'espace à travers des zones de passage et de promenade. (Source : Une ville... un paysage, les Murs à Pêches. Etude des Ateliers Corajoud Paysagistes, 1993).

2.4.2 Une zone classée :

C'est seulement en 1998, à la demande de la mairie, que M. Corajoud, avec l'architecte Eduardo Souto de Moura, travaillera de manière effective à une proposition d'aménagement du quartier Saint Antoine en reprenant notamment les propositions qu'il avait amorcées en 1993. S'en suit alors une véritable « lutte » à la fin des années 1990, initiée notamment par l'association MAP (nouvellement créée en 1994 par deux militants d'Europe Ecologie les Verts Patrick Petitjean et Pascal Mage) mais également par la Société Régional d'Horticulture de Montreuil et la ADHM qui avait pour volonté de sauvegarder le patrimoine horticole et paysager du lieu. Patrick Petitjean ayant rejoint la municipalité au sein de l'opposition, va faire appel à Dominique Voynet en 2001, alors ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, pour les appuyer dans une procédure de classement du lieu. Le statut de cette dernière peut en effet conférer une bonne publicité dans cette tentative de sauver le site de l'urbanisation.

Le ministère va alors accorder son soutien aux élus d'Europe-écologie les-Verts et à la sphère associative de Montreuil. De 2001 à 2003 la procédure de classement se met en route, gelant ainsi tous projets d'urbanisation en cours. Pendant ces deux années les négociations vont être longues, intenses et très médiatisées au niveau local. Finalement

« seulement » 8,6 hectares sur les 15 prévus initialement sont classés au titre des « sites et paysages pittoresques ». En plus cette zone n'est pas d'un seul tenant mais située de part et d'autre de la bretelle d'autoroute. Céline Delacroix souligne ainsi dans son article de 2010, que cette procédure de classement, ne répondant pas forcément aux enjeux initiaux, a été mal comprise par la population montreuilloise et notamment par les propriétaires de parcelles classées, car cette dernière a été faite sans processus de concertation. Cela est peut être également dû au fait que la mairie refusera toujours de mettre en place un comité de suivi, chargé précisément d'informer les riverains du bien-fondé et des objectifs de ce classement.

Malgré ces points de frictions, l'arrivée de ce classement au sein des murs à pêches marque un véritable tournant pour le quartier Saint Antoine. Les murs sont de nouveaux valorisés et reconnus pour leur valeur patrimoniale et paysagère. Cette « lutte » des années 90 suivit de la procédure de classement constitue un véritable point d'ancrage pour les acteurs territoriaux qui s'y réfèrent aujourd'hui aisément¹³. En effet, le classement des murs à pêches de Montreuil a impacté de manière très importante la place que prend ce quartier dans la planification urbaine, mais il a été également un fort levier d'action pour rendre plus visible ce lieu aux yeux des habitants. D'une zone abandonnée, les murs à pêches ont été sujet à un fort regain d'intérêt par les populations montreuilloises et sont redevenus en quelque sorte une « marque de fabrique » constituant une partie de l'« identité » de la ville. A tel point que lors des municipales de 2008, les débats opposant les différents partis politiques vont souvent être centrés sur le devenir de ce quartier. La liste d'Europe Ecologie portée par Dominique Voynet va d'ailleurs en faire le sujet principal de sa campagne : développer la ville, selon eux, passera par un rééquilibrage du Bas et du Haut Montreuil en donnant notamment de la visibilité et un certain pouvoir d'attraction au quartier des murs à pêches de Montreuil, jouant ainsi sur l'aspect polycentrique de la ville. Pour ce faire la liste politique propose une remise en état d'une partie des murs mais aussi le développement de nombreuses activités économiques à « plus values écologiques » dont va faire partie intégrante, du moins sur le papier, la remise en activité agricole du site. En 2008 c'est alors la liste d'Europe Ecologie les Verts qui remporte les élections et qui va assez rapidement proposer un projet nouveau pour le quartier des murs à pêches.

2.4.3 Le plus grand éco-quartier d'Europe :

Du Rouge au Vert, le changement de majorité est un véritable « tsunami politique ». Après 70 ans de règne communiste, la mairie de Montreuil passe sous effigie Europe-Ecologie-Les-Verts. Assez rapidement le parti va montrer une certaine volonté de changer les manières de gérer et de penser la ville de Montreuil. Et de ce fait les murs à pêches sont rapidement mis au centre de la réflexion via la création d'une commission extra-municipale en 2008-2009 dont l'objectif principal est de lancer une réflexion sur le devenir du quartier. Autour de « cette table ronde » les différents acteurs du territoire se retrouvent pour échanger envies et attentes sur le lieu. On y retrouve ainsi les « veilles » associations des années 90 mais également des associations « nouvelles », récemment créées et également porteuses de projets pour les Murs à Pêches (Montreuil Environnement, Lez'Arts dans les murs, le Sens de l'humus, Rêves de terre), des décideurs territoriaux, des riverains ainsi que de nombreux scientifiques spécialistes des questions liées à la ville de Montreuil. Rapidement le débat fait friction entre les

tenants d'un futur agricole pour les Murs à pêches et ceux voulant que ce lieu reste un territoire « ouvert » poétique où la nature spontanée pourrait y retrouver une certaine place. Cette nature pourrait alors être accessible aux habitants par l'implantation de nombreuses activités à finalités culturelles (théâtre de plein air, parcours de découverte, land art, mobilier poétique). Ces « conflits » entre « agricoles » et « culturels » perdurent toujours aujourd'hui dans les murs à pêches. Alors que les « agricoles » accusent les « culturels » de dénaturer les fonctions premières du site, ces derniers voient en l'installation d'activités agricoles une nouvelle « privatisation » et « renfermement » de l'espace. D'ailleurs les projets agricoles portés par certaines associations étaient souvent vus comme des projets « utopiques » sans aucune réalité concrète, et de toute manière infaisables¹⁴. De nombreux experts vont pencher en faveur de ces perspectives agricoles. L'intervention de Gille Clément, paysagiste disposant alors d'une certaine notoriété, va d'ailleurs marquer les esprits. En effet, ce dernier va faire un éloge de l'horticulture montreuilloise et essayer de convaincre les différents acteurs qu'un projet agri-urbain est possible dans le quartier des murs à Pêches, derrière un slogan repris depuis par certaines associations: « *Les murs à pêches n'ont de sens que par leurs usages* ».

Finalement il apparaît que pendant cette commission le débat a rapidement été dirigé vers un futur agricole pour les murs à Pêches. Les décisions des pouvoirs publics ont été reçues de manière contradictoire par les associations. Alors que certaines voyaient enfin leurs visions du quartier reconnues et valorisées par la mairie, d'autres se sont senties peu écoutées :

«Nous, on parlait de l'agriculture urbaine depuis les années 90 mais souvent on nous riait au nez. Avec l'intervention de Gilles Clément lors de cette commission extra-municipale, l'agriculture urbaine n'était plus une utopie. C'est devenu une réalité et cela a été mal vécu par certaines associations qui ont même essayé de la faire annuler... »¹⁵.

Mais malgré ces perspectives de développement agricole, le centre du projet des Verts pour le Haut Montreuil se situe ailleurs. Le projet urbain du quartier « Saint Antoine » naît en réalité de l'idée initiale d'un écoquartier sur le secteur des Murs à pêches. Ce dernier, présenté par la mairie comme « le plus grand éco-quartier d'Europe », ambitionne de faire de Montreuil une vitrine en matière de développement durable. En effet, couvrant plus de 200 hectares, ce projet a pour but de rééquilibrer le Haut et le Bas Montreuil en réduisant la fracture territoriale et en rendant la partie Haute de la ville plus attractive. Cela passe notamment par le développement de transports en commun, dont le prolongement d'une ligne de tramway prévu sur l'ancien tracé de l'A86 traversant le quartier en son centre pour aller rejoindre la ville de Rosny. La construction de nouveaux logements affichant une réelle volonté de densifier le tissu urbain est prévue. Enfin le développement de cet éco-quartier se traduit également par la mise en place de nombreux services et équipements. Un collège a été livré en 2012 et une piscine « écologique » au cœur des murs est actuellement en cours de construction. Les plus values environnementales du quartier sont renforcées par la mise en place d'un pôle lié à la question des déchets (déchetterie, ressourcerie, matériauthèque) ainsi que la remise en état d'une partie des murs notamment le long du tramway. Une subvention

¹⁴ Nous reviendrons en détails sur les différents projets agricoles ainsi que leur faisabilité dans la seconde et troisième partie de ce mémoire.

¹⁵ Premier entretien avec Véronique Ilié, présidente de l'association Montreuil Environnement, le Jeudi 26 février à Montreuil.

de la région Ile de France de près de 4 millions d'euros, dans le cadre de l'appel à projet NQU, permettra à la mairie de lancer de manière effective les premiers chantiers assez rapidement.

En parallèle, ce projet urbain des « Hauts Montreuil » est renforcé par une réflexion sur l'accueil « d'activités économiques durables » ne nécessitant par forcément des processus d'urbanisation. En effet, le quartier Saint Antoine fait l'objet d'un projet d'étude dit « Agricole et Agri-urbain » spécifique. Afin de concilier les attentes des différentes associations entre les tenants « agricoles » et les tenants « culturels », ce projet Agri-culturel (sur lequel nous reviendrons en détails dans la suite de ce mémoire) doit s'inscrire dans des processus de consensus à travers des approches de démocratie participative. La mairie va créer alors en 2010 « La Fabrique », plate forme citoyenne et semi autonome, de médiation et de concertation qui aura pour but d'accompagner sur le long terme la transformation du territoire et le projet urbain du « Haut Montreuil ». Présenté par la mairie comme la continuité de la commission extra-municipale de 2008, cet organe « para-municipale » sera néanmoins peu investi par certaines associations qui préféreront mettre en avant leurs actions de terrain comme levier politique plutôt que de participer aux différentes tables rondes¹⁶. Ce sera notamment le cas des différentes associations structurant le secteur géographique de l'impasse *Gobétue*. Lieu protégé et valorisé au cœur des murs à pêches, cette impasse d'environ 2 hectares est actuellement occupée par de nombreuses associations (MAP, Racines en ville, Jardin de la Lune) qui ont sut structurer le lieu et l'embellir au fil des années. Ces différentes associations, bien installées et peu en danger par les processus d'urbanisation ont finalement peu fait valoir leurs points de vue dans le cadre de la construction d'un projet collectif.

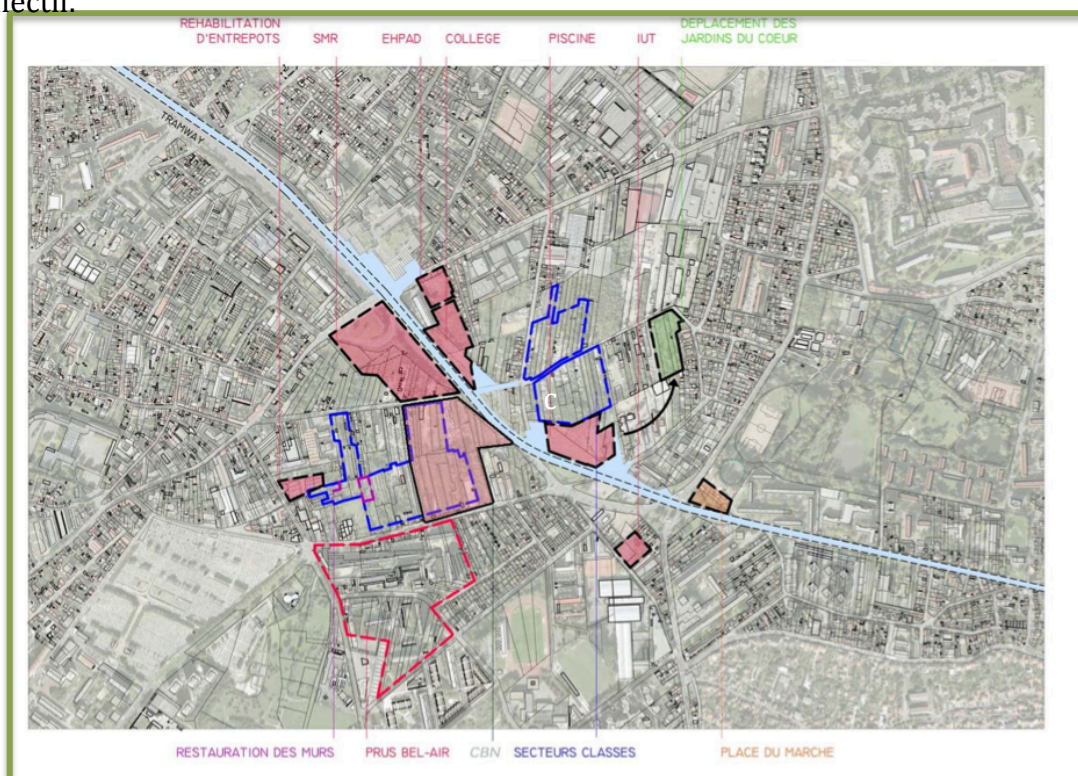


Figure 110: Situation des équipements engagés dans le cadre de l'aménagement de l'écoquartier Saint Antoine. (Source : Plan guide – Projets engagés dans le cadre de la fabrique, Atelier St Antoine – Murs à Pêches le 14 avril 2011)

¹⁶ Un projet partagé pour les Murs à Pêches – Synthèse du processus de médiation porté par des associations et la mairie, projet financé par la Fondation de France avec la mairie de Montreuil et treize associations (archives papier Ville de Montreuil, 2009)



Figure 111: Emprise foncière et projet d'aménagement de la piscine écologique de Montreuil (Source: site de la mairie de Montreuil)



Figure 112: Image de synthèse présentant le projet de piscine écologique.

En 2015, plusieurs équipements du projet d'aménagement de l'écoquartier ont été livrés et sont aujourd'hui en cours de fonctionnement. C'est notamment le cas du collège des Hauts de Montreuil, de l'IUT et de la Maison de retraite des Grands Vergers (EHPAD). Les travaux de la piscine écologique sont aujourd'hui en cours bien que la forme du projet a quelque peu changé du fait du changement récent de municipalité. Le site de maintenance du Tram est pour le moment toujours à l'état de projet, une ville se situant sur le nouveau tracé du tramway s'opposant actuellement au projet. (Source : site de la mairie de Montreuil)

2.5 Un projet urbain très controversé : vers de nouveaux conflits d'acteurs ?

« Le projet porté de Voynet était de protéger au maximum les MAP en faisant un projet innovant. Mais pour cela il fallait ramener de l'urbanité afin de rentrer dans une forme de réalisme de cette innovation là. Mais la perception de nombreuses associations étaient : Ils vont tous nous bétonner ».¹⁷

Pierre, président de la Fabrique

Ce projet d'éco-quartier va rapidement se heurter à de nombreuses contestations de la part des associations qui structurent actuellement les murs à pêches : Ces dernières, qui disposent alors d'une bonne visibilité et d'une bonne crédibilité du fait de leur rôle primordial dans la sauvegarde antérieure des murs à pêches, vont constituer une véritable force politique dans les débats qui vont entourer ce projet d'éco-quartier. Au cœur de la polémique, vont se trouver notamment la piscine écologique et la ligne du tramway associée à son site de maintenance, tous deux à très forte emprise foncière. Ces deux équipements sont accusés de défigurer les murs à pêches en les coupant de nouveau en deux zones distinctes et en urbanisant les franges de manière très dense. Bien que la mairie va fortement souligner l'important potentiel d'attraction que va conférer ces équipements aux murs à pêches de Montreuil, ces projets sont considérés par l'opposition, par une partie des riverains et par certaines associations comme pharaoniques et demandent le déblocage d'un budget important que la mairie n'a alors pas forcément (cette dernière affichait en effet un fort déficit en 2008). Bien que l'aménagement du tramway soit majoritairement financé par des partenaires extérieurs tel que la RATP, la piscine écologique quant à elle, fait l'objet d'un financement porté majoritairement par la ville. Dans la sphère associative, cette piscine va également créer l'incompréhension : selon eux, tout cet argent pourrait être utilisé à meilleur escient en restaurant notamment les murs ou en favorisant l'implantation d'activités agricoles.

L'équipe municipale va finalement choisir de proposer des projets d'urbanisation pour mieux protéger et sauvegarder les murs suivant ainsi les directions qu'avait déjà suivi l'ancienne municipalité. Néanmoins la forme va changer : en proposant l'aménagement d'un écoquartier couplé à la mise en place de différentes instances participatives, la mairie verte va permettre des réflexions nouvelles dans la façon dont on peut penser et gérer la ville. Bien que ces instances aient pu accentuer sur certains points les conflits entre différents acteurs, elles ont eu en parallèle l'intérêt de croiser les points de vue et les approches. Certaines associations soulignent d'ailleurs l'utilité de ces instances comme leurs ayant « permis de mieux comprendre ce que voulaient les copains », même si cela c'est parfois traduit par des débats houleux et violents¹⁸.

Tous ces points de frictions montrent bien que les murs à pêches de Montreuil sont avant tout un territoire vivant. Bien qu'ayant connu une phase d'abandon et de dégénérescence, le quartier est aujourd'hui réapproprié, réhabilité et parfois même revalorisé par de nombreux acteurs formels ou informels. C'est d'ailleurs sûrement cette

¹⁷ Entretien avec Pierre, président de la Fabrique, le 3 mars 2015 au café du « Va et Vient » à Paris.

¹⁸ Témoignage revenu régulièrement au cours de nos entretiens de terrain par les différents acteurs associatifs.

phase d'abandon et de « veille urbaine » qui a permis au territoire d'être réinvesti par de nombreux acteurs illustrant ainsi un phénomène bien connu. En effet les espaces laissés en friche où en marge des tissus urbains sont alors vus comme des lieux de décalage où les règles urbaines ne s'appliquent plus, du moins en partie. D'après le géographe Charles Ambrosino, il en découle alors une « permissivité » qui peut prendre différentes formes : occupation par des marginaux, activités artistiques ou petite économie précaire¹⁹. Dans le cadre des murs à pêches c'est cette « permissivité » qui a permis au lieu de retrouver une place d'importance dans le paysage politique montreuillois. Car c'est notamment par l'action des différentes associations que les murs à pêches ont retrouvé visibilité et lisibilité. De ce fait ils deviennent de manière directe de nouveaux acteurs structurant le débat politique et la planification urbaine en faisant valoir leur perception du territoire dans les différentes instances politiques. Et cela peut aller loin, à l'image de l'association MAP qui en 2014 va réussir à faire annuler le PLU de la ville...

Mais alors que se passe t'il au quotidien dans le territoire actuel des murs à pêches? Comment les associations structurent le lieu ? Comment l'agriculture y est elle pratiquée ? Quelles sont ses fonctions ? Quels projets portent les associations pour ce territoire ? Après avoir synthétisé l'importante épaisseur historique des murs à pêches de Montreuil, il convient de se pencher de manière plus précise sur les dynamiques qui caractérisent aujourd'hui le lieu. En se concentrant majoritairement sur les activités agricoles, nous allons voir que les murs à pêches sont actuellement un territoire très vivant et finalement très militant, car derrière la mise en place d'un jardin, si simple soit-il, se cache une réelle volonté de penser et de construire la ville d'une manière différente, d'une manière alternative...

¹⁹ Charles Ambrosino et Lauren Andres : *Friche en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace*. ERES *Espaces et sociétés*, 2008.

Troisième Partie :
Une emprise agricole réelle ou rêvée ?

L'agriculture au sein des murs à pêches prend aujourd'hui des formes diverses. Portées le plus souvent par des acteurs associatifs ou des collectifs de riverains, les plus values dont disposent cette agriculture urbaine diffèrent en fonction des modèles agricoles et des modèles d'actions (type de structure) pronés. Nous avons au cours de notre recherche identifié plusieurs catégories d'agriculture urbaine au sein des murs à pêches. En nous focalisant majoritairement sur les formes agricoles associatives, l'objectif de cette partie est de faire état des dynamiques agricoles présentes en caractérisant les différentes formes de production. Dans ce cadre nous allons essayer pour chaque catégorie d'identifier les fonctions et les dynamiques sociales et analyser en quoi ces différentes formes peuvent se compléter ou s'opposer dans le cadre de la construction d'un projet collectif.

3.1 Murs à Pêches et Jardins de la Lune : une agriculture patrimoniale et militante ?

Première à avoir occupé le quartier, l'association *Mur à Pêches* dirigée par Pascal Mage a été créée dans l'objectif premier de « protéger le territoire des murs à pêche »²⁰. Dès sa création, elle a voulu développer de nombreuses activités en marge avec l'histoire du lieu. Association dite à vocation culturelle, l'équipe s'est alors attelée à la restauration des murs d'une parcelle située au cœur de l'impasse Gobétue et y cultive actuellement des pêchers palissés. Ainsi sur cette parcelle, sont pratiquées et valorisées, sur des murs restaurés, les techniques traditionnelles des anciens horticulteurs montreuillois. Prônant leur activité agricole comme « non productive » et à plus value uniquement « culturelle », les cadres de l'association entretiennent eux mêmes leurs pêchers, leurs murs et leurs parcelles. L'ouverture au public réside majoritairement dans une approche récréative et esthétique du lieu : les riverains bien que ne participant pas directement aux activités de jardinage et d'entretien, peuvent venir profiter de l'espace pour s'y promener le dimanche après midi. Néanmoins il peut arriver que l'association propose de manière ponctuelle des ateliers participatifs et d'apprentissage de « taillage » d'arbres fruitiers ou de palissage permettant aux riverains d'apprendre les techniques passées et d'affiner leurs connaissances en jardinage.

Finalement le modèle porté par l'association des Murs à Pêches réside dans une démarche que nous pouvons qualifier « d'agriculture patrimoniale ». Nous définissons cette catégorie agricole comme étant une agriculture disposant d'une importance artistique ou historique et dont l'objectif principal est de conserver la mémoire des dynamiques agricoles passées. L'idée est de donner une plus value culturelle à une activité agricole en créant un véritable « musée à ciel ouvert ». Une communication intrinsèque et des panneaux de sensibilisation installés sur la parcelle des Murs à pêches permettent ainsi de diffuser des informations sur l'histoire du site.

Nous retrouvons ces processus d'agriculture patrimoniale dans les modèles agricoles portés par l'association *les Jardins de la Lune*. Créée en 2002 par deux retraités et située également au cœur de l'impasse Gobétue, l'association a mis en place tout un réseau de « bacs » finement décorés où un jardinage à inspiration médiévale est pratiqué. Très plébiscité par les différentes personnes visitant les murs à pêches, où la

²⁰ Entretien avec Pascal Mage réalisé le Mercredi 18 Mars au niveau l'impasse Gobétue- Montreuil.

beauté de leurs parcelles est souvent soulignée²¹, les jardins de la Lune jouissent d'une bonne réputation dans le paysage associatif montreuillois. Néanmoins contrairement à l'association *Murs à Pêches*, les parcelles des Jardins de la Lune semble plus visible car elles sont fréquentées de manière plus régulière par les riverains. Cela s'explique sûrement par le fait que ces parcelles sont souvent ouvertes au public. De plus l'association propose à ses membres de participer à l'entretien des parcelles notamment lors de leurs « chantiers de printemps » ou les différents bacs de l'association sont préparés de manière collective pour la belle saison. L'association ponctue son activité de jardinage par de nombreuses activités culturelles au printemps. Elle propose ainsi des dégustations de produits médiévaux (anciennes variétés, recettes typiques, hydromel etc.), des spectacles d'escrimes, ou des concerts en plein air. Néanmoins même si les formes agricoles proposées par les jardins de la Lune disposent d'une dimension sociale plus importante que son homologue, l'agriculture pratiquée s'oriente là encore majoritairement vers une approche patrimoniale, esthétique et culturelle des murs à pêches. Les murs y sont cultivés pour les embellir et pour valoriser leurs bâtis mais là, s'arrête souvent les considérations agricoles, la fonction de production étant relayée au second plan.

Cette approche muséographique, est coûteuse car elle nécessite que les murs et les pêchers soient entretenus de manière régulière et demande une stricte surveillance des parcelles contre d'éventuelles dégradations. Ainsi la parcelle occupée par l'Association des Murs à Pêches quadrillée par des murs épais est finalement peu visible depuis la route. Seul un petit panneau en bois accroché aux murs de la parcelle nous permet de savoir que nous sommes au bon endroit. De plus, cette dernière est seulement ouverte aux riverains le dimanche après midi pendant deux heures, un cadenas et une porte en bois bloquant l'entrée le reste du temps. Ainsi la parcelle des murs à pêches n'est accessible au quotidien que par les cadres de l'association profitant alors à leur aise d'un lieu qu'ils se sont approprié. Dans le cadre des Jardins de la lune, là encore les parcelles ne sont pas ouvertes au quotidien au public. Lors des horaires d'ouverture, l'utilisation des jardins par les riverains semble résider majoritairement dans des approches visuelles et esthétiques. Par ailleurs il apparaît dans les témoignages que ces différentes associations ont peu été présentes aux différentes instances décisionnelles participatives proposées par la mairie dans le cadre de la construction d'un projet collectif²². Pourtant lorsqu'un projet va à contre sens dans leur vision des murs à pêches, ces associations n'hésitent souvent pas à le revendiquer dans leurs réseaux intrinsèques (site internet propre à l'association, dépêche officielle etc) :

« Un projet agricole pour les murs à pêches on le subit plus qu'on le considère, nous avons notre propre projet culturel de notre côté, du coup nous ne faisons pas trop partie des débats sur l'agriculture. Mais nous ne sommes pas tellement contre, du moment qu'on puisse toujours porter notre projet de notre côté... »²³.

²¹ Enquêtes avec les riverains réalisées le 20 Mai, 27 Mai et 3 Juin sur trois secteurs différents de la ville de Montreuil.

²² Entretien avec Mélanie Fievez et Pierre Mahey, co-présidents de la Fabrique (plate de concertation citoyenne à Montreuil) réalisé le Mardi 3 Mars au café du « Va et Vient », station Daumesnil. Paris 20ème.

²³ Entretien avec Monique Vrain, présidente de l'Association Jardins de la Lune, réalisé le Mardi 31 Mars dans le secteur de l'impasse Gobétue, Montreuil.

Ces différents points confèrent, à la façon dont est portée cette agriculture patrimoniale dans le cadre des Murs à Pêches, une caractéristique importante : elle dispose d'une certaine dose « d'entre soi » dans la façon dont elle est vécue et perçue au quotidien. De ce fait, cette volonté de rester ensemble se traduit parfois par un effet NYMBY (Not In My BackYard) que nous définissons ici par l'opposition de certains acteurs à un projet local d'intérêt, seulement quand ils considèrent qu'ils subiront des nuisances de manière directe. A Montreuil, cela se traduit notamment par le manque de participation de certaines associations aux instances participatives portées par la mairie lorsque ces dernières présument que leurs activités intrinsèques ne seront pas impactées.



Figure 139: L'agriculture urbaine et entre soi : un paradoxe urbain

Le long de l'impasse gobétue, un panneau indique que derrière se situe la parcelle gérée par l'association les Murs à Pêches. Ouvert au public pendant deux heures le dimanche après midi, une porte épaisse et un cadenas à code bloque l'accès le reste du temps conférant une certaine dose d'entre soi dans la façon dont est gérée et vécue cette parcelle au quotidien. (Source : photos personnelles)



Figure 20: Les jardins de la Lune, parcelles à inspiration médiévale

Au cœur de l'impasse Gobétue, les jardins de la Lune ne passent pas inaperçus. De l'osier finement tressé dessine sous forme de Bac rectangulaire (photo en haut à droite) parfois sous forme de soleil (photo en haut à gauche) un réseau de parcelles décoratives. Les variétés choisies sont majoritairement issues de semences anciennes et paysannes et une partie des murs a été restaurée (photo en bas). A fonction majoritairement esthétique et patrimoniale, cette agriculture reste très peu productive. (Source : Site internet de l'association les Jardins de la Lune pour les photos du Haut. La photo du bas est une photo personnelle prise en Mai 2015).

3.2 Jardins familiaux et partagés : une vocation sociale assumée

Mais ces formes « d'agriculture patrimoniale » ne sont pas les seules à se développer au sein des murs à pêches. D'autres modèles d'activités émergent au sein du paysage associatif. Parmi eux les jardins partagés et jardins familiaux disposent de dynamiques intéressantes. Ces derniers prennent le plus souvent place sur des parcelles publiques louées par la mairie à des collectifs de riverains ou à des personnes privées sous la forme de baux précaires. Ils prennent le plus souvent la forme de « potager classique » mais où les semences et variétés cultivés diffèrent en fonction des envies des jardiniers. Les fonctions qui émanent de cette agriculture familiale sont multiples, mais il apparaît qu'elle permet à des familles parfois en situation précaire, de disposer d'un revenu d'appoint, non pas par la vente de leurs produits mais par leur autoconsommation. Mais caractériser cette agriculture uniquement par la fonction alimentaire serait une illusion. En effet plusieurs études ont démontré le plaisir qu'apporte les soins d'un potager aux jardiniers ajoutant ainsi une fonction récréative à ces jardins partagés. Patrick Fontaine, cuisinier à la retraite loue ainsi une parcelle à la mairie où il cultive une centaine de variétés différentes. Y pousse des arbres fruitiers, des pêchers palissés, et toutes sortes de légumes :

« Ici environ 130 variétés différentes (...) j'adore essayer chaque année de nouvelles choses, j'apprends tous les jours. Aujourd'hui je vais planter mes 50 variétés de tomates différentes dont j'ai fait moi même la reproduction. Ca m'occupe et ça me fait vraiment du bien de profiter du grand air au quotidien. Quand je me suis lancé dans ce projet au début c'était juste comme ça, l'histoire d'avoir un jardin, aujourd'hui c'est devenu une vraie passion! »²⁴

Une passion qui se traduit par un entretien quotidien de sa parcelle. Patrick y va deux fois par jour durant deux à trois heures. Il arrive parfois qu'il passe toute une journée à jardiner et profiter de son jardin pour d'autres usages. Ainsi ces activités de jardinage semblent structurer de manière importante le quotidien des jardiniers.

De plus le potager fait parfois référence aux origines rurales des jardiniers urbains. En effet traditionnellement le potager à toujours été présent dans les espaces ruraux et constituent un véritable symbole dans « l'enracinement » d'une famille dans un territoire donnée : prendre soin de la terre sur laquelle on habite permet de créer des liens d'attachement entre une famille et son lieu de vie. Au sein des murs à pêches de Montreuil nous pouvons retrouver ces dynamiques traditionnelles.

Mais l'intérêt de ces jardins réside également dans leurs systèmes de gouvernance notamment ceux des jardins collectifs: étant gérés de manière participative, ces jardins sont le théâtre d'un lieu de rencontre, de partage et d'échange pour les riverains d'un même quartier renforçant ainsi le lien social entre les montreuillois. D'ailleurs cet aspect à été fortement plébiscité par la mairie qui lors de son appel à projet a souligné « *le rôle indispensable des jardins dans le bien être et les*

²⁴ Entretien avec Patrick Fontaine, locataire d'un jardin Familial dans les murs à Pêche de Montreuil, réalisé le Mardi 26 Mai à Montreuil.

relations sociales de certaines populations montreuilloises »²⁵. Aujourd'hui 10% de l'emprise foncière du quartier Saint Antoine fait référence à ces jardins partagés et familiaux.



Figure 214: Jardin Familial au coeur des murs à Pêches

Pensé de manière multifonctionnelle, ce jardin est l'œuvre d'un retraité passionné depuis peu de jardinage. Nous pouvons apercevoir des tables et des chaises permettant à l'espace d'optimiser ses fonctions récréatives. Sur les murs, restaurés grâce à des subventions du Conseil Général, des pêchers sont palissés à la méthode des anciens horticulteurs montreuillois. Plus de 150 variétés y sont cultivées et les produits sont valorisés sous forme d'auto-consommation. Bien que ce jardin soit loué par une famille à la mairie, le locataire l'ouvre régulièrement au public notamment pendant le festival des murs à pêches qui a lieu chaque année au mois de Juin. Source : photo personnelle.

Par ailleurs, certaines associations ont tourné la totalité de leurs modèles agricoles vers les plus values sociales que peut apporter l'agriculture aux populations urbaines. L'association *les Jardins du cœur* par exemple, anciennement situé au coeur des murs à pêches, fait cultiver de nombreuses parcelles en agriculture biologique par des jeunes en réinsertion sociale. Les produits agricoles sont ensuite donnés au « restaurant du cœur » de la région et permettent ainsi de répondre aux besoins quotidiens de certaines populations en difficultés. Aujourd'hui située à la ferme « Mouloux », ancienne ferme d'exploitation située à la périphérie du quartier Saint Antoine des murs à pêches, les jardins du cœur permettent de redonner au lieux une certaine identité agricole. Néanmoins la production de l'association reste pour le moment marginale.

²⁵ *Compte rendu de l'atelier participatif de la Fabrique : « murs, ouverture / fermeture, vu / non vu », le 13 et 14 avril 2011.*

Bruno, alors président de l'association, nous a stipulé lors de notre rencontre qu'il « aimerait pouvoir produire plus, échelonner la production sur plusieurs saisons » mais que cela reste très difficile par rapport au budget dont dispose l'association pour porter ses différentes activités. Ainsi il leur est impossible de financer du matériel complémentaire. Néanmoins lors de notre visite, une serre nouvelle de 6 mètres sur deux environ était en cours de construction, permettant ainsi à l'association de diversifier la culture de ses plantes. L'idée était ici d'y faire pousser des fruits et légumes exotiques afin de compléter les paniers envoyés aux Restos Du Cœur.

Mais finalement là encore, la production n'est pas l'objectif principal de l'association : l'agriculture est un prétexte à créer une nouvelle dynamique sociale permettant à des jeunes en difficultés de retrouver des compétences et de se réinsérer au mieux dans les différents réseaux sociétaux. Et le jardin est de ce fait géré en fonction de ces priorités :

« Ici on a des gars qui ont des maladies assez lourdes, diabète, épilepsie (...) puis certains ont fait un petit peu de prison pour de petits délits. Moi je tombe amoureux quand je les vois se donner à fond au travail malgré leurs difficultés. Mais du coup la difficulté c'est de leur donner envie de revenir au travail le lendemain, et qu'ils s'appliquent dans ce qu'ils font. Souvent ils mettent plus de temps à faire des petits trucs par ci par là, et ils font plus de pause que des employés classiques, mais bon ce n'est pas très grave, ils sont là pour apprendre »²⁶.

Bien que s'ancrant dans un cadre agricole, les priorités de l'association ne se situent pas tellement dans des processus d'optimisation de la production agricole mais plutôt dans la pérennisation de leurs fonctions sociales. Et cela se retrouve également dans les personnes choisies pour diriger l'association : Elles le sont sur leurs compétences éducatives et sociales plutôt que sur leurs compétences agricoles. C'est le cas de Bruno par exemple qui dispose d'un Certificat d'Etude d'Aptitude à la Réinsertion Sociale et qui n'avait jamais vraiment pratiqué l'agriculture avant de se retrouver à la tête de l'association des *Jardins du cœur*.

Cette vocation sociale assumée de ces formes d'agriculture urbaine a également ses paradoxes. Les jardins partagés sont souvent très confidentiels et seul les membres actifs composant le collectif de riverains peuvent venir profiter de cet espace qui se situe pourtant sur des parcelles publiques appartenant à la mairie. Ces dernières pourraient donc être valorisées le cas échéant comme espace public. Par ailleurs il peut arriver que l'installation d'une activité d'agriculture urbaine entraîne de nouveaux conflits sociaux dans l'usage et la perception d'un territoire (Banzo 2009)²⁷. Les *Jardins du Cœur* ont récemment été confrontés à des processus de la sorte. En effet, afin de diversifier au maximum ses activités, l'association a voulu racheter cette année une parcelle privée mitoyenne de la ferme Mouloux alors non utilisée. Lors des démarches de négociation Bruno et son équipe se sont vu confronter à des refus à répétitions créant ainsi des processus d'incompréhension et de défiance des deux cotés : alors que les *Jardins du cœur* ne comprennent pourquoi les propriétaires ne veulent pas leur prêter leur

²⁶ Entretien avec Bruno, président de l'Association Jardins du Cœur, réalisé le Mardi 24 Mars à la ferme Mouloux, Montreuil.

²⁷ Banzo, 2009. *L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité. HDR, université Bordeaux 3.*

parcelle qu'ils n'utilisent selon eux «pourtant pas», ces derniers se demandaient pourquoi l'association avaient tant besoin d'occuper une partie de leur terrain. Finalement bien que disposant d'une vocation sociale, l'agriculture urbaine peut dans certains cas participer à la cristallisation des relations entre les différents acteurs d'un même territoire.

3.3 Vers des projets d'agriculture alternative

Enfin nous avons identifié une troisième forme de dynamique agricole présente dans les Murs à Pêches. Se traduisant par la mise en place de projets «écologiquement propre», les associations concernées prônent des formes d'agriculture «alternative» que nous définirons ici comme une agriculture qui propose de nouveaux modèles dans la façon dont les acteurs pensent leurs relations au vivant. C'est le cas des associations du *Sens de l'Humus* et de *Rêve de Terre* qui valorisent des actions agricoles s'inspirant des techniques liées à l'agro-écologie et à la permaculture. Dans cette partie nous allons essayer de définir les dynamiques intrinsèques à ces associations. Quelles sont les dynamiques intrinsèques de ces associations ? Comment sont valorisées leurs idéologies agricoles ? Quel est leur projet pour ce territoire ? En essayant de répondre à ces différentes questions, nous allons voir que ces formes d'agriculture alternative dans le cadre des murs à pêches revêtent des dynamiques intéressantes et qu'elles font le plus souvent référence à des idéologies du vivre ensemble beaucoup plus global que le «simple fait» de pratiquer une activité agricole.

3.3.1 Le projet « Montreuil aux Pêches »

Au delà de l'entretien de petites parcelles potagères au sein des murs à pêches, certaines associations ont orienté leur action sur des collaborations rapprochées avec la mairie et la Fabrique en vue de construire un projet agricole «d'envergure». C'est le cas des associations *Montreuil Environnement*, *Rêve de Terre*, la *SRHM* et le *Sens de l'humus*, qui propose à la mairie en 2008 une réflexion conjointe et collective sur la valorisation agricole des murs à pêche de Montreuil. Appelé «Montreuil aux pêches», ce projet se voulait de remettre en culture progressive une partie du site à travers l'installation d'exploitants agricoles mais également à travers l'animation culturelle d'un centre de production. Afin de créer ce «paysage comestible», le collectif d'association se proposait d'orienter leurs actions à travers plusieurs missions:

- Préserver le patrimoine végétal, historique et culturel
- Faire de la recherche agronomique en expérimentant de nouvelles techniques de culture «écologiquement propres» souvent associées aux modèles prônés par la permaculture.
- Pratiquer une production agricole à finalité économique afin de favoriser le dialogue et les rencontres entre ville et campagne.
- Pratiquer l'insertion sociale et professionnelle en collaboration avec des exploitants professionnels.

- Sensibiliser les montreuillois sur les thèmes de la nutrition, du jardinage ou des techniques liées à l'agro-écologie.²⁸

L'idée de ce projet était donc d'amener une dynamique agricole nouvelle au sein des Murs à pêches en fédérant et en mutualisant les actions de certaines associations dans le cadre de la construction d'un projet collectif. A travers des thématiques de nourrir la ville par la ville et de relocaliser les liens entre producteurs et consommateurs, ce projet, ambitieux, avait pour volonté d'initier la mise en place d'une agriculture alternative s'inspirant des techniques propres à l'agro-écologie et la permaculture. Peter, président de l'association *Rêve de terre* témoigne ainsi de la vision agricole portée par ce projet :

« Dans Montreuil aux pêches nous voulions créer un véritable paysage agricole en s'inspirant des techniques liées à l'agro-écologie. Du coup l'idée était de faire des associations de cultures, des cultures en butte, faire du design tout en s'inspirant de l'univers des murs à pêches. C'est à dire comme avant se servir des murs comme support de certaines productions mais pas forcément pour faire des pêches. Les murs offrent un cadre superbe pour des plantes grimpantes qu'on aurait pu associer à des céréales ou d'autres choses comme cela est fait en permaculture »²⁹.

Mais la vision portée par le collectif ne s'arrête pas aux simples techniques agricoles. L'idée était également que les produits issus de ce centre de production soient valorisés majoritairement de manière locale avec la mise en place tout un réseau économique formel. Dans ce cadre il s'agissait de développer différentes AMAP et de construire un marché couvert de producteurs.

Bien que ne s'étant traduit par aucune réalité de terrain³⁰, le projet « Montreuil aux pêches » a eu l'avantage d'engendrer une réflexion commune et de mutualiser plusieurs associations autour d'un projet commun. Par ailleurs il sert aujourd'hui de document d'appui d'une vision sur du « long terme » de ce que pourrait devenir les Murs à Pêches. De ce fait les différents porteurs du projet s'y réfèrent très régulièrement. Egalement certaines associations du collectif, à l'image de *Montreuil Environnement* ou de la *SRHM*, ont aujourd'hui spécialisées leurs actions dans des processus de communication sur les murs à Pêches. De nombreuses expositions font état des dynamiques passées et propose un futur souhaitable pour le quartier. Et sur ce dernier point ce sont les images de synthèse développées dans le cadre du projet « Montreuil aux pêches » qui sont souvent mises en avant. Belles, colorées et très facilement lisibles, ces images impactent très facilement l'imaginaire du spectateur. Elles ont cependant tendance à occulter les réalités intrinsèques aux murs à pêches d'aujourd'hui au bénéfice d'un mélange de rêves et d'envies. Ainsi dans l'imaginaire collectif tant que dans le milieu associatif, les formes d'agriculture alternatives dans leur mise en place effective telle qu'elles ont été prônées par le projet « Montreuil aux pêches », restent au jour d'aujourd'hui, un fantasme.

²⁸ *SRHM, Sens de l'humus, Rêve de Terre, 2008. Montreuil aux Pêches « un paysage comestible au cœur de la ville ».*

²⁹ *Entretien avec Peter, président de l'association Rêve de Terre, réalisé le mardi 24 Mars au niveau du secteur rue Saint Antoine, Montreuil.*

³⁰ Nous reviendrons en détails sur les aspects de faisabilité d'un projet Agricole de la sorte dans la troisième partie de ce mémoire.



Figure 215: Visuel de l'aménagement du territoire des murs à pêches dans le cadre du « Projet Montreuil au pêche ».

Ces deux images montrent la volonté du collectif de restaurer les murs et de s'en servir comme support de cultures fruitières. Entre les murs les associations se proposent de mettre en place des cultures florales ou des légumes issus de variétés anciennes. La présence de serre permet d'allonger la saison de production et de vendre des produits toute l'année. Pensé de manière multifonctionnelle, des parties de l'espace seront réservées à des activités pédagogiques d'animation et de sensibilisation. Enfin la présence d'un marché couvert appelé la « maison des terroirs d'Ile de France » se veut d'être un centre de distribution de produits de qualité à haute valeur ajoutée provenant directement des Murs à Pêches mais également d'autres exploitations de la région. (Source : Montreuil aux pêches, un paysage comestible au cœur de la ville. 2008)

3.3.2 L'agriculture comme alternative sociale ?

Bien que de grands projets agricoles d'envergure n'ont pas encore vu le jour, ces mêmes associations ont initié tout de même certaines actions de terrain. Une association de référence dans ce cadre est celle du *Sens de l'Humus*. Au delà des petites parcelles qu'elle cultive suivant les techniques de l'agriculture biologique voir de la permaculture, elle organise régulièrement des ateliers rencontres suivant différents thèmes : atelier d'initiation à la permaculture, apprentissage des techniques de jardinage ou encore des ateliers de cuisine à base de produit qu'on « peut facilement trouver dans son jardin » (ortie, mauvaises herbes, pissenlit etc.). Au cours de notre travail de terrain nous avons pu nous rendre à certains de ces ateliers et nous allons voir à quel point les thèmes de ces différentes rencontres pouvaient parfois s'excentrer de la sphère agricole pour faire référence à des idéologies beaucoup plus globales :

« Les parcelles du *Sens de l'humus*, n'ont pas des objectifs de production alimentaire mais des objectifs de production de la connaissance ».

C'est de cette manière que Jérémie nous décrit pour la première fois les caractéristiques d'une parcelle du *Sens de l'Humus* lors d'un stage de deux jours d'initiation à la permaculture organisé par l'association. Située au cœur de l'impasse Gobétue, la parcelle en question forme un cercle et est très petite. Nous sommes début mars, en tout début de saison et les zones de cultures n'ont pas encore été totalement désherbées, si bien qu'on a du mal à voir comment est dessiné l'espace. Nous pouvons tout de même apercevoir quelques buttes, bien qu'affaissées avec le temps, et quelques allées circulaires qui semble nous diriger le long des buttes à un point central du jardin. Sur les buttes quelques plantes pérennes, des aromatiques surtout. Sur le coté une petite cabane en bois où toute sorte de matériel est stocké : des vieux fauteuils de bureaux, des outils agricoles, des pots, des morceaux de verre, il y a même quelques cages à lapins... sans lapins. Le responsable de l'association nous décrit ensuite l'idée principal de cette parcelle: l'objectif est de créer ici un jardin mandala s'inspirant des techniques liées à la permaculture. La forme du mandala a été choisi pour rajouter une plus valeur esthétique à la parcelle. Et ça marche, car malgré qu'en ce début de saison le jardin manque clairement d'entretien, une certaine poésie se dégage du lieu. En revanche, la parcelle est très petite, les cultures choisies sont assez classiques, on a du mal à percevoir en quoi cette parcelle est un « micro-territoire » et est capable de créer « de la connaissance »...

Des profils de pratiquants agricoles orientés

Afin de répondre à ces différentes questions, il convient tout d'abord de s'interroger sur le profil des pratiquants agricoles. En effet, il arrive souvent en agriculture urbaine que l'idéologie des porteurs de projets conditionne fortement la manière dont va être portée l'activité agricole. A travers une approche croisée entre les porteurs de projets des trois associations phares (Le Sens de l'humus, Rêve de Terre et Montreuil Environnement) nous allons essayer de dégager les principales caractéristiques qui ont guidé ces personnes à porter un projet agricole.

- Véronique Ilié est d'origine parisienne. A la recherche d'un confort de vie « plus calme et plus agréable » elle a choisi de s'écarter de la capitale pour s'installer à Montreuil en 1997 dans une maison individuelle « à deux pas du quartier des murs à pêches ». Arrivée au moment où la « bataille » entre associations et pouvoirs publics pour la sauvegarde du lieu prenait de l'ampleur, elle va suivre de près les différents débats et se passionner petit à petit par l'histoire des murs à pêches. C'est également à partir de ce moment qu'elle va se rapprocher de la SRHM et des descendants de nombreux horticulteurs. Elle va s'apercevoir au cours des différents débats publics que le discours sur le quartier ne reflète, à son sens, pas la réalité :

« J'entendais dire partout que le quartier était abandonné, qu'il ne valait plus rien. Ce n'était pas en adéquation avec ce que les habitants des murs à pêches vivaient, je voyais des parcelles cultivées de chez moi »³¹.

Cette indignation va prendre la forme d'un engagement associatif. En 2008, Véronique Ilié crée l'association *Montreuil Environnement*. Organe d'étude et de réflexion collective, elle aura tout d'abord pour objectif de proposer un diagnostic des murs à pêches en se basant sur les discours et témoignages des descendants d'horticulteurs mais également sur les différentes activités qui structurent aujourd'hui le lieu. Partant du principe que « ce quartier est unique en région Parisienne » et qu'il est donc important de le préserver, l'association va prendre des allures de think tank sur le futur des murs à pêches. Et pour *Montreuil Environnement*, sauvegarder les lieux passera forcément par redonner aux murs un usage disposant d'une fonction économique, fonction si possible agricole.

- Frédéric passionné de jardinage et d'agriculture biologique et membre de l'association Kokopelli depuis plusieurs années, se lance dans la création de son association « Le Sens de l'Humus » au printemps 2006. L'objectif de cette dernière est d'expérimenter un certain nombre de méthodes s'inspirant de l'agriculture biologique, de la biodynamie ou de la permaculture dans le secteur des murs à pêches de Montreuil. Se référant à des auteurs tels que Pierre Rabhi, Claude Bourguignon, ou Vandana Shiva, Frédéric trouve dans son activité agricole un moyen également de « donner un sens à sa vie » et de se positionner dans des valeurs sociétales qui semblent correspondre à « sa ligne de vie ». Très actif à Montreuil son association c'est aujourd'hui fortement développée. Elle dispose de plusieurs parcelles au cœur du quartier Saint Antoine, pratique la réinsertion sociale et dispose également de plusieurs salariés à temps partiels.
- Peter de l'association *Rêve de terre* n'est pas du tout dans la même démarche que ses prédécesseurs lorsqu'il se lance à la tête d'une petite équipe de cinq personnes dans la mise en culture d'une parcelle des murs à pêches. Complètement extérieur au monde agricole, sa démarche semble plus s'ancrer dans des processus « de spiritualité et d'engagement politique »³². Et son engagement ne date pas d'hier : c'est dès le lycée qu'il commence à militer pour des politiques qui lui tiennent à cœur. Arrivée à Montreuil dans les années 1990, il a commencé son engagement dans le groupe de travail *Montreuil*

³¹ Premier entretien avec Véronique Ilié, présidente de l'association *Montreuil Environnement*, réalisé Jeudi 26 Février au centre Mozinor, Montreuil.

³² Entretien avec Peter, président de l'Association *Rêve de Terre*, réalisé le mardi 24 Mars au niveau du secteur rue Saint Antoine, Montreuil.

en transition. Il était alors en charge de construire des réflexions sur le développement d'une économie informelle à travers des dynamiques de « gratuité, don, contre don et réciprocité ». Ses travaux ayant été « peu écoutés et sans réel écho dans la sphère des décideurs publics », Peter décide alors de se tourner vers l'Agro-Ecologie, domaine dans lequel il trouve de « nombreuses résonances spirituelles ». Selon lui, une approche agricole en ville peut changer la façon dont les habitants d'un même territoire évoluent, échangent et tissent des liens les uns avec les autres. Il va alors fonder l'association Rêve de Terre dont l'objectif est alors de reconstruire une agriculture de proximité basée sur les techniques de permaculture.

Comme nous pouvons l'observer, les profils de ces pratiquants agricoles se rejoignent sur plusieurs points. Tout d'abord ils sont tous les trois originaires d'une sphère professionnelle qui est extérieure au monde agricole. Leur idéologie est marquée souvent par un engagement politique dans les valeurs qui leur tiennent à cœur. En parallèle il y a ce fort attachement au lieu, à son quartier, à sa ville et la volonté d'être acteur du vivre ensemble d'un lieu qu'on aime et qu'on apprécie. Leurs valeurs prennent ici des formes particulières qui semblent correspondre à de « l'écologisme politique » telle qu'elle a été défini par Andrew Dobson en 2006: c'est à dire en engagement écologique qui prend majoritairement la forme d'un paradigme nouveau dans la façon de penser et vivre nos sociétés³³. Ce paradigme se caractérise notamment par le fait de donner à la nature une valeur intrinsèque irremplaçable et de prôner la décroissance économique. Nous retrouvons ces différents points dans les discours des porteurs de projets. Peter et Frédéric font aisément référence à des modèles économiques « aliénants » pour caractériser les systèmes d'aujourd'hui et s'évertuent à prôner la nécessité de refonder le lien social pour vivre dans des villes qu'ils souhaiteraient « plus juste et plus solidaire ».

Ces différentes associations ont alors répondu aux appels à projet de la mairie en proposant de développer des modèles agricoles au sein des murs à pêches ancrant ainsi leurs idéologies personnelles dans des perspectives de mise en œuvre concrètes. Néanmoins leurs actions vont être fortement orientées : leurs projets agricoles arborant des modèles qui correspondent à leurs façons de voir la vie en société. De ce fait, une part importante des activités de ces associations réside dans des processus de communication, de diffusion et de partage de connaissance...

3.3.4 Diffusion de connaissances agricoles ou de valeurs éthiques ?

Mais alors des connaissances agricoles sont elles vraiment partagées et diffusées ? Comme nous l'avons vu *le Sens de l'humus* propose de manière régulière des initiations à la permaculture ou des ateliers thématiques qui semblent sur le papier relater à l'agriculture. Néanmoins de nombreuses activités dans le cadre de ces stages sortent complètement du contexte propre au jardinage où à l'agriculture. Chaque journée commence par des processus de relaxation ou de méditation et des jeux ludiques sont proposés pour faire plus ample connaissance. Et lorsque « qu'enfin » on parle d'agriculture, de nombreux parallèles sont fait avec des préceptes éthiques voir philosophiques beaucoup plus large:

³³ Andrew Dobson, *Green political thought*. Auflage, 2006.

«La permaculture que nous pratiquons fait référence à trois éthiques : prendre soin de la terre, prendre soin des hommes et surtout partager (...). Pour répondre à ces différents enjeux, notre philosophie, notre maitre mot : c'est l'expérimentation. Et a travers des pratiques nous essayons de nous questionner sur comment moi je me comporte par rapport au vivant. Dans les processus d'expérimentation il y a forcément des succès et des échecs, c'est un chemin de vie beaucoup plus difficile mais ô combien plus valorisant »³⁴

Finalement les connaissances qui sont diffusées quittent le plus souvent la sphère agricole pour faire référence à des valeurs beaucoup plus globale « d'éthique », « de solidarité » ou du « bon vivre ensemble ». Les murs à pêche deviennent ainsi un territoire de projection politique, de diffusion de valeurs et d'expérimentations sociales et collectives.

Cependant il arrive tout de même que pendant certaines activités, des connaissances agricoles soient partagées et diffusées. C'est notamment le cas de certains ateliers de l'association le *Sens de l'Humus* qui se propose de créer un « réseau d'entre aide en techniques de jardinage ». Mais là encore, l'agriculture portée concrètement par les associations au seins des murs à pêches étant très timide, les connaissances partagées dans ce cadre viennent souvent d'ailleurs. Tout d'abord les membres de l'association s'appuient sur une importante veille « scientifique » se procurant de nombreux ouvrages liés au jardinage et à l'agriculture³⁵. Ils tirent également avantage des réseaux et des expériences des différents membres. Ainsi pendant un stage de permaculture proposé par le *Sens de l'humus*, Christophe l'un des cadres de l'association, proposait un retour d'expérience sur 10 ans de jardinage dans sa maison de campagne, dans le Loiret. Là encore, en ce qui concerne la diffusion de connaissances agricoles, les murs à pêches constituent un « lieu prétexte » au partage d'expériences qui elles sont le plus souvent originaires d'un cadre autre que celui intrinsèque aux murs à pêches.

3.3.5 L'agriculture comme objet politique :

Finalement ces formes d'agriculture urbaine alternative semblent constituer une « excuse » au développement d'un nouveau modèle sociétal. Et ce nouveau paradigme peut se traduire par une envie de voir se développer une vie communautaire par la mise en œuvre d'activité de jardinage. De ce fait le désir de socialisation et le développement des relations humaines semblent être la motivation première de ces associations (Bergeron et al. 2002) contrairement aux autres formes d'agriculture associatives que nous avons pu identifier.

Mais ces actions ne s'arrêtent pas à l'aspect social. L'agriculture pratiquée dans le cadre des murs à pêches a permis de réintroduire un certain dynamisme au sein d'une

³⁴ Présentation de Jeremie lors de l'atelier « Initiation à la permaculture » proposé par l'association le sens de l'humus. Observation participative réalisée le Samedi 22 et Dimanche 23 Février à Montreuil.

³⁵ A noter également que les ouvrages de référence mis en avant ne sont pas liés uniquement à l'agriculture. La encore nous pouvons trouver des livres faisant référence à des mouvements politiques très globaux. Le magazine Kaizen « Comment être Autonome » (éditions Broché 2012) par exemple semble être une référence très utilisée.

zone abandonnée. Dynamisme qui se traduit par la réintroduction du vivant dans l'existant ce qui permet, le cas échéant, le développement d'un cycle écologique au cœur des systèmes urbains (Pezrès, 2010). Bien que ces dynamiques prennent aujourd'hui des formes modestes dans leur mise en œuvre agricole, elles permettent d'être le vivier d'émulation d'énergie collective et participative dans la façon dont on peut penser et vivre l'urbain. Les porteurs de projets agricoles se réapproprient alors les débats sur l'urbain et peuvent devenir à terme des entités représentatives d'une certaine forme de vie en locale. De ce fait ils font alors valoir leurs idées et les diffusent au sein de leurs réseaux d'actions cultivant ainsi un nouveau paradigme civilisationnel (*Emmanuel Pezrés, 2010*).

Mais cet engagement peut aller beaucoup plus loin : en participant au débat public et en faisant valoir leur projet pour les murs à pêches auprès des pouvoirs publics, les associations deviennent alors des acteurs politiques incontournables de la vie locale. Plébiscitées par une partie des riverains, les cadres publics se voient donc dans l'obligation de prendre en compte leurs avis dans leurs projets territoriaux afin d'éviter critiques et polémiques sociales (*Lejeune et Villaba, 2012*)³⁶. C'est d'ailleurs ce qu'a fait l'ancienne municipalité de Montreuil en communiquant en 2008 sa volonté de travailler sur un projet agricole et culturel pour les murs à pêches en partenariat avec les diverses associations.

3.4 Le projet agri-culturel : controverse autour d'une utopie

3.4.1 Vers un renouveau agricole des Murs à pêches ?

Suite à la commission extra municipale de 2008, la mairie de Montreuil va décider de lancer toute une série de diagnostics sur les Hauts-de-Montreuil. Faisant appel à plusieurs bureaux d'études, différentes équipes travailleront ainsi sur l'état des murs et les procédés de restauration (Sequano), sur la pollution des sols et le diagnostic environnemental des Murs à Pêches (Pollen Conseil), sur la programmation culturelle, sur l'ouverture du site et sur la valorisation du patrimoine via une chartre urbaine et paysagère (Coloco), sur les problématiques liées à l'habitat tsigane ou encore sur la proposition d'un projet agricole (Polyprogramme). Ce dernier intitulé « projet Agricole et agri-urbain » et déposé en 2012 à la mairie va être réapproprié par l'ancienne municipalité, du moins en façade, et va devenir rapidement le projet officiel de la mairie pour l'avenir du site.

L'équipe Polyprogramme est parti de l'idée que le meilleur moyen de faire revivre les murs à pêches, au lieu de les sanctuariser ou de les muséifier, est de leur redonner des usages, en particulier des usages agricoles. Les productions ainsi valorisées pourraient déboucher sur la structuration de nouveaux réseaux économiques plus ou moins rentables conditionnant la pérennité du projet. Reprenant ainsi le discours déjà porté depuis de nombreuses années par certaines associations :

« La ville de Montreuil, par son passé agricole emblématique, par son

³⁶ *Caroline Lejeune et Bruno Villaba : Test de charge de la durabilité urbaine : le cas de « l'écoquartier exemplaire » de la zone de l'union. Editions Vertigo, 2012.*

positionnement au cœur de l'agglomération parisienne et par son tissu d'acteurs mobilisés autour de ces questions, se présente comme un territoire légitime pour le développement de l'agriculture urbaine et pour l'expérimentation vers de nouveaux modes d'habiter et de « consommer » la ville. Il s'agit effectivement de pouvoir définir un projet agri-urbain et agri-culturel cohérent à l'échelle du site et non d'accueillir une succession de projets sans lien entre eux ou n'offrant pas de visibilité nécessaire au projet »³⁷

Pour répondre à ces objectifs, le projet propose de se structurer autour de trois piliers : développer une production agricole à vocation économique, travailler sur l'appropriation du site par la transmission et la convivialité, et en faire un véritable lieu d'innovation et d'expérimentation. Plus précisément ces piliers s'articulent autour des trois axes transversaux, jugés comme « un tout indispensable garant de la réussite du projet ». Le premier de ces axes propose de porter le projet de manière multi-partenarial orientant ainsi une diversité d'investissement et de financement mais également une diversité de modèle d'action allant de la structure professionnelle agricole aux dynamiques associatives et citoyennes. Le deuxième axe transversal fait référence à l'image et l'identité du site en essayant de maximiser sa capacité d'attraction et de fréquentation à travers des campagnes de communication et de valorisation. Enfin le dernier axe se veut de définir le projet Agriculturel comme un projet processus « permettant au site de vivre tout au long du projet d'aménagement et aux habitants de s'y investir de manière durable ». L'idée ici développée est de dire que le projet connaîtra une montée en puissance au fil des années et des avancées d'aménagement (que le bureau polyprogramme propose d'échelonner jusqu'en 2020) : bien qu'au début seuls les deux secteurs de l'impasse Gobétue et de l'impasse Danton sont concernés par le projet, c'est à long terme l'ensemble du quartier des murs à pêches qui se veut être sujet à une structuration agricole.

Néanmoins, bien que le projet Agri-culturel revête différentes dimensions il apparaît fondamentalement et avant tout comme un projet agricole et non culturel. Les actions culturelles étant renvoyées au second plan, voir presque complètement évincées de l'étude qu'a remis le bureau Polyprogamme à la mairie pour mieux mettre en avant le développement d'activités agricoles jugées prioritaires. Et la part belle est faite à des structures économiques pérennes, conditionnant une partie de la rentabilité du projet. Ainsi l'étude propose d'insérer trois exploitations agricoles professionnelles au sein du quartier des murs à pêches sur 2 à 3 hectares chacune. Deux exploitations sont alors prévues d'être mises en activités d'ici 2014. Les produits maraîchers de ces « fermes urbaines » se veulent d'être distribués sous formes de circuit court. L'idée d'installer une centrale de distribution sous forme de « petites halles » dans le secteur des murs à pêches est même évoqué.

³⁷ *Polyprogramme et Sequano Aménagement, 2012. Rapport final : mission d'étude de définition et de faisabilité d'un projet Agri-Urbain pour le secteur des Murs à pêches à Montreuil.*

DÉFINITION DU PROJET AGRI-URBAIN DE MONTREUIL

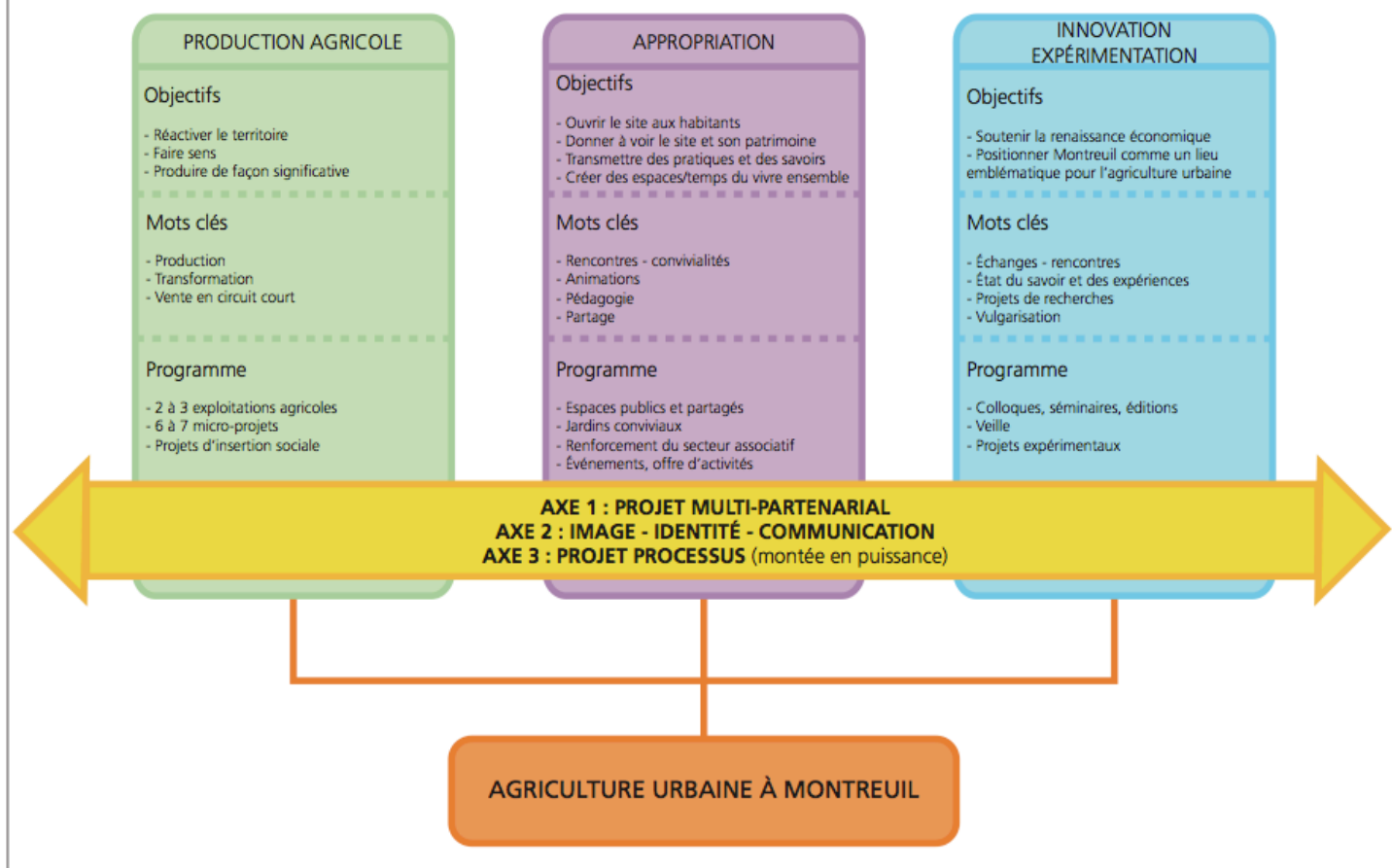


Figure 23: Définition du projet Agricole proposé par Polyprogramme.

On retrouve sur ce graphique les trois piliers de développement proposés par le bureau d'étude : la production agricole, l'appropriation, l'innovation et l'expérimentation. Les objectifs de ces trois piliers sont détaillés dans chaque colonne. Pour garantir leurs réussites le bureau d'étude se propose d'articuler ces piliers autour de trois axes transversaux : travailler sur une dynamique multi-partenarial, valoriser l'image et l'identité du lieu et ancrer le projet dans une démarche processus tout au long de ces différentes phases d'aménagement (Source : rapport final de l'étude de faisabilité. Polyprogramme, 2012).

Finalement, le projet « Agricole » proposé par l'équipe polyprogramme reprendra de manière directe les idées du projet « Montreuil aux pêches » portés par un collectif d'association. D'ailleurs l'équipe de Polyprogramme a structuré sa réflexion autour d'une démarche de terrain : ils sont allés rencontrer les différents acteurs associatifs pour essayer de prendre en compte leurs envies et leurs attentes :

« Quand on est arrivé à Montreuil, toutes les idées étaient déjà là, on se demandait ce qu'on venait y faire. Finalement on a fait que recenser des initiatives déjà présentes dans

le cadre d'un projet plus global pour les murs à pêches. C'était une volonté de notre part, de dire qu'on prend en compte les énergies qui existent déjà »³⁸.

Ce positionnement qu'a pris polyprogramme semble avoir été apprécié par les différentes associations qui étaient à l'origine du projet Montreuil aux Pêches :

« Quand le projet agri-culturel est sorti, on a vu que ça reprenait nos idées de Montreuil aux pêches du coup on était plutôt content et on s'est vraiment positionné en faveur du projet »³⁹.

Néanmoins ce « parti pris » de polyprogramme se tournant plus vers les associations « agricoles » que les associations « culturelles » a eu un effet pervers : certaines associations, voyant leurs projets peu écoutés et peu valorisés, se sont senties trahies par la mairie et se sont ensuite opposées de manière directe au projet. C'est notamment le cas de l'association MAP qui va communiquer, à la sortie de cette étude, de manière très importante sur l'aspect insécuritaire des murs (tombés de pierres réguliers) et sur la pollution des sols afin de souligner la dangerosité que pourrait engendrer la mise en production agricole du site. Mais si certaines associations se sont opposées à ce projet c'est avant tout parce que ce dernier ne correspond pas forcément à la lecture qu'ils ont du quartier. Vécu comme un manque de reconnaissance, les associations dites « culturelles » se sont alors « déconnectées » petit à petit des instances de concertations proposées par La Fabrique au bénéfice des associations agricoles qui étaient alors les seules à faire valoir leurs idées au niveau de la mairie.

Finalement le projet agricole est loin d'avoir fait consensus dans la sphère associative Montreuilloise. Il a même eu tendance à creuser un peu plus le fossé qui opposait les associations prônant une valorisation culturelle, aux associations favorables au maintien d'activités agricoles productives. Pourtant ce que proposait polyprogramme partait d'un processus consensuel et se voulait de contenter un maximum d'acteurs. Le dernier chapitre de leur étude de faisabilité fait d'ailleurs référence aux aspects culturels qu'ils jugent nécessaires de développer en parallèle des activités agricoles notamment à travers une politique d'essaimage. L'idée était ici de travailler sur l'émergence de nombreuses activités culturelles dans toute la commune en référence à « ce qui se passe à l'intérieur des murs à pêches » renforçant ainsi la visibilité et la lisibilité du quartier.

³⁸ Entretien avec Eulalie Prévost du bureau d'étude polyprogramme réalisé le Lundi 9 Mars au 60 boulevard Sebastopol, Paris.

³⁹ Entretien avec Peter, président de l'Association Rêve de Terre, réalisé le mardi 24 Mars au niveau du secteur rue Saint Antoine, Montreuil.



Figure 24: Politique d'essaimage dans les espaces politiques de la ville proposée par le bureau d'étude Polyprogramme

Rendre visible les murs à Pêche aux quatre coins de la ville en travaillant sur des aménagements artistiques et culturels qui rappellent les activités du quartier. La première de gauche fait référence au projet de « résidence trans 305 ». Projet de belvédère en algeco à Montréal qui fait office à la fois d'un poste d'observation sur le quartier et d'un lieu d'activité. La photo de gauche montre un « flashmob » éphémère installé sur la place de l'Hôtel de Ville à Paris pour valoriser les dynamiques de jardins partagés ayant lieu aux quatre coins de la capitale.

Néanmoins force est de constater que cette politique culturelle a été peu perçue par les associations culturelles, ou du moins peu réappropriée. Cela s'explique en partie par le fait que ces actions d'essaimage les obligeaient à délocaliser une partie leurs activités du secteur des murs à pêches vers d'autres quartiers de la ville. Pourtant ces associations, présentes depuis longtemps dans le quartier, ont participé par leurs actions de manière significative à la valorisation nouvelle de certaines parties des Murs à pêches. Le manque de reconnaissance accordé à leurs actions a alors tendance à générer des processus d'incompréhension entre les porteurs de projets associatifs et les cadres publics de la mairie. Force est également de constater le rôle de la mairie dans ces processus d'incompréhension qui communiquait majoritairement sur le projet de manière publique et en interne uniquement sur les questions agricoles.

3.4.2 Les associations, acteurs clés du projet ?

Pourtant, l'équipe Polyprogramme et les autres bureaux d'études ont mis au centre de leurs questionnements l'implication des différentes associations dans un futur possible pour les murs à pêches. En effet au sein des trois piliers que propose l'étude, le rôle des associations apparait central. Alors que pour le développement d'une agriculture à vocation économique, la sphère associative peut être un acteur clé dans des dynamiques d'économies sociales et solidaires voulues par la mairie, elle peut aussi être porteuse de projet pour des micro-activités agricoles confectionnant des produits à forte valeur ajoutée tel que la mise en place de ruches ou d'une brasserie locale. Même si ces initiatives existent déjà lorsque la mairie lance cette étude, l'objectif est alors de souligner ces actions qui semblent être accessibles, rentables, rapides à mettre en place et s'ancrant parfaitement dans une valorisation agricole du quartier.

Le deuxième pilier propre à l'appropriation de l'espace est lui à entière destination des associations. Si une partie de l'espace des murs à pêches doit être réapproprié par les citoyens cela passera forcément par des démarches citoyennes et par le renforcement des activités associatives qu'elles soient agricoles ou culturelles.

« L'axe de renforcement des associations était vraiment crucial pour nous, l'idée était de dire que l'on ne part pas de zéro. Il fallait reconnaître les activités développées par les associations depuis de nombreuses années. C'était important de maintenir tout ça via des financements plus précis et plus pertinents (...). De toute façon le projet agricole n'a rien inventé, il est juste un agglomérat de ce que faisaient les différentes associations. »⁴⁰

Ainsi les associations apparaissent dans de nombreux discours publiques comme la clé de voute de l'émergence mais aussi du maintien du projet agricole. Polyprogramme stipule d'ailleurs dans son étude que l'une des nécessités de la réussite du projet est de « s'appuyer sur le savoir-faire et le volontariat des associations ». Dans ce cadre il était essentiel de renforcer les actions déjà présentes et leur offrir de meilleurs leviers d'actions pour mener à bien leurs activités. Néanmoins la politique associative qu'a suivie la ville après les différentes commissions extra municipales a suscité de nombreuses incompréhensions. Au lieu de travailler avec les associations existantes, la mairie a lancé un appel à projet afin que de nouvelles associations puissent s'installer. Ainsi il est revenu souvent dans les discours auxquels nous avons été confronté l'apparition d'une nouvelle distinction entre les « anciennes » et les « nouvelles » associations, rajoutant un degré dans la cristallisation du paysage associatif Montreuillois. De plus la volonté de renforcer les associations présentes ne s'est pas forcément traduite par une revalorisation des subventions contrairement à ce qu'avait pu laisser entendre la municipalité, cette dernière ayant a priori choisi de garder le Statu Quo. Certaines associations se sont même vues couper une partie de leurs subventions. C'est notamment le cas de l'association MAP où les fonds alloués par la mairie ont été supprimés. Pascal Mage en profitera pour faire un communiqué de presse jugeant cette décision comme « une vengeance de la mairie » suite à son opposition publique au projet agri-culturel.

Par ailleurs, la mairie a choisi de déplacer certaines associations en dehors des murs à pêches afin de libérer l'emprise nécessaire à certains projets d'urbanisation. C'est notamment le cas des *Jardins du cœur*, qui ont déménagé sur demande de la mairie des murs à pêches pour la ferme Moltoux située derrière Mozinor à l'extérieur du quartier. Leur parcelle était en effet située sur l'emprise foncière nécessaire à l'installation de la future piscine écologique. Pourtant par leurs activités agricoles et leurs dynamiques de réinsertions sociales les *Jardins du Cœur* semblaient s'ancrer parfaitement dans les objectifs du projet agricole voulu par la mairie. Très médiatisé, cet « échange de foncier forcé » illustre finalement deux réalités intrinsèques à Montreuil. Premièrement, il apparaît que le projet agricole n'est pas une priorité pour la mairie et que la volonté de le voir émerger est renvoyée au second plan derrière des objectifs d'urbanisation. Urbanisation écologique sous forme d'éco-quartier certes, mais urbanisation quand même ce qui a tendance à aller à contre sens des volontés du projet Agricole⁴¹. Deuxièmement, les choix de la mairie ont entraîné la remise en cause par les associations des politiques de démocratie participative jugées alors comme des processus de façade car leurs idées, bien que prises en compte ne se sont que trop

⁴⁰ Entretien téléphonique avec François Fiard, ancien chargé de mission en environnement à la mairie de Montreuil, réalisé le vendredi 27 Mars depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris.

⁴¹ Nous reviendrons plus en détails sur les dimensions de « volonté politique » de la municipalité montreuilloise dans la partie de faisabilité d'un projet agricole urbain.

peu traduites pas des réalités de terrain. Rajoutant ainsi un degré d'incompréhension et de défiance entre associations et élus locaux:

« Il est vrai que pendant la campagne de 2008 on a milité au coté de Voynet. Elle reprenait notre idée d'un futur agricole pour les Murs à pêches. Mais une fois qu'elle été à la mairie, on s'est vite rendu compte qu'elle voulait faire du logement et que le projet agricole ne verrait pas le jour. Elle n'a pas tenu sa promesse. De toute façon Voynet déteste les murs à pêches et la petite paysannerie. Elle est plutôt sur le social. De ce fait elle ne nous a jamais soutenu pour remettre des paysans sur le lieu ».⁴²

Ces points illustrent finalement les divergences qu'il peut exister au sein des politiques associatives de la ville de Montreuil notamment dans le cadre des murs à pêches. Ces dernières sont tantôt vues comme un support indispensable à l'émergence d'un projet agricole dans les murs à pêches, tantôt comme des freins au développement d'autres dynamiques voulues par la mairie. Ainsi bien que les actions associatives soit valorisées, la ville de Montreuil montre de manière générale peu de volonté à les densifier. De leur coté les associations ont tendance à souligner régulièrement le trop peu de soutien financier de la part de la mairie pour porter à bien leurs projets, qu'ils soient agricoles ou culturels.

3.4.3 Un projet cohérent ?

Si le projet a fait débat lors de sa sortie, c'est également du fait qu'il correspondait peu aux attentes de certains acteurs associatifs. Cela s'explique en partie que le quartier des Murs à pêches est un endroit très particulier et du fait de l'héritage complexe qu'il propose. Il y est difficile d'y porter un projet collectif. Les bureaux d'études Coloco et Polyprogramme, qui ont travaillé de concert à l'élaboration d'une chartre paysagère, ont été confrontés dès le début à ces difficultés fortement intrinsèques aux murs à pêches :

« Au début on nous avait dit, voilà, vous avez 42 hectares à valoriser en agriculture urbaine. Mais on s'est vite rendu compte que sur ces 42 hectares, beaucoup était déjà bâti, que sur les hectares restants de nouveaux équipements allaient arriver, comme le collège et la piscine (...). Du coup on est parti dans l'idée de travailler sur de petites surfaces, ce qui rendait le projet moins viable d'un point de vue économique. Puis il y a l'occupation sociale qu'on retrouve partout, les associations, les tsiganes et les roms. On ne pouvait pas les déplacer sans créer des polémiques »⁴³.

Ce témoignage fait apparaître une première incohérence dans le projet : développer de l'agriculture à vocation productive sur des espaces peu adaptés à ce contexte. Et même si des solutions existent pour rendre de petites surfaces très productives, il aurait été question de défricher les parcelles, de réparer les murs entraînant d'importants coûts pour la mairie, et de pratiquer l'expropriation ce qui aurait accentué la cristallisation déjà palpable entre les habitants du quartier et la mairie. Certains acteurs ont d'ailleurs souligné « l'utopie » du projet agricole en mettant en avant le budget exorbitant que ce dernier demandait. Estimé à « 100 millions

⁴² Deuxième entretien avec Véronique Ilié, réalisé le Vendredi 17 Mars à Montreuil.

⁴³ Entretien avec Romain Joubert, bureau d'étude Coloco, réalisé le Mardi 24 Février, rue du Faubourg Saint Antoine, Paris.

d'euros » il est vrai que la mairie alors en fort déficit apparaissait comme peu capable de le financer.

« Voynet a lancé une grande quantité de bureaux d'études, un peu déconnectés des moyens de la ville. Il apparaissait que ce projet coûterait 100 millions d'euros. La ville dispose d'environ 1 million d'euros par an, il faudrait donc 100 ans pour voir naître le projet »⁴⁴.

Ces chiffres sont cependant à nuancer. En effet la mairie voulait ancrer le projet sous une forme processus en faisant appel à de nombreux investisseurs privés. A une période l'idée fut même lancée de créer une agence de développement des Murs à pêches qui aurait eu pour principale mission de rechercher ces différents financements et de créer des dynamiques partenariales. Egalement, conscient des enjeux financiers les différents bureaux d'études ont proposé des alternatives en affichant la volonté de créer des « poches vitrines » presque muséographiques où les murs seraient restaurés, puis sur le reste des surfaces de développer un nouveau modèle agricole sans les murs, ce qui aurait eu l'avantage de permettre à certains acteurs de s'exonérer des coûts de restauration. Hors, cette question semble pour le coup faire consensus autant chez les acteurs associatifs qu'à la mairie : il est strictement hors de question de « raser une partie des murs » !

Enfin, il apparaît que la problématique sociale des Roms et des Tsiganes a peu été abordé de front. Alors que dans son étude le bureau polyprogramme s'est complètement exonéré de la problématique au point même, d'intégrer les parcelles à occupation tzigane dans l'emprise foncière prévue à l'installation des exploitations agricoles professionnelles, certains chargés de mission de la mairie témoigneront que celle-ci n'a jamais vraiment intégré ces populations dans les perspectives de développement de la ville. Les associations elles mêmes en parlent peu où quand elles le font c'est pour mieux souligner les nuisances et les freins que ces populations constituent pour leurs propres activités. Il semble qu'à Montreuil, les populations Roms et Tsiganes, bien que vivant sur le secteur des murs à pêches et l'impactant de manière quotidienne, ne sont pas considérées comme en faisant partie et ne sont pas non plus perçues comme dans l'imaginaire collectif comme les « habitants » du quartier mais plutôt comme des « squatteurs temporaires ».

Finalement, il apparaît que le projet agricole manque de cohérence et semble déconnecté de certaines réalités. En effet, il n'a jamais pris en compte la totalité des enjeux inhérents aux murs à pêches. Ambitieux et coûteux, il s'est traduit à sa sortie par peu de réalisations concrètes et qui n'ont pas forcément suivi les intentions initiales du projet. Bien que le projet présentait, sur le papier, de belles perspectives d'ensemble il a été sur le fond difficilement approprié par la mairie qui le jugeait « intéressant mais trop ambitieux pour être mis en place dans les Murs à pêches »⁴⁵. François Fiard, alors chargé de mission à la mairie pour le développement d'activités agricoles dans les murs à pêches, soulignera la politique choisie par la mairie de considérer le projet agricole

⁴⁴ Entretien avec Pierre Mahey, président de La Fabrique, réalisé le Mardi 3 Mars 2015 au café du « Va et vient », station Daumesnil, Paris 20^{ème}.

⁴⁵ Entretien téléphonique avec François Fiard, ancien chargé de mission en environnement à la mairie de Montreuil, réalisé le vendredi 27 Mars depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris.

seulement « en n'en prenant que des bouts » suivant les différentes possibilités qui s'offraient à eux. Cela pouvait se traduire par exemple par l'achat de terrains privés « par ci par là » lorsque l'opportunité d'une vente se présentait. Ces caractéristiques illustrent une réalité connue en gestion territoriale : il arrive parfois qu'une idéologie globale confrontée aux réalités et aux contraintes d'un terrain donné se traduise dans sa mise en œuvre en processus d'opportunisme partiel (Denis, 2012)⁴⁶.

3.4.4 Un projet de papier ?

Lorsque j'ai commencé mon projet de recherche sur les murs à pêches de Montreuil en février 2015, les différentes études des bureaux missionnés par la mairie ont été les premiers documents que j'ai pu lire pour me familiariser avec mon terrain d'étude. Déposé en 2010, polyprogramme prévoyait dans son calendrier prévisionnel, l'installation de deux exploitants professionnels et l'implantation de réseaux de distribution de proximité avant la fin de l'année 2014. J'étais alors pressé à l'idée de découvrir ces dynamiques agricoles si particulières. Mais mes premières confrontations aux terrains ont vite fait retombées mes attentes. Aucune exploitation agricole en vue et encore moins des réseaux de distribution, des murs en ruines, un espace non visible et non lisible et dans l'ensemble peu attirant : cinq ans après, on était loin des perspectives proposées par polyprogramme. Par la suite mes différents entretiens m'ont vite fait comprendre que l'étude n'avait débouché sur aucune réalité de terrain mise à part, peut être, un appel à projet associatif lancé par la mairie en 2011 et par quelques échanges de foncier entre les différentes instances publiques et certains acteurs privés.

Dans l'ensemble le projet Agriculturel est donc resté un « projet de papier ». Nous avons évoqué dans cette partie les quelques points de blocage qui ont rendu la mise en place de cette étude difficile. Néanmoins, ne pas « respecter » les grandes lignes du projet Agriculturel n'est pas synonyme d'abandonner le renforcement ou l'émergence de toutes dynamiques agricoles ou citoyennes. D'ailleurs c'est peut être ici que se situe le véritable objectif de la mairie : avoir financé cette étude leur à permis finalement de rester en dialogue avec les associations en prenant en compte (au moins dans les réflexions qu'elle porte) une partie de leurs attentes et de leurs projets. En revanche, le manque de réalisations concrètes ou les actions allant à contresens du projet porté ensuite par la mairie semblent avoir eu l'effet inverse sur du long terme.

« Quand le projet Agri-culturel est sorti on était vraiment content, il reprenait les réflexions qu'on avait depuis des années (...) Mais on a été déçu lorsque qu'on a vu que la mairie ne ferait rien de plus pour le mettre en place (...) Aujourd'hui on essaie de travailler de manière indépendante, via de l'émulation citoyenne et collective pour porter notre projet agricole »⁴⁷.

⁴⁶ DENIS Adeline, 2012 : "Faire" la politique à la mairie de Montreuil. Ethnographie d'un état-major municipal. Mémoire de fin d'étude, EHESS / ENS.

⁴⁷ Deuxième entretien avec Véronique Ilié, réalisé le Vendredi 17 Mars à Montreuil.

De ce fait l'agriculture urbaine reste aujourd'hui timide à Montreuil. Bien que des structures associatives et citoyennes existent, le changement d'échelle vers une remise en culture de grandes surfaces et l'installation d'exploitations agricoles professionnelles reste au jour d'aujourd'hui difficilement envisageable. En effet les différentes réflexions portées par la mairie se voient confrontées à des problèmes de réalisations techniques ou financières. Ces différents propos, revenus de manière récurrente dans nos différents entretiens de terrain, nous ont amené à nous questionner sur la faisabilité d'un projet agricole dans le cadre des murs à pêches. En analysant les différentes réalités inhérentes aux murs à pêches nous allons essayer de comprendre en quoi ce quartier peut constituer un territoire de projet intéressant (ou non) dans le cadre du développement de l'agriculture urbaine.

Quatrième Partie:

**Montreuil et l'agriculture urbaine du 21^{ème}
siècle, une équation insolvable ?**

Les questions liées à l'agriculture urbaine ne peuvent se comprendre sans étudier de près les enjeux intrinsèques à l'aménagement des villes modernes. En effet dans le cadre de l'émergence de villes durables, de nombreux obstacles se dressent pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire⁴⁸. L'agriculture urbaine n'étant souvent pas une priorité pour les aménageurs urbains et n'a été encore que trop peu théorisée comme un objet de planification en tant que tel⁴⁹.

Pourtant, par son essence multifonctionnelle, l'agriculture urbaine dispose de nombreuses retombées potentielles. Et nous avons pu l'observer dans le cadre des murs à pêches : elle peut être à la fois porteuse de tenants culturels, sociaux, écologiques, pédagogiques ou encore politiques. Néanmoins sa mise en œuvre concrète nécessite de contourner un certain nombre d'obstacles, là aussi, liés à la planification urbaine. C'est notamment le cas dans l'émergence des modèles de démocratie participative, inhérents aux villes durables, où les idéologies intrinsèques à chaque acteur impliquent de prendre en compte la diversité des points de vue. L'aménagement de la ville devient alors un véritable casse tête chinois pour les élus locaux. La partie ci-dessous a pour objectif de passer en revue les différents obstacles propres à la ville de Montreuil auxquels peut se voir confronter une implantation effective de l'agriculture urbaine.

4.1 Les MAPs : un territoire vécu

« A Montreuil on est dans un contexte particulier où tout le monde s'oppose à tout le monde. D'habitude notre fabrique citoyenne a du mal à rassembler l'énergie sociale. A Montreuil c'est le contraire : on a une énergie permanente qui manifeste une forte appartenance à la ville. Mais chaque association porteuse de cette énergie a des représentations très différentes de la ville et s'oppose aux représentations des autres. On a donc une énergie qui s'auto annule. »⁵⁰

Comme nous l'avons vu les murs à pêches disposent d'une histoire et d'un héritage complexe qui conditionnent aujourd'hui fortement les dynamiques du lieu. L'une de ses caractéristiques principales est qu'aujourd'hui les murs à pêches constituent essentiellement un territoire vécu. En effet ils ont été réappropriés par de nombreux acteurs (associations, institutions, riverains) qui y portent aujourd'hui, au delà de leurs projets, des envies, des idéologies et des visions qui leurs sont propres. Et ces dernières peuvent fortement changer d'un acteur à l'autre. D'ailleurs un certain nombre de conflits et de mobilisations trouvent leurs origines dans des causes à défendre et des positionnements par rapport au devenir du site. Alors que certains défendent un site ouvert à vocation poétique et culturelle, d'autres revendiquent la nécessité de voir émerger des dynamiques agricoles nouvelles pour les murs à pêches. Dynamiques agricoles qui nécessiteront en partie la fermeture du site et la restauration

⁴⁸ Peemoeller L. : Sustainable and Resilient Communities: A Comprehensive Action Plan for Towns, Cities, and Regions. 2011.

⁴⁹ Thibert J. Making Local Planning Work for Urban Agriculture in the North American Context A View from the Ground. Journal of Planning Education and Research. 2012

⁵⁰ Entretien avec Pierre Mahey, président de La Fabrique, réalisé le Mardi 3 Mars 2015 au café du « Va et vient », station Daumesnil, Paris 20^{ème}.

des murs. Ces divergences d'idées et de visions se traduisent souvent par des débats « violents » et « injurieux » qui ont tendance à faire s'embourber le débat plutôt que de construire une véritable réflexion collective pour le quartier⁵¹.

4.1.1 Des concurrences individuelles et collectives, des conflits d'acteurs

« Et puis le problème c'est que il y a des personnalités très fortes autour des murs à pêche. Montreuil Environnement ne peut pas s'asseoir à la même table que l'association MAP et vice versa. Ils se renvoient sans cesse à la figure des conflits passés, des petits coups dans le dos. C'est dommage mais c'est comme ça. Ils sont très campés sur leurs positions et ont du mal à faire abstraction du passé pour avancer (...). Et puis de toute façon ils ne travaillent pas dans la même zone. Montreuil Environnement est plus situé vers l'avenue nouvelle France tandis que l'association MAP se situe vers l'impasse Gobétue. Du coup chacun concentre ses actions sur son petit bout de terrain »⁵².

C'est ainsi que Bernard Lefèvre, conseiller municipal sous la mairie écologiste et président du conseil de quartier *Signac Mur à Pêches*, parle des conflits qui animent les deux associations les plus médiatisées du paysage montreuillois : Montreuil Environnement et l'Association Murs à Pêches. Plusieurs éléments ressortent de cette situation. Tout d'abord des histoires de personne, des conflits entre des personnalités qui se jugent aujourd'hui comme rivales. On semble ici avoir affaire à la fois à une personnalisation extrême des conflits ou les points vues opposant des personnes emblématiques effacent l'intérêt collectif des associations. D'un côté nous avons le président de l'association Mur à Pêches, personnage certes controversé mais resté très influent à Montreuil, qui dirige l'association MAP depuis sa création (plus de 20 ans) dont il écrit lui même tous les documents et communiqués et la représente lors de toutes les réunions officielles. D'un autre côté les membres de l'association Montreuil environnement, composés majoritairement de femmes et de descendants d'horticulteurs et qui se rangent souvent derrière les avis de leur présidente.

D'un autre côté, le climat politique tendu de la ville de Montreuil semble également avoir cristallisé les avis autour de l'ancienne municipalité. Dominique Voynet partira en dénonçant un climat politique « violent et grossier » qui l'incitera même à ne pas se représenter aux municipales de 2014. Dans le cadre où la municipalité a été, tout au long de son mandat, très critiquée par ses adversaires politiques, il peut apparaître que la lutte des partis a fortement influencée les relations qu'ont les différentes associations entre elles, lorsque celles-ci s'identifient plus à un parti qu'à un autre.

« Lors de nos ateliers débats nous avons souvent vu transparaître deux catégories : d'un côté les tenants d'idées culturelles et de l'autre les idées agricoles. Mais en plus de cela on voyait se dessiner au fil du temps les militants politiques « rouges » contre les « verts ». Le débat quittait souvent le sujet qu'on abordait pour faire référence à des idées politiques beaucoup plus larges ce qui avait tendance à créer des climats de tension. Un des problèmes également c'est que Montreuil n'est pas si grand que ça, et les membres des associations sont également très militants. On les retrouve partout »⁵³.

⁵¹ Ibid

⁵² Entretien téléphonique avec Bernard Lefèvre, président du conseil de quartier *Signac Mur à Pêches*, réalisé le vendredi 17 avril 2015 depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris.

⁵³ Entretien avec Pierre Mahey, président de *La Fabrique*, réalisé le Mardi 3 Mars 2015 au café du « Va et vient », station Daumesnil, Paris 20^{ème}.

Ainsi de nombreuses personnalités composant les associations des murs à pêche sont également très actives dans la vie politique de la ville. Elles se retrouvent alors engagées sur plusieurs fronts et disposent ainsi de plusieurs casquettes. Ainsi les débats semblent souvent biaisés par des intérêts politiques sous-jacents. Comme le décrit alors Margaux Vigne dans son rapport suite à une enquête de terrain dans les murs à pêches, la politique et la participation semblent alors des « jeux à somme nulle » puisque les « gains d'un groupe correspondent aux pertes d'un autre groupe », chaque partie semblant chercher l'élément ou l'information à même de déclencher une polémique et de créer un rapport de force qui lui soit favorable. Il en ressort un « contexte sur-politisé » et très militant où les débats pour les causes à défendre prennent plus la forme de concurrence que de véritable collaboration.

Enfin un dernier point important à faire transparaître est que le conflit semble avoir pris une dimension géographique. En effet il arrive souvent que les différents groupes investis sur les Murs à Pêches soient en concurrence pour l'espace, pour le crédit apporté à leurs actions et pour ce qu'ils réussissent à obtenir auprès de la mairie. Egalement nos enquêtes de terrain ont montré que les associations se situant dans un même cadre géographique ont plus tendance à faire référence les unes aux autres de manière positive. Ainsi les coopérations semblent mieux marcher en fonction des proximités de terrain. Les *Jardins de la Lune*, l'association *MAP*, *Lez'art dans les Murs* et les propriétaires de certains jardins familiaux, tous situés au cœur de l'impasse *Gobétue* semblent en bon terme et disent régulièrement qu'ils apprécient « travailler ensemble dans la valorisation et l'animation des murs à pêches »⁵⁴. De l'autre côté, *Montreuil Environnement*, *Rêve de Terre* et *le Sens de l'humus* structurés autour de l'avenue *Nouvelle France* et de la rue *Saint Antoine* semblent travailler de leurs cotés sur leurs projets de valorisation agricole. Ainsi aux jeux politiques locaux s'ajoutent des dynamiques de territorialisation complexes qui semblent avoir un impact important dans les relations que tissent les différentes associations entre elles.

4.1.2 Des convergences sans accords

Cependant ces différentes tensions ont tendance à être mal vécues par les associations elles mêmes qui soulignent le climat social comme « tendu », « peu agréable », et souvent « tristounet », pour reprendre les expressions transparues dans plusieurs de nos entretiens. De ce fait ces cristallisations ont tendance à amputer l'énergie des associations qui caractérisent ces tensions comme leurs faisant perdre du temps et de la motivation. Elles créent parfois également l'incompréhension :

« Lorsque que l'on a proposé notre projet Montreuil aux Pêches, nous n'avons pas compris pourquoi certaines associations se sont opposées de manière très violente au projet. Certains ont communiqué sur la dangerosité du site, que des pierres risquaient de tomber sur les enfants et sur la pollution des sols. Ils disaient qu'il serait dangereux pour la santé de manger les produits issus des murs à pêche. Tout ça c'est en partie faux et nous n'avons pas compris le pourquoi du comment.

⁵⁴ Entretien avec Patrick Fontaine, locataire d'un jardin familial dans les murs à Pêches, réalisé le Mardi 26 Mai dans le secteur de l'impasse Gobétue, Montreuil.

Pourtant notre projet ne remettait pas forcément en cause leurs propres activités (...) Quand il faut en plus se battre contre le copain, c'est beaucoup plus difficile et on perd énormément de temps »⁵⁵

Cependant lorsque nous nous penchons en détails sur les arguments avancés par les différentes associations, on s'aperçoit souvent que tout va dans le même sens. Tout d'abord l'engagement de ces dernières émanent en premier lieu d'une même motivation qui est de protéger le patrimoine des murs à pêches. De plus il arrive que les projets portés par les associations elles mêmes disposent de nombreux points de convergence. Ainsi, les membres de l'association MAP publient sur leur site en 2010 la proposition d'un projet en «4 volets»⁵⁶, trois faisant référence à des aspects culturels, le quatrième se voulant de porter le projet «*Montreuil aux pêches qui propose une agriculture légumière et florale et qui s'appuie sur le patrimoine et le savoir faire montreuillois*» ! D'un autre coté l'association *Montreuil Environnement* s'est également vu proposer un futur envisageable pour le site des Murs à pêches à travers «5 piliers» dont les «propositions permettent à priori le rassemblement de nombreux acteurs concernés par le site ; elles ont vocation à être discutées, affinées et mises en œuvres par ces différents acteurs, dans une logique de cohérence globale de l'aménagement autour de l'agriculture et du patrimoine»⁵⁷. Lorsque qu'on lit en détails ces différentes propositions il apparaît de manière assez évidente que ces projets, portés par des personnalités s'opposant pourtant lors des différents débats, sont assez proches et disposent de nombreuses similarités. Similarités qu'on retrouve également avec le projet agri-culturel et agri-urbain porté par la mairie.

Alors comment expliquer une telle rupture dans les débats publics ? Il apparaît que le territoire des murs à pêche dans sa dimension vécue déchaîne les passions et que les «histoires» de personne ont pris le pas sur le débat politique. Le non renouvellement des acteurs renforce le fait que la situation semble bloquée, les mêmes personnes se retrouvant dans des situations d'affrontements à répétitions empêchant en partie tout projet d'avancer. Les associations porteuses d'un projet agricole restent fermement attachées à leurs volontés de fermer l'espace afin d'y installer des exploitants professionnels tandis que les associations dites «culturelles» plaident pour une ouverture d'un site poétique laissé à une évolution intrinsèque. Mais les différences de vécu des murs à pêche ne s'arrêtent pas aux confrontations entre association. Une autre

⁵⁵ Entretien avec Véronique Ilié réalisé le jeudi 26 février 2015 à l'entreprise Mozinor, Montreuil.

⁵⁶ 1) des espaces culturels-théâtre, concert, exposition d'art, festival de jardins. 2) des espaces citoyens-jardins associatifs, jardins partagés, jardins pédagogiques ou d'expérimentation. 3) gestion de la friche, en laissant une part libre à la nature. 4) Projet agri-culturel, porté par Montreuil-aux- Pêches, proposant une agriculture légumière et florale s'appuyant sur le patrimoine et le savoir-faire montreuillois. Source : Site internet de l'association MAP

⁵⁷ Un pilier culturel-patrimoine / un pilier économique-emploi (activités et distribution) / un pilier social-insertion (brasage culturel, cadre de vie) / un pilier environnemental-climat / un pilier pédagogique. Ces orientations proposent, entre autres, de « Protéger durablement et réhabiliter comme lieu de mémoire le site des murs à pêches dans sa globalité, de révéler un pan de l'histoire de la commune, qui fut essentiellement agricole jusqu'au début du 20^{ème} siècle ». Source : <http://Montreuil-environnement.blogspot.fr/2010/04/propositions-pour-un-projet-agri-urbain.html>

catégorie d'acteurs entre en jeu, et pas des moindres car cette dernière a tendance à stimuler également les débats et les problématiques sociales de la ville : les habitants des murs à Pêches ...

4.1.3 La problématique tsigane.

Si les habitants des murs à pêches revêtent des enjeux particuliers c'est parce qu'ils sont majoritairement composés de populations tsiganes et roms. Bien qu'il a été difficile dans le cadre de notre méthodologie de recherche de mesurer et d'évaluer de manière pertinente les problématiques liées à ces populations, il nous a semblé important d'évoquer cette donnée qui reste omniprésente lorsque qu'on est confronté de manière directe au terrain. Les différents éléments que nous citerons dans la partie ci-dessous ont toujours été le fruit de contact indirect avec les populations roms et tsiganes via les discours et les témoignages d'autres acteurs (associations, mairie, riverains, etc.). Il aurait été intéressant dans le cadre de cette recherche d'aller à la rencontre de ces populations pour recueillir également leurs avis sur les questions que nous traitons. Néanmoins il est apparu très difficile, du fait du temps qui nous était imparti mais également du fait de leur mode de vie, d'aller à leur rencontre. A notre juste mesure nous allons donc essayer de faire remonter des questionnements intrinsèques à ces populations et essayer de comprendre en quoi elles stimulent le débat autour du devenir du quartier.

L'installation des populations tsiganes à Montreuil et plus particulièrement dans les Murs à pêches est due à des processus historiques liés à la transformation urbaine qu'a connu la ville tout au long du XXème siècle. Cette dernière les a conduit tout d'abord à sortir de Paris pour Montreuil puis à se diriger vers le Haut Montreuil lorsque le Bas Montreuil a connu son important développement économique. Enfin ils vont se diriger vers les derniers interstices libres de la ville se situant notamment dans le quartier des Murs à pêches. Ces populations sont parfois là depuis longtemps. On entend dire que des familles se seraient installées à Montreuil il y a 10, 20, 50 voir 100 ans en fonction des récits. Argument qui est souvent mis en avant par les populations tsiganes marquant ainsi leurs appartenances à la ville au même titre que « les autres montreuillois » pour reprendre l'expression de *François Fiard* alors chargé de mission en environnement à la mairie de Montreuil. *Pierre Mahey*, président de la Fabrique, nous dira même que certains se revendiquent comme des « libérateurs de la ville » ayant accroché eux mêmes les drapeaux de la France sur la Mairie de la ville en 1945. Si ce lieu d'habitat est donc traditionnel, les installations tsiganes semblent avoir pris une ampleur plus importante ces dernières années. En effet en 2001, lors d'une première étude, l'ADEPT (Association Départementale pour la promotion des tsiganes et des voyageurs en Seine-Saint-Denis), recensait au total dans le secteur des Murs-à-pêches, 17 sites et 36 ménages soit environ 143 personnes. En 2010 cette même association dénombrait 41 sites et 97 ménages pour 289 personnes (dont 90 sur l'emprise des 8,6ha du site classé). Le nombre d'habitant a donc doublé en une dizaine d'années⁵⁸.

⁵⁸ *Compte rendu de la réunion d'information du 10 février 2012 au sujet de l'étude État des lieux des occupations tsiganes menée par l'ADEPT en 2010 pour la mairie de Montreuil*



Figure 25: Superposition des implantations tsiganes (en rouge) et du périmètre classés des Murs à pêches (en vert). (Source ADEPT)

Aux populations tsiganes viennent s'ajouter une autre catégorie de populations qui est arrivée plus récemment dans le paysage Montreuillois. Arrivées de l'Europe de l'Est depuis une quinzaine d'années, notamment de Bulgarie et de Roumanie, les populations désignées comme « roms » se sont également au fil du temps installées dans les murs à pêches. Ce qui est intéressant c'est que dans l'imaginaire collectif tant que dans le discours des acteurs confrontés au quotidien à ces populations, la distinction entre roms et tsiganes reste ambiguë. Alors que les associations ont tendance à les mettre dans la même catégorie, les acteurs institutionnels appuient la distinction par leurs nationalités : les tsiganes de Montreuil étant aujourd'hui majoritairement français contrairement aux communautés roms. Bien qu'il serait intéressant de nuancer les caractéristiques propres à chaque population, ce qui est sûr c'est que cette implantation qu'elle soit rom ou tsigane a tendance à entraîner l'émergence de conflits nouveaux.

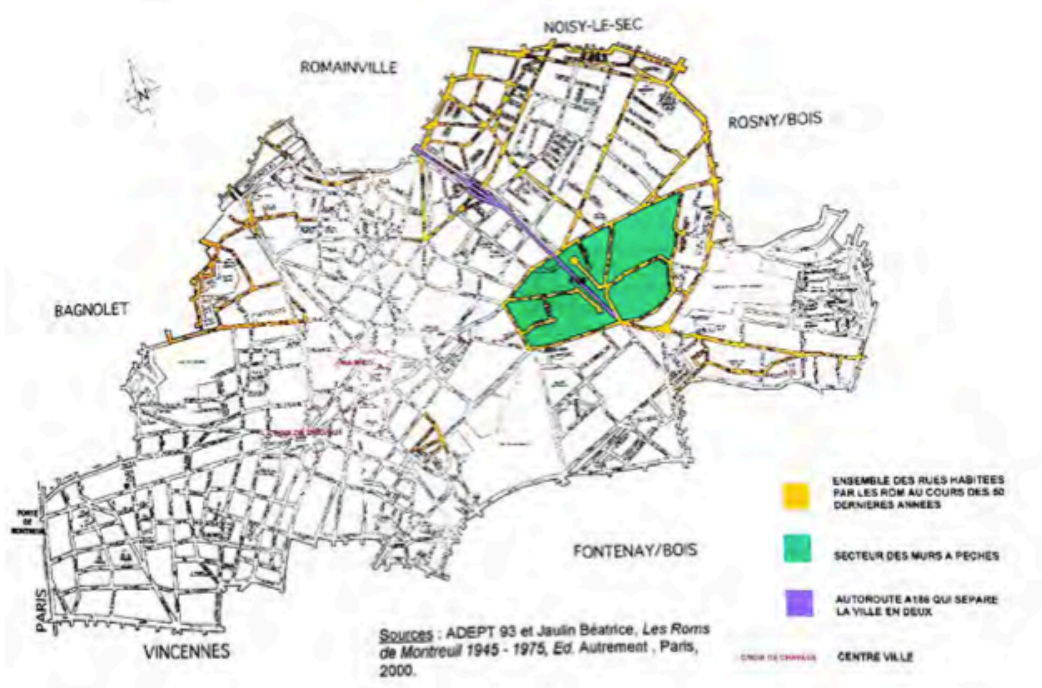


Figure 26: cartographie de la présence des roms à Montreuil. (Source ADEPT)

Nous retrouvons ces conflits territoriaux tout d'abord dans les relations que les associations tissent avec ces populations. Ces dernières soulignent souvent leurs présences comme un frein au développement de leurs activités et de leurs projets associatifs. Dans ce cadre, l'exemple de l'association *Rêve de Terre* est un cas d'école. En effet, située le long de la rue Saint Antoine, la parcelle de l'association est entourée de camps habités par des communautés roms. De ce fait cette parcelle est souvent réinvestie par ces populations qui s'en servent de décharge en jetant leurs déchets par dessus les murs et parfois comme toilettes à ciel ouvert. Cela a tendance à impacter de manière très forte l'esthétique et les perceptions du site mais également la capacité des associations à mettre en place leurs projets. Confronté à ces problèmes récurrents depuis des années certains membres de l'association démotivés, ont complètement abandonnés leur projet de valorisation agricole.

« Quand la mairie nous a cédé cette parcelle on était vraiment content, elle est vraiment grande, c'était intéressant pour porter un projet agricole. Mais on a vite déchanté lorsqu'on a vu qu'on était sujet à de nombreuses dégradations. Les Roms viennent tout détruire... Avant j'avais mis une porte là bas à l'entrée (...), elle a tenu deux jours avant d'être défoncée à coup de marteaux. Et puis ils fréquentent énormément ma parcelle comme toilettes ou décharge publique (...). Parfois également ils font des petites fêtes et laissent trainer toutes leurs bouteilles d'alcool. L'autre jour pour le festival ça nous a pris près de 2 semaines, 3 à 4 heures par soir pour retirer tous les déchets. Puis au bout d'une semaine c'est comme si on avait rien fait (...). L'autre jour je suis allé parler au chef du village qui habite juste à côté, il m'a dit qu'il me comprenait mais que c'était de la faute des enfants et qu'il pouvait rien faire contre ça (...), Ils font juste ça pour m'embêter je pense. J'en ai marre, je me suis dit que j'arrêtais tant que la mairie ne montrera pas une réelle volonté de faire changer les choses »⁵⁹.

Mais d'autres associations bien que n'en parlant de manière moins directe sont également confrontées à des problèmes de la sorte. Le *Sens de l'humus* lors d'un de ses ateliers de permaculture répondra ainsi à la remarque d'une participante qui s'interrogeait au sujet de la non présence d'élevage sur les parcelles de l'association :

« On y a beaucoup réfléchi et à une époque on souhaitait mettre des petits animaux sur nos parcelles, des poules notamment (...). Mais autour il y a beaucoup de renards, on aurait perdu nos poules à coup sûr. On s'est adapté aux voisins, et le choix de nos activités agricoles se fait également en fonction de ce qu'ils nous imposent »⁶⁰.

Ce témoignage nous permet de dégager une autre caractéristique importante. Il est arrivé au cours de nos enquêtes que les acteurs de terrains ne parlent des populations tsiganes et roms que lorsqu'ils en sont « obligés » et cela s'est souvent fait de manière très modérée, en utilisant des tournures indirectes et de nombreuses métaphores. Il semble que cela peut s'expliquer en parti par le fait que les membres d'associations, très militants, et généralement très à gauche, se refusent le plus souvent à montrer du doigt ces populations, bien que leurs découragements suite à leurs dégradations, affleurent souvent. Sujet tabou de la politique locale, ce « non dit » est pourtant une réalité de terrain très concrète à laquelle les acteurs sont confrontés au quotidien et qui impacte grandement la façon dont ils portent leurs activités. Ainsi les déchets en tout genre, les murs délabrés, les portes complètement cassées mais aussi les

⁵⁹ Entretien avec Peter, président de l'association *Rêve de Terre*, réalisé le mardi 24 Mars 2015 au niveau du secteur rue Saint Antoine, Montreuil.

⁶⁰ Intervention de Jérémie, lors de l'atelier de permaculture du *Sens de l'Humus* le Dimanche 22 février 2015, à Montreuil.

grilles, les talus anti-intrusions, les blocs de béton de la mairie, les portails ou les cadenas sont devenus des personnages récurrents des murs à pêche. Ils sont les matériaux intermédiaires des interactions souvent indirectes et conflictuelles qu'entretiennent associations et populations des murs à pêches.

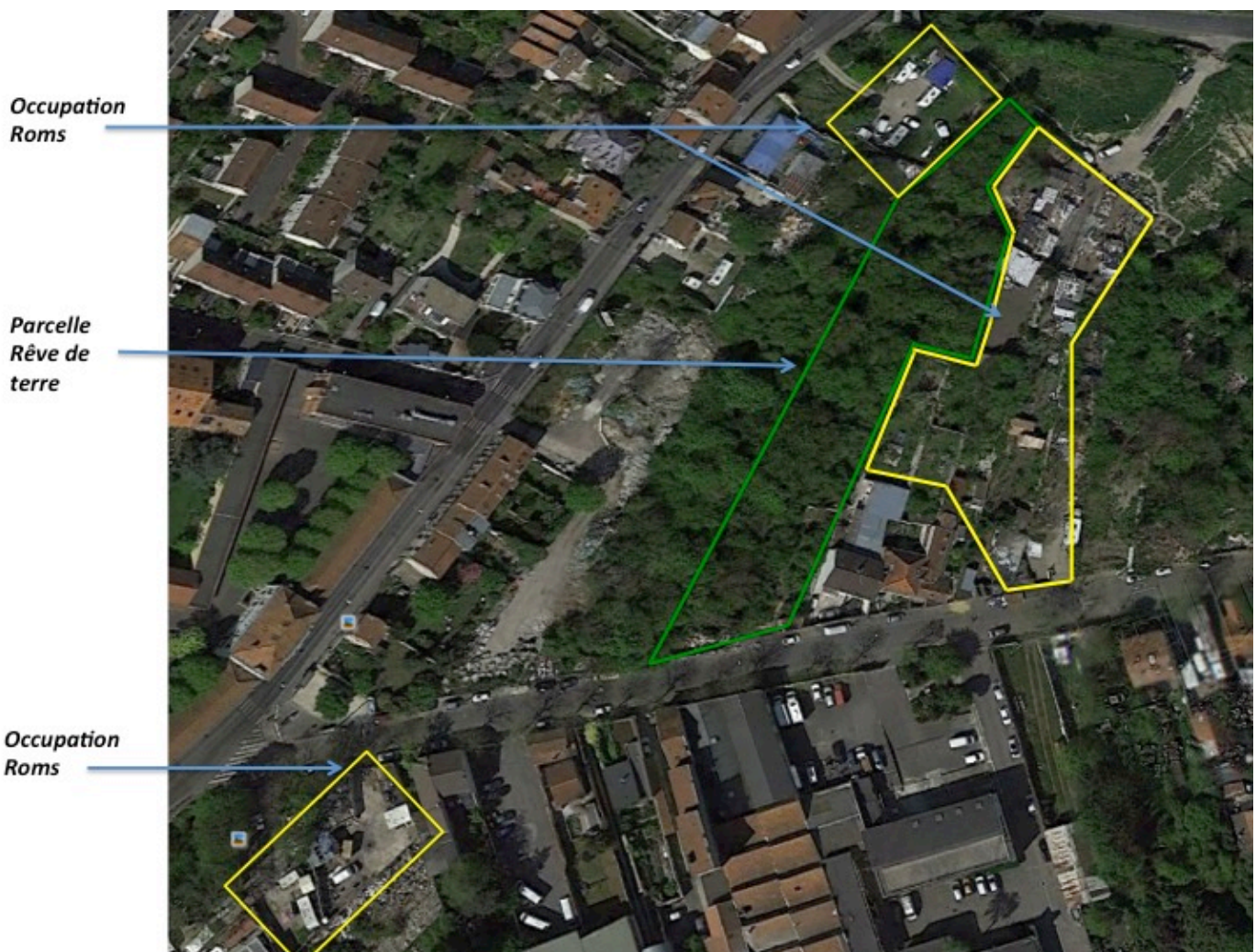


Figure 27: Situation géographique de la parcelle Rêve de Terre, rue Saint Antoine.

Comme nous pouvons le voir sur cette carte la parcelle de Rêve de terre se trouve entourée de plusieurs camps habités par des communautés Roms. Le plus souvent, ces camps sont séparés de la parcelle seulement par un mur en mauvais état et où de nombreux trous permettent de passer d'une parcelle à l'autre sans aucune difficulté. Très fréquentée par ces populations la parcelle rêve de Terre est occupée par les roms pour différents usages : stockage de déchets, toilettes à ciel ouvert, soirées en plein air... Lorsque nous passons à côté de la parcelle nous ressentons grandement ces occupations car ces monticules de déchets sont très visibles. De ce fait la parcelle apparaît comme peu entretenue et peu attirante. Du fait de ces occupations les équipes de l'association ont aujourd'hui du mal à y porter des projets agricoles. (Source image : google earth. Montage personnel).



Figure 28: La parcelle Rêve De Terre en image.

En haut à gauche, vue sur la parcelle de l'association depuis la rue. On aperçoit que la porte du local le long du grillage a été cassée récemment par des riverains. Les populations roms vivant autour de la parcelle (en haut à droite) utilisent la parcelle de l'association pour stocker de nombreux déchets impactant énormément l'esthétique du lieu (photos du bas). Source : site internet Rêve De Terre.

Mais de leur côté, si les Tsiganes et les Roms ont parfois des réactions qui peuvent sembler incompréhensibles et violentes (Pierre nous dira « *qu'ils ont déjà sorti les fusils* » face aux travaux d'Ilinia Mota paysagiste travaillant dans le cadre des murs à pêches) c'est parce qu'ils se sentent souvent menacés et mis en danger par l'arrivée de ces populations nouvelles que sont pour eux les associations. En effet chaque nouveau projet a tendance à venir bouleverser leurs équilibres, leurs habitudes et leurs modes de vie. De plus, si certaines familles refusent toute discussion avec la mairie et ne veulent rien changer, d'autres sont demandeuses d'amélioration de leurs conditions de vie (meilleur accès à l'eau potable, mise à disposition de conteneur à déchet) et sont même ouvertes à l'idée d'être relogées ailleurs si c'est dans des conditions qui leurs conviennent. Sur ce point l'ADEPT a récemment souligné lors d'une de ses études l'ambivalence des pouvoirs publics : promettant de se mobiliser en annonçant des projets pour les tsiganes et les roms mais ne débouchant sur rien de concret.

Entre les associations, les acteurs institutionnels et les riverains, les murs à pêches sont avant toute chose un territoire vécu. Le temps de veille dans la planification urbaine qu'a connu le quartier dans les décennies antérieures semble être à l'origine de ces processus d'appropriation tant individuels que collectifs. Ces phénomènes d'appropriation diversifiés ont tendance à se traduire par des différences de projection et d'appréciation des Murs à Pêche. Ainsi les acteurs, s'appropriant et lisant le lieu de diverses façons, ont tendance à s'opposer les uns aux autres de manière très forte. Cela semble s'être fait fortement ressenti lors des différentes instances de concertation organisées par la *Fabrique*:

« Le problème c'est qu'on a plein de petites énergies portées mais ces énergies sont dans l'isolement et s'opposent les une au autre. Chaque association croit que seul eux font des choses biens. Les suspicions portent majoritairement sur les différentes représentations du lieu »⁶¹.

Les positions de force et les conflits à répétition structurant aujourd'hui le débat public au sein des murs à pêches ont tendance à faire ralentir voir faire échouer de nombreux projets pour le quartier. En effet, les associations n'hésitent pas, le cas échéant à faire des recours lorsque qu'un projet semble s'opposer « *aux valeurs* » portés par l'association. Alors que de son côté, la mairie peut difficilement faire abstraction des attentes des associations et des populations roms et tsiganes dans leurs projets d'aménagement de la ville au péril de créer de véritables polémiques sociales.

Au delà de la dimension vécue dont est vecteur le territoire des murs à pêche, les acteurs institutionnels se voient confronter à d'autres freins tant administratifs que réglementaires. C'est notamment le cas des problématiques foncières. Et cela prend tout son sens aux portes de Paris où la très forte valeur du foncier rend difficile les différentes mesures de préservation des terres agricoles.

⁶¹ Entretien avec Pierre Mahey, président de la Fabrique, réalisé le Mardi 3 mars 2015 au café du « Va et Vient », Paris 20^{ème}.

4.2 Un foncier fragmenté

La maîtrise foncière est le point de départ de tout projet urbain, d'ailleurs comme le stipule le bureau Polyprogramme dans son étude de faisabilité: « *La mise en œuvre du projet d'agriculture urbaine de Montreuil repose en grande partie sur la disponibilité d'entités foncières suffisantes et territorialement cohérentes dans les Murs-à-pêches.* ». Hors dans les Murs à pêches, le foncier prend des allures chevaleresques. En effet ce dernier est parcellisé en de multiples petits fragments, appartenant à la fois à la Ville, à l'État, au Conseil Général (CG) ou à des propriétaires privés. En tout et pour tout plus de 200 propriétaires⁶²...

Néanmoins pour porter un projet urbain et notamment un projet agricole, des espaces d'une emprise importante sont nécessaires conditionnant ainsi la capacité de production et la rentabilité économique de l'opération. Mais du fait de ce parcellaire fragmenté, la mairie voit ses possibilités d'acquisition foncière limitées. Du côté des propriétaires privés, la municipalité dispose de peu de moyens d'action. En effet l'accord des propriétaires est souvent nécessaire à l'acquisition des parcelles. Hors ces derniers, même s'ils sont des descendants d'horticulteurs ne croient pas souvent en la faisabilité et à l'intérêt d'un projet agricole. De plus il reste plus intéressant pour eux de geler leur terrain dans des stratégies spéculatives où un changement de PLU passant leur terrain en zones constructibles leurs permettrait de les vendre à des prix bien plus haut que leurs valeurs actuelles. Certes la mairie peut disposer de certains outils plus ou moins incitatifs à l'image de l'acquisition de « la parcelle du parvis du collège »⁶³ qui a été possible grâce à une procédure de préemption suite à l'impasse des négociations à l'amiable. Ces procédures souvent longues, font émerger de nombreux retards dans la réalisation des projets et remettent en cause la notoriété et l'autorité des pouvoirs publics. A titre d'exemple, la procédure de préemption pour la construction du parvis du collège s'est soldée par une attente de plus d'un an, décalant ainsi de manière sensible la date de mise en fonctionnement effective de l'établissement⁶⁴.

Aux propriétaires privés s'ajoutent également des relations complexes entre les différents acteurs institutionnels : la ville, la région et le CG. Ces deux dernières institutions disposant d'énormément de parcelles au sein des murs à pêches :

« La région elle, voulait urbaniser ses parcelles, créer des services, répondre à la demande en logements (...). Mais au bout d'un moment la région a voulu vendre ses terres pour s'en débarrasser. L'ancienne mairie avait alors un arrangement avec le Conseil Général pour qu'il les rachète. Mais maintenant c'est le conseil général qui veut s'en débarrasser, et on avait pas les fonds nécessaires pour tout racheter »⁶⁵.

Ce qui apparaît finalement c'est que la ville de Montreuil ne maîtrise pas tellement son foncier au sein du quartier des Murs à pêches. Porter un projet sur des surfaces viables devient alors un véritable casse tête. Si bien que certains acteurs

⁶² Rapport final : Etude de Faisabilité Polyprogramme, 2012.

⁶³ Entretien avec Romain Joubert, bureau d'étude Coloco, réalisé le Mardi 24 février, rue du Faubourg Saint Antoine, Paris.

⁶⁴ Ibid

⁶⁵ Entretien téléphonique avec Patrick Petitjean, élu local de l'ancienne municipalité, réalisé le 15 Avril 2015 depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris.

avancent aisément que le foncier reste aujourd’hui « le plus grand problème des murs à pêches »⁶⁶. De plus les occupations des différentes parcelles ne suivent pas forcément les délimitations administratives de ces dernières. Il arrive également qu’il y ait une double occupation sur la même parcelle rendant les négociations souvent plus complexes et beaucoup plus longues.

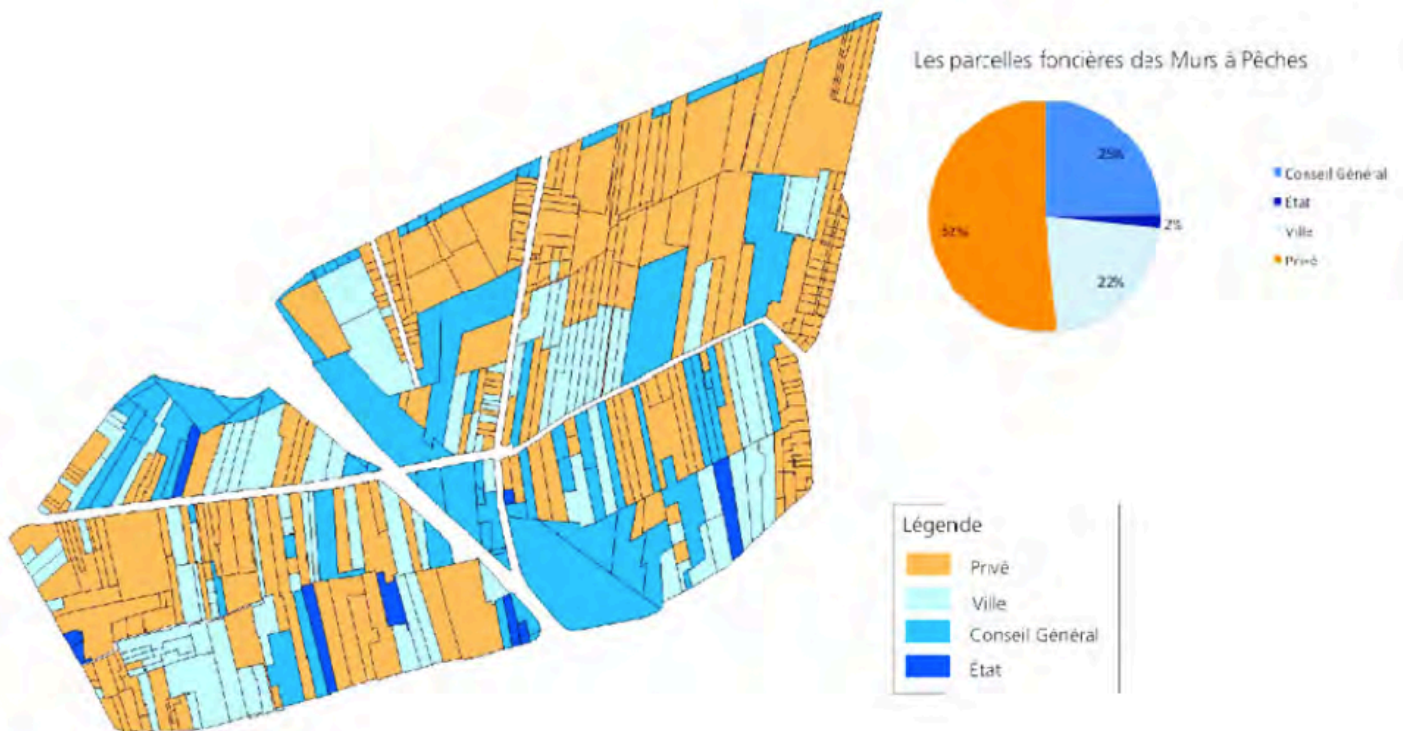


Figure 29: Cartographie du foncier dans les Murs à Pêche (Source étude de faisabilité bureau Polyporgramme)

Néanmoins il est important ici de souligner que la mairie écologiste a essayé de mettre en place des mesures pour insuffler une dynamique agricole foncière au sein des murs à pêches. Ainsi la plupart des zones du quartier passent sous délimitation NAG en 2011 (zone naturelle agricole)⁶⁷, démarche foncière permettant de souligner et de pérenniser le caractère agricole du site. Mais cette classification permet entre autre une autorisation de construire des bâtiments agricoles et cette démarche semble avoir été perçue par certaines associations comme une volonté de la mairie d’urbaniser une partie des murs à pêches. Le PLU va alors être saisi par quatre associations, une habitante et deux conseillers municipaux, le tribunal va donner raison au recours en jugeant irrégulière la procédure d’adoption. En cause : le manque de prescriptions relatives à la hauteur, à l’implantation et à la densité des constructions dans la zone.

« Les associations ont vu cette classification comme un biais, une porte ouverte vers une urbanisation croissante du lieu. Alors ils ont saisi le PLU au tribunal. J’ai vraiment l’impression qu’il y a un manque de confiance général, dès que la mairie fait quelque chose les associations vont tout faire pour trouver la petite bête et vice versa »⁶⁸.

⁶⁶ Ibid

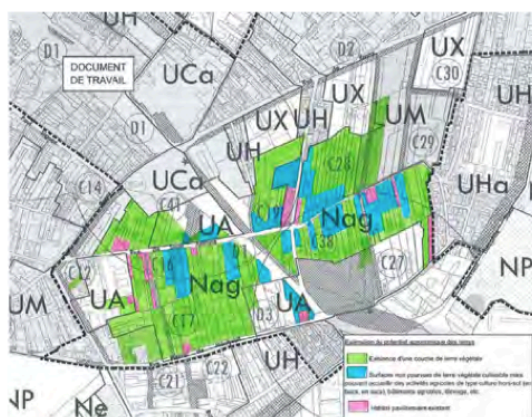
⁶⁷ Plan local d’urbanisme approuvé le 2 avril 2011 par le conseil municipal.

⁶⁸ Entretien avec Romain Joubert, Mardi 24 février 2015.

Enfin à Montreuil comme ailleurs le foncier semble se situer à la jonction d'intérêts individuels et collectifs ce qui rend la ressource difficile à mobiliser (Comby 1989). Et cela se vérifie particulièrement dans des espaces plus ou moins ouverts à destination agricole, car les différents acteurs d'une société y portent des besoins diversifiés qui ont tendance à se superposer et à se contredire. Ainsi dans le cadre des murs à pêches, certains employés de la mairie nous dirons la volonté qu'a mise cette dernière à mettre en place un PAEN en 2011 (*périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains*) afin de pérenniser la vocation agricole du site. La mise en place d'un tel outil nécessite l'accord du Conseil Général. Le PAEN ayant tendance à geler le foncier pendant une période assez longue et à limiter dès lors la diversité des valorisations, il a semblé peut intéressant pour le CG de bloquer ainsi une partie de leurs parcelles à Montreuil.

« Après le vote du PLU, nous avons essayé de mettre en place un PAEN afin de créer un véritable système agricole durable car le PAEN ne peut se mettre en place que sur des zones agricoles (...). On a alors fait les demandes auprès du Conseil Général mais il s'en foutait complètement. Je pense qu'il n'était pas prêt (...), et puis quand les associations ont fait sauter le PLU, ça a eu pour effet de modifier le zonage agricole et du coup ça nous a fait sauter aussi nos demandes de PAEN »⁶⁹.

Se pose alors la question des façons appropriées pour les décideurs publics de construire un PLU et de légitimer les classifications foncières. En effet même si les documents d'urbanismes sont parfois des outils de régulation des conflits d'usage sur les espaces agricoles (Torre et al, 2006), ils peuvent parfois, à l'image de ce qui c'est passé à Montreuil, les accentuer et creuser les processus de défiance qu'il existe entre les pouvoirs publics et les autres acteurs territoriaux.



Superposition de la zone naturelle du PLU et du potentiel agronomique des sols des différentes parcelles (source La Fabrique)



Cartographie des sols en terre naturelle et des sols artificialisés (source Coloco)

⁶⁹ Entretien téléphonique avec François Fiard, ancien chargé de mission en environnement à la mairie de Montreuil, réalisé le vendredi 27 Mars depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris.

4.3 Des sols pollués, des murs effondrés

De plus le passé récent du site, utilisé durant de nombreuses années comme une véritable décharge à ciel ouvert, a eu pour conséquence de polluer énormément les sols aujourd'hui très chargés en métaux lourds. De ce fait le débat sur la pollution des sols est devenu récurrent à Montreuil et constitue un fort outil de persuasion pour les opposants au projet agricole qui soulignent que celle-ci rend inenvisageable tout projet de production comestible. Les associations agricoles elles mêmes, se protègent d'éventuels problèmes sanitaires à l'image de la chartre du Sens de l'Humus qui décharge l'association de toute responsabilité lors d'une éventuelle consommation des produits.

Mais alors que le degré de pollution des sols est plus ou moins connu suite aux différentes études financées par la mairie, l'impact de ce dernier sur la production alimentaire et les risques sanitaires associés est lui sujet à débat. Et là encore nous assistons à des discours et à des résultats contradictoires en fonction des acteurs. Discours qui sont souvent basés sur des analyses faites par eux même. Un compte rendu de la Fabrique en 2013 soulignera ces divergences: « *La question de la pollution que nous avons abordé lors du deuxième temps de travail autour des études a refait débat. Le représentant de l'association MAP prétend que des analyses de végétaux ont montré des pollutions dans les fruits (pêches). La ville répond que les analyses menées durant trois ans par la DRIAAF ont justement montré qu'il n'y a aucun niveau de pollution dans les fruits.* »⁷⁰. Ce débat s'est retrouvé envenimé par le fait que les rares terrains non pollués sont ceux qui ont été récupérés pour la construction du collège d'une part et de la piscine écologique d'autre part.

Il apparaît que l'un des problèmes c'est que cette pollution est souvent très localisée, ce qui nécessiterait une analyse parcelle par parcelle et zone par zone au sein de chaque parcelle. L'état des sols détaillé ainsi que leur composition restent aujourd'hui en grande partie inconnus, y compris par les propriétaires ou les locataires de parcelles. Ainsi le président de l'association *Rêve de Terre* nous dira que sa parcelle est « très polluée » mais qu'il « ne sait pas trop où se situent les endroits les plus pollués » de ceux qui le sont moins, ce qui rend difficile pour lui « d'envisager de consommer ses produits »⁷¹. Un autre témoignage provenant d'un propriétaire d'un jardin familial illustre également ces processus de confusion concernant la pollution des sols :

*« Je pense que mon jardin est pollué comme partout dans les murs à pêches, mais bon je ne pense pas que ça se retrouve dans les fruits, de toute façon je m'en fiche un peu, je consomme tout quand même »*⁷².

Aux problèmes de pollution des sols viennent alors se rajouter l'entretien des murs. Ces derniers classés en tant qu'éléments patrimoniaux n'ont jamais fait l'objet d'un réel entretien particulier, mis à part les murs délimitant les parcelles de certaines associations ou jardins familiaux. Ainsi beaucoup sont tombés en décrépitude au fil des années. Hors la restauration des murs est posée souvent comme préalable à la mise en œuvre d'un projet agricole situant cette question à la croisée des enjeux liés à l'aménagement du quartier. Cela sous entend également que derrière la volonté de

⁷⁰ *Compte rendu de la Fabrique du mercredi 30 Mars 2011 : « faisabilité d'un projet agricole dans les Murs à pêches. »*

⁷¹ *Entretien avec Peter, président de l'Association Rêve de Terre, le Mardi 24 Mars à Montreuil.*

⁷² *Entretien avec Patrick Fontaine, locataire d'un jardin familial, le Mardi 26 Mai à Montreuil.*

valoriser l'espace en agriculture urbaine, se cache également une volonté de travailler à la mise en valeur du patrimoine de la ville

De nombreux débats sur la manière de refaire les murs à pêche restent au jour d'aujourd'hui en suspens. Alors que certains prônent la manière traditionnelle, d'autres essayent de proposer des alternatives moins coûteuses pour rétablir ces murs. En effet le coût de restauration à l'identique reste aujourd'hui très élevé car les matériaux en question ne se trouvent plus forcément dans la région et les chantiers nécessite l'emploi d'artisans extrêmement qualifiés. Il a été estimé qu'un mètre carré de mur restauré à l'identique coûterait entre 2000 et 3000 euros⁷³. Mais au delà du coût, le débat porte également sur la question de savoir quel est le sens de refaire les murs à l'identique dans la mesure où le modèle agricole dans lequel ils fonctionnaient n'existe plus. De plus il apparaît que dans de nombreux cas les murs ne sont plus utilisés pour un usage précis y compris par certaines associations qui les ont eux mêmes restaurés (c'est le cas de l'association les Jardins de la Lune par exemple ou du Sens de l'Humus)! En effet les murs des parcelles des associations sont rarement utilisés pour palisser des arbres suivant les techniques anciennes. Certains pensent même que les murs à pêches, en tant que structure, étaient adaptés à une culture et à une époque particulière : déconnectés des réalités et des systèmes de production d'aujourd'hui il n'y aurait pas forcément de sens de vouloir y ré-introduire une production agricole surtout si celle-ci n'a pas de lien avec la structure bâti des murs. Patrick Petitjean maire adjoint sous l'ancienne municipalité nous dira même que restaurer les murs était « *plus une question de principe* » afin de « *restaurer et valoriser le patrimoine passé* » mais que finalement il n'y avait pas eu de « *réelles réflexions sur les véritables usages futurs de ces murs* »⁷⁴.

Cette idée est relativement partagée, et l'une des commandes passées par la mairie aux paysagistes était d'imaginer une nouvelle typologie de murs à travers une diversité d'usages possibles et donc une gamme de traitements déclinables selon les programmes et l'état des murs. Cela aurait notamment nécessité de traiter chaque type de murs sur mesure. Les membres du bureau d'étude mandaté souligneront que ce travail nécessiterait d'atteindre un certain niveau de détail dans la réalisation des projets futurs. Un niveau de détail qui n'existe aujourd'hui toujours pas.

Enfin il est important de souligner que de leurs coté certaines associations (MAP mais aussi *Lez'arts dans les murs*) mènent de manière ponctuelle des chantiers de restauration des murs, avec des personnes en insertion ou des jeunes. Mais il apparaît que la nouvelle municipalité leur a supprimé les subventions permettant de mettre en place ces chantiers qui se sont donc, par manque de moyen, raréfiés.

Ainsi la pollution des sols, couplée aux problèmes de restauration des murs, semble être à la croisée des enjeux liés à la faisabilité d'un projet agricole pour le quartier des Murs à pêches. Et si ces deux facteurs posent tant de problèmes c'est parce qu'ils nécessitent un coût de mise en œuvre et d'entretien très important que la mairie ne peut pour le moment pas débloquer. D'ailleurs les associations reprochent souvent à la mairie son manque d'action vis à vis de ces problèmes. En effet alors que les associations se disent prêtes à porter un projet agricole par elles même, à partir du

⁷³ *Compte rendu de la Fabrique du mercredi 30 Mars 2011 : « faisabilité d'un projet agricole dans les Murs à pêches. »*

⁷⁴ *Entretien téléphonique avec Patrick Petitjean, Mercredi 15 avril 2015.*

moment où les murs seront restaurés et les sols dépollués, la mairie est obligée de refuser leurs différentes demandes par manque de fonds nécessaires. Nous pouvons dire que nous sommes ici dans une dynamique territoriale qui tourne à vide, où les projets des associations sont refusés ou limités par des contraintes techniques ou budgétaires initiant ainsi de nouveaux processus d'incompréhension et un manque croissant de réalisation territoriale concrète.

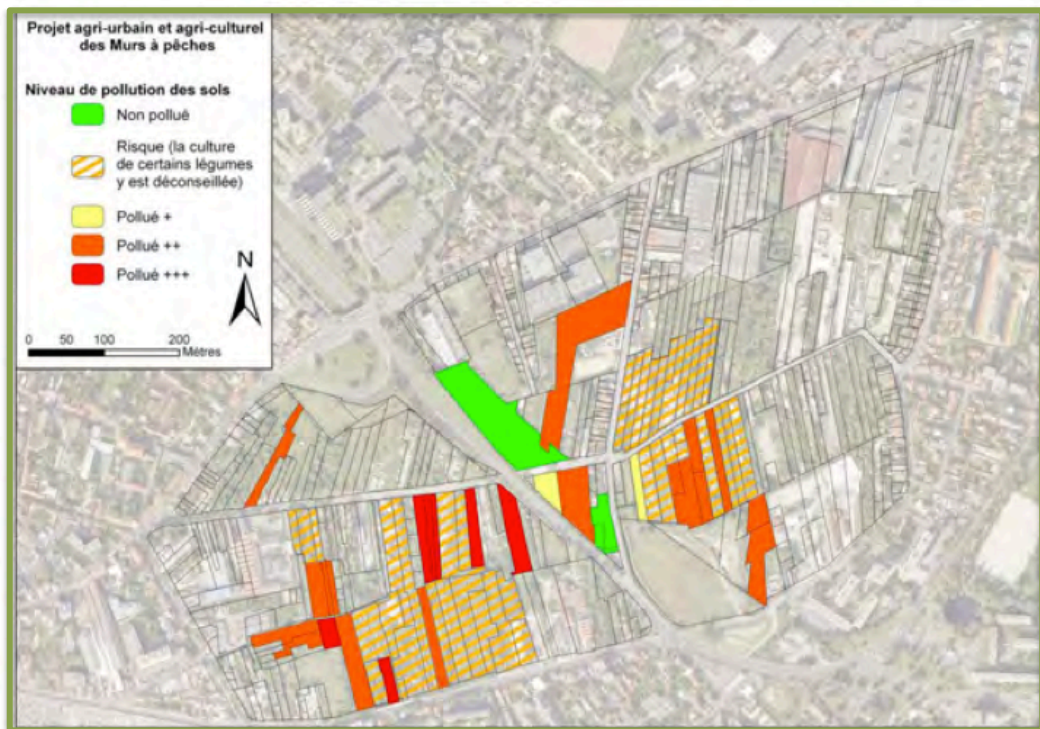


Figure 30: Cartographie de la pollution des sols dans les Murs à pêches (source : Diagnostic polyprogramme, 2012).



Figure 31: Des murs fortement dégradés...

Illustration de l'état parfois très endommagé des murs. Photo personnelle prise dans le secteur de l'impasse Gobétue en Mars 2015.

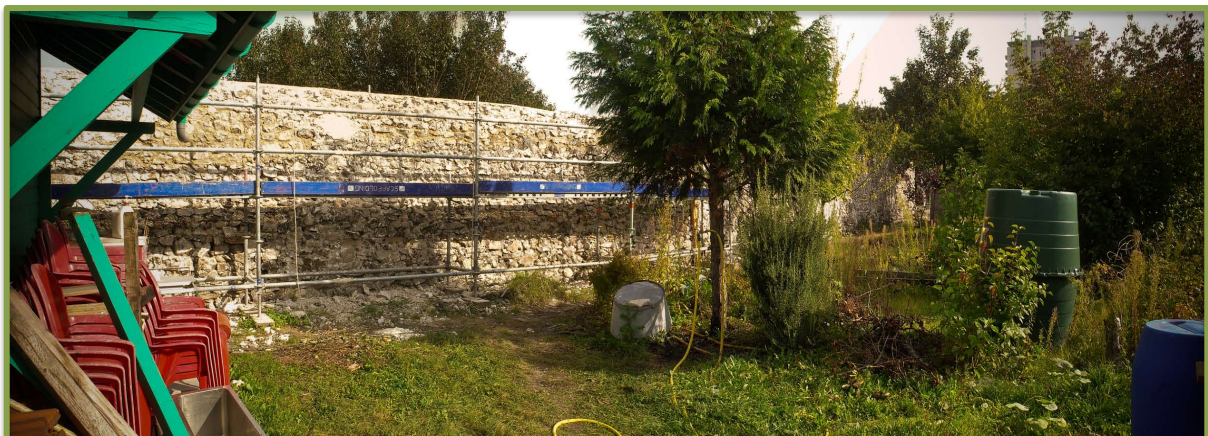


Figure 32: Chantier de restauration des murs porté par l'association MAP en 2012 (Source : photo de Romain Joubert, Coloco).

4.4 Murs à pêches et espace public : l'impossible équation ?

A ce stade de la réflexion, une question nous paraissait essentielle à aborder. Quelle place doit prendre l'espace public au sein des Murs à pêches ? Ce dernier étant souvent défini par un espace disposant d'une certaine ouverture physique et d'une ouverture au regard à la fois de son accessibilité et de sa visibilité mais également par l'impersonnalité s'y créée⁷⁵. De cette définition empruntée au sociologue Joseph Isaac (1998), nous pouvons dire que les Murs à pêches ne sont actuellement pas un espace public, puisque de nombreux points d'observations révèlent un site fermé, peu accessible et fortement approprié. Dès lors penser le futur des Murs à pêches amène de manière directe les questions liées à l'espace public. Entre ouverture et fermeture du site, entre le vu et le non vu, quels sont les modèles d'aménagement du territoire qu'il serait intéressant d'aborder dans le cadre de la valorisation du quartier Saint Antoine ? Il convient de dire que la mairie, le bureau d'étude Coloco ainsi que la plate forme citoyenne de la Fabrique ont essayé de se pencher sur ces questions, qui comme nous allons le voir, restent très complexes.

Coloco avait imaginé dans sa chartre paysagère plusieurs figures destinées à ouvrir l'espace et à le rendre « plus visible et attractif »⁷⁶. Tout d'abord il a été proposé d'aménager, le long de la ligne du Tramway, des alcôves donnant sur les parcelles des Murs à pêches et sur les grands équipements (piscine écologique, collège) conférant aux usagers une visibilité constante sur ce qui se passe à l'intérieur des murs. Cette séquence d'espaces créant « un véritable continuum »⁷⁷ se voulait de relier l'entreprise Mozinor à la place du marché des Ruffins traversant ainsi une bonne partie du Quartier Saint Antoine. Des chemins entièrement piétons surélevés ont également été imaginés pour permettre aux riverains de cheminer à l'intérieur des murs à pêches. Certains tronçons du chemin ont été pensés à travers des approches thématiques permettant ainsi de traverser des écosystèmes diversifiés tels que *zones humides*, *des jardins de la biodiversité* ou des *espaces boisés* et « renforcer ainsi l'aspect pédagogique de l'espace »⁷⁸. Enfin la troisième figure sur laquelle s'est penché le bureau d'étude Coloco concerne l'aménagement des routes et des places au sein du quartier Saint Antoine. Ces dernières ont été pensées comme des espaces spécifiques qui parlent de l'histoire du site mais aussi des activités contemporaines qui s'y développent. L'idée était alors de renforcer le rôle multifonctionnel de ces espaces en leurs permettant d'accueillir différentes fonctions urbaines : rencontres, événements, services, stations, gestions des eaux pluviales, etc.

⁷⁵ Joseph Isaac, *La ville sans qualités*, Editions de l'Aube, 1998 ; p48

⁷⁶ Entretien avec Romain Joubert, bureau d'étude Coloco, réalisé le Mardi 24 février 2015.

⁷⁷ Quartier Saint Antoine Mur à Pêches, Chartre urbaine et paysagère, Coloco, 2012

⁷⁸ *Ibid*

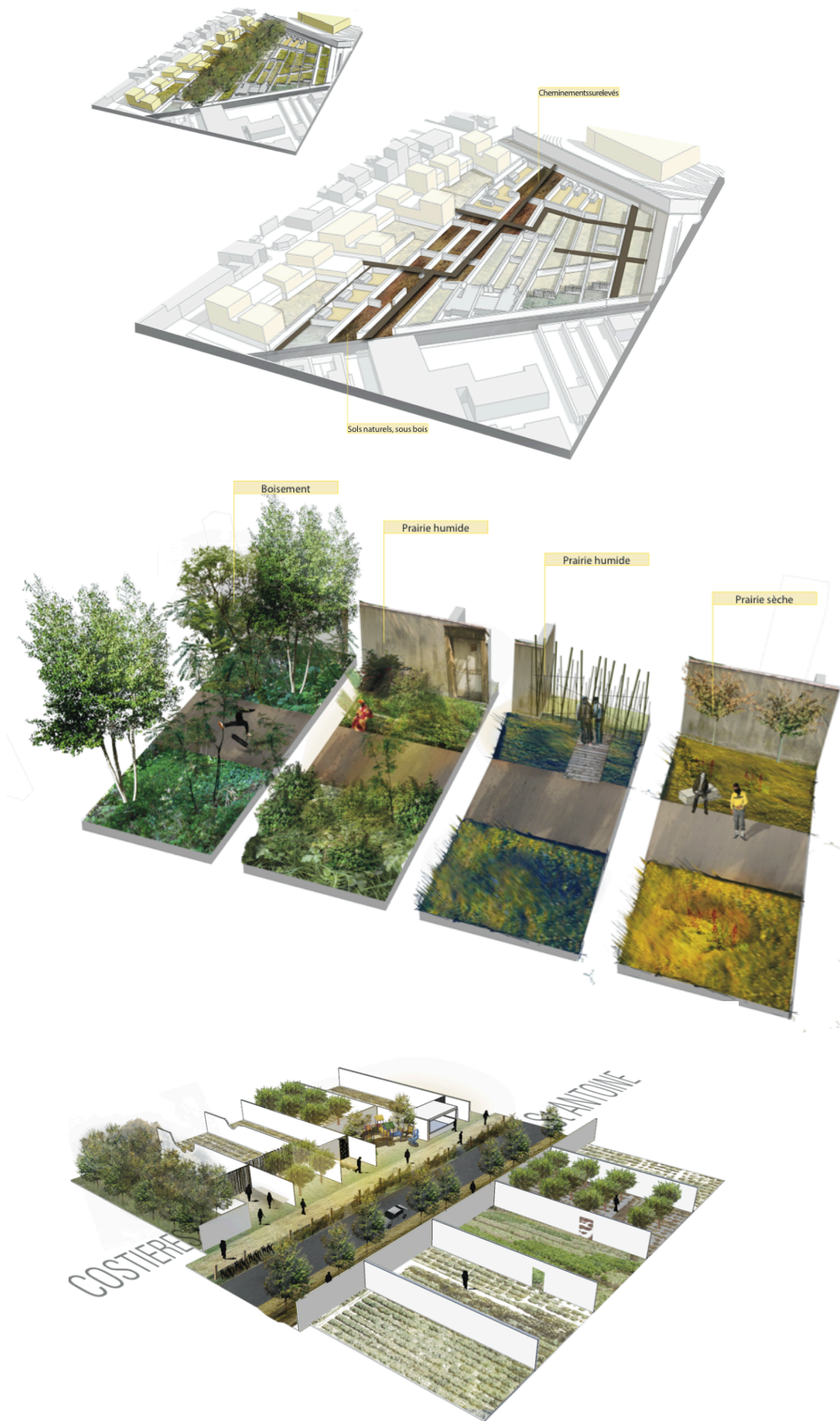


Figure 33: Penser l'espace public au sein des Murs à Pêches, les propositions de Coloco

Illustrations des figures d'espaces publics pensées par le bureau d'étude Coloco. L'image en haut présente les chemins surélevés passant à l'intérieur des Murs à pêches. Ceux à même le sol peuvent être pensés de manière thématique en traversant des milieux végétaux représentatifs de certains écosystèmes (image du milieu). Enfin les rues et places traversant le quartier sont également pensées pour être des espaces multifonctionnel conciliant plusieurs fonctions urbaine (image du bas). Sur cette dernière nous apercevons la division de l'espace entre passage piétons et voie de circulation. Des alvéoles donnant sur l'intérieur des murs à pêches et permettant aux visiteurs de voir ce qui s'y passe ont également été imaginées. (Source : Quartier Saint Antoine Mur à Pêches, Chartre urbaine et paysagère, Coloco, 2012).

Mais là encore les propositions de Coloco ont été confrontées à de nombreux freins en commençant par le budget de la ville. Ainsi Pierre Mahey nous dira que la première proposition du bureau, qui était de créer un projet éphémère de passerelle et de belvédère permettant de donner une ligne d'horizon au niveau des murs, a été refusée en conseil municipal sous prétexte qu'elle était « trop ambitieuse » et « trop chère »⁷⁹.

Mais avant ces contraintes budgétaires, ce qui contraint les décideurs publics c'est que là encore les questions d'ouverture du site ne font pas consensus. Ainsi un premier groupe d'acteurs semble se positionner radicalement contre ces nouveaux cheminements questionnant leurs intérêts et soulignant les différents risques. En effet certaines associations (MAP, le Sens de l'humus, Lez'art dans les murs) voient dans ces processus d'ouverture du site une menace « destructrice » où une fréquentation trop importante serait néfaste à la protection du patrimoine des Murs à pêches : « *traverser pour traverser peut être destructeur* », « *si les Murs à pêches ont résistés c'est aussi parce qu'il y a peu de cheminements qui permettent d'y accéder* »⁸⁰. C'est également le cas des tenants d'un projet agricole qui voyaient dans l'ouverture du site un frein au développement « *d'une activité agricole sérieuse* »⁸¹. De plus les murs sont vus comme une enceinte protectrice pour les populations roms et tsiganes. En effet le non vu que leurs permettent ces murs empêchent l'insistance des regards indiscrets limitant dans une certaine mesure les processus de dénonciation et d'exclusion. L'ouverture de l'espace est alors perçue comme une menace à leur mode de vie.

Au contraire, certains pensent que des ouvertures nouvelles sont possibles et nécessaires soulignant l'aspect confidentiel voir privé des murs à pêches lorsque seul une minorité en profite en quotidien. En effet, il ressort que les associations sont souvent vues comme des gens qui « privatisent les terrains ». Dans l'imaginaire collectif il arrive régulièrement de les percevoir comme les propriétaires des terrains suite à leurs actions qui ont tendance à mettre de nombreux riverains à l'écart des dynamiques associatives⁸². D'ailleurs nos enquêtes de terrain auprès des montreuillois ont relevé que plus de 55 % des personnes interrogées souhaitaient un espace plus « ouvert », avec des accès libre et régulier, même si ces derniers ont du mal à décrire la forme plus précise que pourrait prendre cet espace public voulu.

Enfin d'autres acteurs (bureau d'étude, élu territorial, conseil de quartier), soulignent l'intérêt des grosses opérations d'aménagement telles qu'elles ont été déployées par la mairie (piscine écologique, site de maintenant du tram). Pour certains ces équipements sont vus comme des éléments structurant qui permettent de faire avancer « les projets du site, l'ouverture et la lisibilité de ce dernier, et de répondre aux besoins de certaines populations en marge »⁸³.

La question de l'ouverture du site reste donc essentielle dans le futur du quartier Saint Antoine. D'ailleurs certaines associations, en marge de celles qui existent déjà ont

⁷⁹ Entretien avec Pierre Mahey réalisé le Mardi 3 mars 2015 au café du « Va et Vient », Paris 20^{ème}.

⁸⁰ Compte rendu de la Fabrique « le vu et le non vu dans les Murs à pêches ». Janvier 2011.

⁸¹ Ibid

⁸² Compte rendu de la fabrique des ateliers du 8 et 9 Mars 2011 : « Territoire vivant : dynamiques, contraintes et Synergies »

⁸³ Quartier Saint Antoine Mur à pêches, Chartre urbaine et paysagère, Coloco, 2012

commencé des actions dans ce sens. C'est le cas d'Iliana Mota, paysagiste travaillant dans le cadre des Murs à pêches et le laboratoire du dehors composé majoritairement d'architectes riverains. Leurs actions : déchiffrer régulièrement des parcelles afin de les rendre accessibles et praticables. En effet dans un cadre où la fermeture du site est essentiellement due à un climat social et humain dégradé mais également à l'envahissement du végétal qui a transformé certaines parcelles en petite jungle, les nettoyer et les défricher est déjà en soi une avancée dans l'ouverture du site. L'espace alors ouvert, engage les habitants comme les pouvoirs publics sur son devenir, sa gestion et son appropriation. Mais voilà, cela fait presque deux ans que les chantiers du *Laboratoire du Dehors* ont commencé et les discours et le vécu des acteurs restent les mêmes. Afin d'illustrer cette idée nous reprendrons le témoignage de Pierre, président de la Fabrique, qui résume bien selon nous, la pensée générale :

« L'espace public n'existe pas dans les Murs à pêches, il n'a plus le droit à la parole. C'est un fonctionnement un peu hors norme, hors la loi, ou les jeux d'acteurs tellement complexes ont rendu la puissance publique complètement démissionnaire. Il en résulte un espace très privé, très confidentiel où l'entre soi et les démarches individuelles sont les maîtres mots »⁸⁴.

Malgré la volonté affichée de la municipalité de vouloir créer un espace public, il semble que cela ne se soit traduit pour le moment par aucune réalité de terrain, renvoyant le jeu complexe d'acteurs des murs à pêches à une évolution intrinsèque et peu contrôlée. On voit ici comment peut se négocier l'espace public à travers des allers-retours complexes entre formalités et informalités, entre droits commun et relations personnelles ou encore entre des engagements politiques, personnels et collectifs. Il apparaît également que la gestion du quartier a pour le moment été déléguée majoritairement aux associations et aux riverains sommés de se débrouiller entre eux, pour le meilleur ou pour le pire...

Enfin, derrière des questions d'espace public se cachent des raisonnements beaucoup plus intrinsèques aux (nouvelles) façons de gouverner la ville. Quelle légitimité et responsabilités peut-on accorder aux associations et aux riverains ? A partir de quel moment la société civile atteint ses limites et où les pouvoirs publics sont obligés d'intervenir ? Comment prendre en compte la variabilité des points de vue des acteurs afin de croiser des approches Bottom up et projets d'aménagement de la mairie ? Et surtout dans quelle mesure peut-on et doit-on le faire ?

Dans le cadre des Murs à pêches et des différentes dynamiques d'appropriation qu'ils ont connu au fil des années, la place de l'espace public reste une question épineuse où la variabilité des points de vue des acteurs amène sans cesse le débat dans l'impasse. En tous cas ce qui est sûr c'est que l'espace public amène des réflexions nécessaires sur la légitimité et le bien fonder des actions des différentes associations et sur la conciliation entre appropriation personnelle et aménagement collectif. Cela nous a amené dans une dernière partie de ce mémoire à faire un état des lieux synthétique de nouvelles réflexions sociales émergentes que nous avons pu identifier au cours de notre travail de terrain. Nouvelles formes qui ont tendance à travailler sur la réconciliation entre intérêt personnel et intérêt collectif et qui pourront peut-être à terme faire émerger un futur alternatif dans les Murs à pêches de Montreuil.

⁸⁴ Entretien avec Pierre Mahey, président de la Fabrique, réalisé le Mardi 3 Mars à Paris.

4.5 Penser l'avenir : un renouveau pour les Murs à Pêches ?

Si le quartier des Murs à pêches a connu ces dernières années une histoire mouvementée, c'est avant tout parce que c'est un territoire apprécié, vécu et où l'imaginaire et l'énergie portés par les acteurs conditionnent au quotidien l'évolution du quartier. De nombreuses réflexions ont émergées, entre réflexion agricole et culturelle et appropriation collective et individuelle. Néanmoins la plupart des projets d'aménagement du site dans son ensemble sont souvent restés des mots sur un papier et ne se sont caractérisés par aucune réalité de terrain du fait des nombreux points de blocage que nous avons déjà évoqué. Néanmoins le bilan n'est pas tout noir, si l'on peut se permettre ici une certaine subjectivité. En effet du fait des dynamiques récentes qu'a connu le quartier, les Murs à pêches ont été un véritable laboratoire d'expérimentation sociale où l'analyse du jeu d'acteurs apporte des renseignements nouveaux sur la façon de gouverner et de gérer une ville de manière plus participative et plus démocratique. A priori cela n'est pas prêt de s'arrêter : chaque jour de nouvelles réflexions, idées et projets émergent dans la tête des acteurs territoriaux. Il arrive que certaines de ces idées se situent en marge de ce qui se fait déjà. Jugées parfois comme « trop progressistes »⁸⁵ ou encore « trop rêveuses »⁸⁶, elles ont néanmoins l'avantage de porter toujours un petit peu plus le débat vers l'avant en initiant de nouvelles dynamiques que les acteurs peuvent alors s'approprier de diverses manières. La partie ici présente récence de manière non exhaustive quelques idées émergentes que nous avons pu identifier dans le cadre de notre travail de terrain.

4.5.1 Ca bouge chez les Roms

En 2010, le paysage des Murs à pêches a vu naître une association un petit peu particulière. L'association *Ecodrom* est une « association d'habitant » ou « association de voisins »⁸⁷, comme ils se définissent eux même, née autour de l'idéologie d'une personne appelée Colette et de sa volonté d'aider une famille de rom qui était alors installée à deux pas de chez elle et vouée à l'expulsion. Elle réussit à l'époque à fédérer des voisins et des amis qui vont prendre en charge cette famille et leur trouver un autre endroit dans Montreuil afin de leur éviter l'expulsion. Au fil des années leurs actions ont englobé plusieurs familles et se sont grandement diversifiées. Ainsi l'association gère aujourd'hui deux parcelles. La première se situe dans le Haut Montreuil à la ferme Mouloux, où les familles sont invitées à cultiver des parcelles en maraîchage biologique et où les produits sont directement valorisés en autoconsommation. La deuxième parcelle se situe au cœur des Murs à pêches, rue de Rosny. Grande de 1700 m², elle a pour principal objectif d'héberger une petite communauté Roms.

L'action d'Ecodrom est donc motivée par la solidarité et animée par une profonde volonté d'aider ces populations en détresse. Au départ une mobilisation citoyenne

⁸⁵ Entretien téléphonique avec Iliana Mota, paysagiste, réalisé le Lundi 4 Mai 2015 depuis la Cité Internationale Universitaire de Paris

⁸⁶ Ibid

⁸⁷ Entretien avec Colette, président de l'association Ecodrom, réalisé le Lundi 06 Avril 2015 au niveau de la ferme Mouloux, Montreuil.

contre une expulsion a aujourd'hui évoluer en un organe d'appui et de suivi pour les populations Roms. L'association fait ainsi du suivi scolaire pour les enfants, suit les adultes dans leurs démarches auprès de pôle emploi et les invite même à participer de manière concrète à la vie locale. Lors des élections municipales de 2014, l'association avait démarché des bus pour permettre aux familles de Roms de se rendre au bureau de vote. De plus l'association investit aussi les familles dans un certain nombre d'évènements de la ville et du quartier. Par ailleurs, en travaillant notamment avec le collectif d'architecte *Quatorze* présent également dans le quartier de Montreuil, ils ont initié de nombreux chantiers participatifs pour permettre à certaines familles Roms de disposer de sanitaires et d'un accès à l'eau potable.

Grâce à sa capacité fédératrice et à l'énergie que dégage Colette au quotidien, les actions de l'association, bien que restant pour le moment localisées sur deux parcelles (celles gérées par l'association), ont le mérite de participer à une meilleure intégration des Roms à la vie locale. En effet en fédérant des voisins, des amis, des habitants, en invitant les Roms aux différents évènements portées par la mairie ou en leur permettant de vivre de manière plus confortable, les actions de l'association tissent des liens entre des populations différentes qui ont tendance au quotidien à se méfier les uns des autres. L'association participe dans une certaine mesure à une dé-diabolisation des populations Roms. Même si cela reste pour le moment « anecdotique et concerne peu de riverains »⁸⁸ comme le stipule Colette, présidente de l'association *ecodrom*, la dynamique à l'avantage d'exister et pourrait à terme être réappropriée par les décideurs publics dans le cadre d'une mixité sociale plus juste et plus solidaire au sein des Murs à pêches.



Figure 34: Une agriculture pour les populations Roms ?

Photo prise sur la parcelle de l'association Ecodrom à la ferme Mouloux. Plusieurs familles de roms y cultivent quotidiennement des fruits et des légumes. Ils disposent alors entièrement des produits alimentaires issus de cette exploitation (Photo personnelle prise en Avril 2015).

⁸⁸ *Ibid*



Figure 35: Construction de sanitaires pour les roms sous forme de chantier participatif. (Source : site internet de l'association Ecodrom. Photos datant de 2014)

4.5.2 Entretien la Friche pour mieux l'aménager ?

Nous évoquions précédemment les actions de Liliana Motta, paysagiste qui a lancé depuis quelques années tout un programme de restauration des friches en partenariat avec le *Laboratoire du Dehors*. Nous proposons ici de détailler plus profondément les dynamiques qu'elle a initié au cœur des Murs à pêches. Grâce à un financement débloqué par le Ministère de l'écologie dans le cadre du plan « restaurer et valoriser la nature en ville » initié en 2009, Liliana mobilise ainsi de manière régulière des jeunes paysagistes en Ile de France dans le cadre de la réhabilitation de zones de friches. Contactée par la mairie de Montreuil, Liliana et son collectif vont tout d'abord intervenir sur la zone de la Prairie. Véritable zone franche au sein de l'impasse Gobétue, cette parcelle appelée la Prairie par les différents acteurs territoriaux à pour objectif d'accueillir des événements ponctuels organisés par la mairie ou par certaines associations (concert de plein air, festival etc...). Identifiée par la mairie comme « l'un des seuls espaces publics des Murs à pêches »⁸⁹, elle n'est occupée au quotidien par aucune association suite à la volonté publique de la préserver comme un « lieu collectif et de partage »⁹⁰.

La prairie alors en friche, Liliana Mota et ses équipes vont donc intervenir sur le site dans le but de dessiner un nouvel espace collectif. Les membres de l'équipe vont alors définir leur approche comme « *une méthode d'élaboration du projet de paysage qui prenne réellement en compte l'existant, au premier chef, les relations entre les êtres vivants et qui le composent. Ces lieux appellent à un traitement différent qui ne peut se faire sans tenir compte des hommes présents sur place et de leurs activités* »⁹¹. Cette idéologie globale va alors se déployer sur plusieurs niveaux. Cela va tout d'abord se traduire à travers la mise en place d'une certaine relation aux matériaux et aux végétaux : tout va se faire à la main. Ensuite cela va se traduire dans un rapport et une confrontation directe avec les personnes présentes sur le terrain : les associations, les habitants, les passants, les montreuillois, les roms, les tsiganes ou tout simplement des touristes de passage. Le collectif expliquera à travers ces différents comptes rendus de terrain que les chantiers ne sont pas qu'un travail de paysagiste mais également des moments de rencontre et d'échanges, dans le sens où ils cherchent à prendre en compte les différences de points de vue et de perception d'un même territoire et à provoquer et encourager la démarche de l'espace public et de la gestion collective. François Fiard, alors chargé de mission à la mairie nous dira que cette première intervention a permis de faire émerger un temps d'entente cordiale où l'action portée par Liliana Mota a permis de créer un résultat physique, spatial et formel dans le cadre d'un accord entre les différents acteurs. En effet ces derniers sont aujourd'hui d'accord sur la signification de ce qu'est la prairie et sur la manière dont elle doit être valorisée dans le futur. Et cela se fera uniquement à travers des démarches collectives. Même si la situation intrinsèque à la prairie fait qu'elle est plus accessible par certaines associations que d'autres (au cœur de l'impasse Gobétue), elle a l'avantage sur un lieu très localisé des Murs à pêches, de faire émerger un nouveau récit commun ...

⁸⁹ Entretien téléphonique avec François Fiard, réalisé le 27 Mars 2015.

⁹⁰ Ibid

⁹¹ Compte rendu du chantier du Laboratoire du Dehors – du vendredi 11 au 14 Mai 2012.

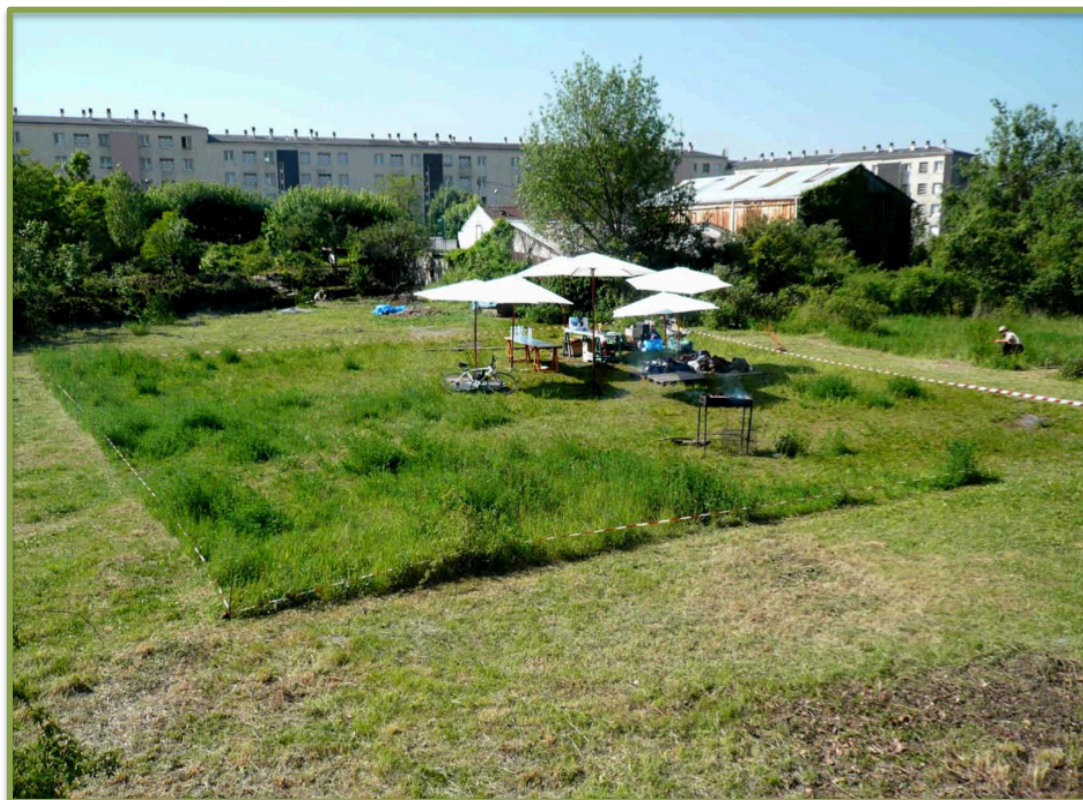


Figure 36: La Prairie avant et après le passage du Laboratoire du Dehors (Source : compte rendu du chantier du Laboratoire du Dehors - du vendredi 11 au 14 Mai 2012)

4.5.3 « Cultiver autre chose que des salades »⁹² : quand l'agriculture n'est pas synonyme de production ?

Nous finirons notre étude par un pan de réflexion qui a largement été répandue ces dernières années dans le paysage Montreuillois. Face aux différents points de blocage que nous avons mis en exergue, il apparaissait difficile, aux yeux de nombreux acteurs de porter un projet agricole économiquement viable. De ce fait une réflexion a émergé de part et d'autre du paysage montreuillois : si l'agriculture urbaine pouvait être autre chose que de la production d'aliments ? L'idée était alors de dire qu'il était nécessaire de développer une agriculture à dimension exploratrice, faire des murs à pêches une zone expérimentale de grande notoriété en s'appuyant notamment sur différents partenariats, à l'instar de grands centres de recherche, et où les sorties du modèle ne seraient pas de la consommation d'aliments mais de la création de connaissances ! Nous empruntons encore à Pierre Mahey, président de la fabrique, l'un de ses témoignages qui résumera ainsi ce courant de pensée auquel il a été confronté lors du déroulement des différentes instances participatives:

« Plusieurs personnes avaient pour idée de créer dans les murs à pêches des espaces expérimentaux. Une sorte de préfiguration aux problématiques liées au réchauffement climatique ou à d'autres problématiques environnementales peu importe... puis en parallèle créer des micro-projets agricole à très haute valeur ajoutée. L'idée n'était plus de cultiver des fruits et des légumes mais des pensées, des idées sur une prospective de 50 ans. Le quartier aurait pu devenir une vitrine où les gens viendraient de toute l'Europe. Je faisais également parti de ces gens qui pensaient qu'il fallait aller au delà de la simple survivance alimentaire. »⁹³

D'ailleurs ces réflexions sont allées jusqu'à être intégrées dans le projet Agricole de polyprogramme qui proposait notamment d'accueillir un établissement relié au Muséum d'Histoire naturelle de Paris au cœur des Murs à pêches : le conservatoire national de botanique. Situé actuellement à Fontainebleau, il apparaissait intéressant pour l'établissement de se rapprocher de la capitale et du Muséum. Néanmoins il apparaît que ces perspectives n'ont débouché sur aucune négociation. Lors de notre travail d'enquête nous avons essayé de contacter un responsable du centre botanique. Après plusieurs relances nous avons finalement pu avoir un cours entretien téléphonique où la personne interviewée nous stipulera que leur implantation éventuelle au cœur des Murs à pêches était restée pour le moment au simple stade d'idée et qu'il n'y avait eu presque aucune démarche entre la mairie et leur établissement, mise à part peut être une simple réunion pour évoquer de manière superficielle ce projet.

Cependant, même si le Muséum ne s'installe pas tout de suite à Montreuil, d'autres équipes de recherche profitent aujourd'hui des Murs à pêches comme terrain d'expérimentation. Expérimentation sociale tout d'abord. En effet nous avons été surpris de voir le nombre de mémoire de recherche et de thèse en cours sur l'actuelle ville de Montreuil et ses dynamiques. Plusieurs de ces écrits concernent directement les Murs à pêches. Mais il existe également de nouvelles recherches techniques qui profitent du cadre particulier qu'offre le théâtre du quartier Saint Antoine pour porter des programmes originaux. Récemment une équipe pluridisciplinaire de la Sorbonne

⁹² Entretien avec Pierre Mahey réalisé le Mardi 3 mars 2015 au café du « Va et Vient », Paris 20^{ème}.

⁹³ Ibid.

composée de biologistes, de géographes et d'agronomes y expérimentent de nouvelles techniques de phyto-remédiation des sols.

Finalement ces différentes visions qu'on pu avoir les acteurs urbains nous permettent de nous questionner de nouveau sur les différentes formes que peut prendre l'agriculture urbaine. En effet l'émergence de nouvelles réflexions plus orientées sur des processus expérimentaux nous permettent de repenser la manière de porter des projets agricole en milieu urbain. L'agriculture urbaine peut être alors porteuses d'enjeux plus globaux initiés par des acteurs externes au milieu urbain en question et qui déboucheront sur des retombées plus diversifiées que celles intrinsèques aux seuls pratiquants agricoles. En effet si l'aspect multifonctionnel de l'agriculture urbaine est souvent mis en avant (Duchemin 2010), cela l'est souvent uniquement à travers le prisme des services qu'elle rend directement aux jardiniers urbains en tant que tel (appropriation citoyenne des espaces vacants, autoconsommation, lien social, éducation personnelle et collective, lutte contre la pauvreté le cas échéant) ou sur ses bienfaits écologiques (création de corridor biologique, préservation de la biodiversité, lutte contre l'îlot de chaleur urbain). Il est rare de prendre en compte des enjeux plus larges sur la façon dont le monde urbain s'approprie le fait agricole incluant de manière concomitante ses espaces, ses acteurs, les pratiques et les organisations socio-politiques en vigueur (Soulard, 2014). Pourtant dans des territoires à enjeux croisés complexes tel que le quartier des Murs à pêches, ce sont bien ces approches croisées et interdisciplinaires qui importent dans le cadre de la construction d'un projet collectif. Il serait donc intéressant dans les perspectives et les réflexions portées par les acteurs publics de quitter l'approche uniquement multifonctionnelle ou celle par les services écosystémiques qu'elle rend aux pratiquants agricoles pour une approche prospective plus globale sur les relations systémiques qui réunissent l'agriculture, la ville et le monde urbain au sens large du terme.

Entre neutralité et engagement : quelle méthodologie de recherche pour les MAPs ?

Je souhaiterais conclure cette troisième partie par une réflexion qui m'a suivi tout au long de ce projet de recherche. Cette dernière concerne la méthodologie et le positionnement que doit avoir le chercheur dans le cadre d'un projet de recherche. Cela pose particulièrement question en géographie sociale, où s'intéresser à des traits de sociétés est particulièrement complexe. En effet une société est par définition un objet que nous qualifierons d'irrationnel, lorsque l'imaginaire individuel et collectif qui habite les différents acteurs influence grandement leurs perceptions et leurs actions au sein d'un même territoire. Qui saurait caractériser avec certitude et de manière détaillée ce qui va pousser certains acteurs à mener telle ou telle action ? Ou à penser le territoire d'une manière ou d'une autre ? Les mécanismes méthodologiques en place (construction de l'objet, entretien semi-directif, échantillonnage de population) ainsi que certains concepts propres à la géographie sociale peuvent aider dans ce sens, mais force est de reconnaître et de constater que ces derniers ne pourront prendre en compte qu'une certaine dimension de l'objet de recherche. Ainsi il est important ici de reconnaître le caractère partiel d'une courte recherche en géographie sociale telle qu'elle vous est présentée aujourd'hui dans le sens où elle ne peut envisager qu'une partie du monde social en question (Séchet et Veschambre, 2006).

Je me suis également interrogé sur la question, devenue classique, de l'engagement que doit avoir le « chercheur » dans le cadre d'un travail de terrain. Il faut le reconnaître, un chercheur est avant tout un citoyen qui a ses valeurs et ses idées propres. Comment alors se dissocier de ces caractéristiques personnelles pour rentrer dans une certaine neutralité et une prise de recul suffisante ? En géographie sociale, le faut-il vraiment ? Ces questions apparaissent essentielles notamment dans le cadre des murs à pêches où les enjeux qui s'y trament sont, à mon sens, avant toute chose des combats personnels et politiques. N'ayant pour ma part jamais habité à Montreuil et ayant découvert les caractéristiques du lieu « seulement » au début de mon stage, il aurait été présomptueux de ma part d'avoir un opinion politique sur ce qu'est et ce que sera le quartier des Murs à pêches. Je suis pourtant dans ma vie « personnelle » quelqu'un de très engagé et très actif dans la diffusion d'idées et la mise en place de projet qui me tiennent à cœur. J'ai tout de même essayé de déconstruire dans une certaine mesure l'objet de recherche, me permettant ainsi d'effacer en partie mes convictions personnelles pour une prise de recul suffisante. Néanmoins il est important de souligner que ces dernières ont tendance à revenir au galop. De plus, dans un territoire où un projet agricole ne fait pas consensus, se présenter aux yeux des acteurs comme étudiant à « l'AgroParisTech » et travaillant sur les processus « d'agriculture urbaine » n'est en soit pas neutre et va conditionner fortement le discours des acteurs lors des entretiens. Dans un deuxième temps de ma recherche j'ai donc choisi de me présenter sous une approche plus neutre en disant simplement que « je faisais un stage au CNRS » et que je m'intéressais « au territoire des murs à pêches dans leur ensemble », permettant ainsi des discours peut être moins centrés de la part des acteurs interviewés.

Enfin, lors de mon travail de terrain, je me suis rapidement rendu compte que les Murs à Pêches étaient un territoire « hautement pâture par la recherche » (pour reprendre l'expression de Julien Blanc, ethnologue au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, avec qui j'avais eu l'occasion d'échanger sur le sujet avant de débiter mon stage). De nombreux mémoires de recherche y ont déjà eu lieu et plusieurs thèses y sont actuellement en cours. Ainsi les acteurs de terrains ont déjà vu passer de nombreux stagiaires et autres apprentis chercheurs. Je n'ai au bout d'un certain temps plus compté le nombre de fois où suite à ma présentation on me répondait « encore un », « encore un projet sur les MAP ? » ou encore : « tu n'es pas le premier que je rencontre... »... Cette émulation intellectuelle à laquelle sont confrontés le secteur des Murs à Pêche et la sollicitation quotidienne à la direction des acteurs territoriaux obligent de se questionner de nouveau sur les liens que nous pouvons établir entre science et société. Quelle position et relation doit avoir le chercheur « fraîchement arrivé » sur le terrain envers les acteurs territoriaux ? Quel est l'impact de cette sollicitation continue de la recherche sur le territoire des Murs à pêches ? Comment la recherche peut être un outil d'appropriation et d'appui pour ces mêmes acteurs ? Il convient ici de faire émerger de nouvelles réflexions sur les allers-retours nécessaires entre science et société dans le cadre d'une recherche action de terrain faite pour et par les acteurs territoriaux. Façon de voir la recherche dont j'aime penser qu'elle sera le renouveau de la géographie sociale d'aujourd'hui et de demain.

Conclusion

Au terme de cette étude nous pouvons dire que le secteur des Murs à pêches est un territoire relativement complexe où se croise des enjeux liés à des approches et des appropriations tant individuelles que collectives. Son emblématique histoire à jouer un rôle très important sur les réflexions qui sont aujourd'hui portées par les différents acteurs territoriaux. En effet comme nous l'avons vu la ville de Montreuil a connu lors des siècles précédents une très importante notoriété européenne et les techniques agricoles portées au sein de ses murs rivalisaient avec celle du potager du Roy à Versailles. Oui mais voilà, Montreuil n'est pas Versailles, et si les jardins du château ont pu subsister, les murs à pêches ont vite cédé le terrain à un urbanisme croissant. D'une ville agricole, Montreuil est donc devenu ouvrière puis majoritairement résidentielle où la proximité de Paris à engendrer des processus de gentrification au cours des dernières décennies. Délaissé dans la planification urbaine, le quartier Saint Antoine à su garder en partie ses murs, reliquat de l'histoire passée de la ville.

Laissé à une évolution intrinsèque, ce territoire est devenu au fil des années une friche urbaine depuis réappropriée par de nombreux acteurs. Alors que certaines populations profitent des murs pour s'installer hors des regards indiscrets, des associations occupent aujourd'hui l'espace pour porter des projets tant culturels qu'agricoles. Et aujourd'hui de nouvelles dynamiques d'agriculture urbaine y sont à l'œuvre. Lors de notre travail de recherche nous y avons recensé trois catégories : alors que l'Agriculture Patrimoniale fait référence à des murs restaurés à objectif majoritairement contemplatif où les pratiquants agricoles remettent au goût du jour les anciennes techniques des horticulteurs montreuillois, l'agriculture à vocation sociale à majoritairement pour but de maximiser les services écosystémiques. Cette vocation sociale assumée de l'agriculture urbaine à Montreuil prend des formes multiples entre jardins familiaux et grandes associations disposant de salariés à temps pleins. Enfin se voit émerger au sein du paysage montreuillois des réflexions sur la mise en place d'agriculture alternative qui permettent de repenser la manière dont on peut nourrir les populations urbaines. Mais ces formes alternatives se traduisent au moins autant par des approches personnelles qui permettent de requalifier les relations que tissent les populations urbaines entre elles. Formes alternatives d'agriculture certes, formes alternatives sociales et politiques également !

Mais les dynamiques agricoles présentes à Montreuil ne s'arrêtent pas à la sphère de la mise en œuvre. Elles prennent aussi racine dans des réflexions et des processus d'imagination qui sont portés autant par les décideurs publics et que par les associations elles mêmes. Ainsi le projet Agri-culturel devenu au cours du temps le projet officiel de la mairie pour les murs à pêches a émergé d'une réflexion conjointe et participative avec les différents acteurs territoriaux. Malgré tout ce projet n'a pas fait consensus et s'est vu confronté à de nombreux points de blocage. En cause : les différences d'appropriation et de vision du territoire, le foncier fragmenté, les sols pollués, l'implantation des populations tsiganes et roms et l'impossible équation entre démarche agricole et espace publics. Néanmoins même si ces différents projets sont restés au jour d'aujourd'hui des projets de papier, ils permettent d'offrir à la ville une certaine ligne d'horizon dans la planification urbaine du quartier.

Au début de ce mémoire nous nous étions interrogé sur la capacité du Quartier Saint Antoine des Murs à Pêche à être un territoire de projet. Au vue de toutes les dynamiques qui y sont à l'œuvre, nous pouvons aisément répondre par l'affirmative : le quartier Saint Antoine est au cœur d'une émulation tant personnelle que collective, sociale que politique sur la façon de penser et de mettre en place des projets. Néanmoins est ce un territoire de projet agricole ? La question reste ouverte au regard de tous les points de blocage qui nous avons cité. Encore faudrait il définir de manière détaillée ce que peut être l'agriculture urbaine dans une démarche systémique de relation entre l'agricole et l'urbain. Le territoire des murs à pêches n'a pas fini de faire parler de lui... de nouvelles démarches expérimentales sont à l'œuvre. Alors que de nouveaux projets de recherche émergent, les modèles d'actions eux aussi évoluent afin de casser les barrières entre des catégories qui sont restées pendant trop longtemps figées. L'action de l'association *Ecodrom* est un bel exemple sur comment les population Roms et les riverains peuvent penser l'évolution d'un territoire ensemble. Bien que ces démarches restent pour le moment timides, elles risquent de connaître une nouvelle émergence dans les années à venir. Les murs à pêches restent donc une affaire à suivre...

Bibliographie sur les Murs à Pêche et Montreuil :

(Classé par date et catégorie)

Ouvrage et articles :

- 1750, Abbé Schabol, *Discours sur le village de Montreuil*
1880, Carrière Elie-Abel, *Montreuil aux Pêches historique et pratique, et quelques communes de sa banlieue, Bagnolet, Rosny-sous-Bois, Fontenay-sous-Bois, Vincennes, Romainville, etc.*
1995, Corajoud Michel, « *Les racines de Montreuil sous bois* », *Pages Paysages*, n°5, p.92-103
2003, Auduc Arlette, *Montreuil patrimoine horticole, Itinéraires du Patrimoine en Seine Saint Denis*, n°213
2009, Delacroix Céline, « *La chute de Montreuil la rouge* », *Hérodote revue de géographie et de géopolitique*, n°135

Mémoires et travaux d'étudiants :

- 2003, Léger Marie-Christine, « *Quel devenir pour les Murs-à-pêches de Montreuil ?* » *Mémoire CNAM*, (dir) Régine Monti
2014, Margaux Vigne, « *Cultiver l'espace public : les Murs à Pêches un territoire d'expérimentation* ». *Mémoire de fin d'étude*, EHESS.

Dossiers, projets et rapports :

- 1993/01 *Une ville, Un paysage, les Murs-à-Pêches, Etude de Michel Corajoud paysagiste*
1997/01 *L'urbanité paysagère ou la perception des rapports ville nature, l'imaginaire des murs à pêches dans l'habiter et le paysage montreuilois, CSTB Patrice Séchet, Jean Didier Laforgue, Isolde Devalière, Rapport d'étude pour la Ville de Montreuil*
1998/03 *Etude de définition du paysage, d'urbanisme et d'économie urbaine sur le quartier des Murs à Pêches, Eduardo Souto de Moura et Luis Mendes architectes, Michel Corajoud et Giovanna Marinoni paysagiste, Alpha ville économistes, pour la Ville de Montreuil*
2009/01/10 *Intervention en séance plénière du conseil municipal, Gilles Clément.*
2009/04 *Commission extra-municipale sur l'aménagement du secteur des murs à pêches rapport communal, Manuel Martinez, Pierre Desgranges, Patrick Petitjean, Ville de Montreuil*
2010/10 *Analyse environnementale et de développement durable du site-proposition des stratégies durables pour les Hauts-de-Montreuil, bureau d'études Tribu.*
2012/05 *Mission d'étude de définition et de faisabilité d'un projet agri-urbain pour le secteur des Murs à Pêches à Montreuil. Rapport final, Sequano Aménagement pour la ville de Montreuil*
2012/09/13 *PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) de Montreuil, pièce 2 du PLU, Laurence Hubert Urbaniste (mandataire)/ Brès+Mariole et associés/ Urbaneco*
2013/02 *Projet de charte urbaine et paysagère, quartier Saint Antoine Murs à Pêches, document provisoire La Fabrique, atelier philippe madec – Coloco et Gilles Clément-Initial Consultants -Tribu – IrisConseil - Futurbain, pour la Ville de Montreuil*

Comptes rendu de la Fabrique et du laboratoire du dehors.

(Documents téléchargeables sur le site de la Fabrique : <http://lafabrique.Montreuil.fr>)

- 2010/07/15 *Contribution de Montreuil Environnement a l'enquête publique de révision du PLU*
- 2011/03/30 *CR Fabrique, Présentation de la phase 1 de l'étude de faisabilité pour un projet agricole*
- 2011/04/13-14 *CR Fabrique, ateliers Saint-Antoine-Murs Pêches, « murs, ouverture / fermeture, vu/ non-vu »*
- 2011/07/04 *CR Fabrique, réunion de travail sur la restauration des murs*
- 2011/1/28 *Document préparatoire à la réunion de la Fabrique, partage des études réalisées sur le secteur des Murs à Pêches*
- 2012 *Journal de chantier #1 du secteur Gobétue*
- 2012 *Journal de chantier #2 du secteur Gobétue*
- 2012 *Journal de chantier #3 du secteur Gobétue*
- 2013/04 *Contribution de l'ADEPT à la révision du PLU*
- 2013/11/29 *Présentation des actions du Laboratoire du Dehors sur le Carrefour Saint Antoine*

Sites internet

Sites liés à la vie politique locale:

- Ville de Montreuil: <http://www.Montreuil.fr/>
- Blog de Patrick Petitjean, Place de Montreuil: <http://place.de.Montreuil.free.fr/blog/> Blog des élus verts, Montreuil Vraiment: <http://Montreuil-vraiment.fr/>
- Blog du parti socialiste, PS Montreuil : <http://www.parti-socialiste-montreuil.fr/>
- Site de la Fabrique: <http://lafabrique.Montreuil.fr/>

Sites des associations:

- Le Sens de l'Humus: <http://senshumus.wordpress.com/>
- Rêve de Terre: <http://revedetere.asociation.free.fr/blog/>
- Association des Murs à Pêches (MAP): <http://mursapeches.wordpress.com/> Montreuil Environnement: <http://Montreuil-environnement.blogspot.fr/>
- Ecodrom: <http://Ecodrom.org/>
- Jardin de la lune : <http://jardindelalune.jimdo.com/>

Sites liés à aux concepteurs et autres acteurs territoriaux :

- Site du collectif Quatorze: <http://quatorze14.org/>
- Site de Coloco: <http://www.coloco.org/>
- Site de polyprogramme : <http://www.polyprogramme.com/>
- Site de l'ADEPT: <http://www.ADEPT-asociation.fr/>

Bibliographie Générale

- Ambrosino, Charles, and Lauren Andres. "Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace." *Espaces et sociétés* 134, no. 3 (2008): 37.
- Aubry, Christine, Jean Noël Consalès, Leïla Kebir, and Bernard Barraqué. "L'agriculture urbaine en question : épiphénomène ou révolution lente ? : Dialogue entre Christine Aubry et Jean-Noël Consalès." *Espaces et sociétés* 158, no. 3 (2014): 119.
- Aubry, Christine, Josélyne Ramamonjisoa, Marie-Hélène Dabat, Jacqueline Rakotoarisoa, Josette Rakotondraibe, and Lilia Rabeharisoa. "L'agriculture à Antananarivo (Madagascar) : une approche interdisciplinaire." *Natures Sciences Sociétés* 16, no. 1 (March 1, 2008): 23–35.
- Ba, Awa, and Christine Aubry. "Diversité et durabilité de l'agriculture urbaine : une nécessaire adaptation des concepts ?" *Norois. Environnement, aménagement, société*, no. 221 (December 30, 2011): 11–24.
- Banzo, Mayté. "L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité." Thesis, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2009.
- Baudry, Sandrine, Julie Scapino, Christine Aubry, and Elisabeth Rémy. "L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris." *Géocarrefour* Vol. 89, no. 1 (December 17, 2014): 41–51.
- Boukharaeva, Louiza, and Marcel Marloie. "Des sols agricoles au service de la résilience urbaine : réflexions à partir du cas de la Russie." *Espaces et sociétés* 147, no. 4 (2011).
- Boukharaeva, Louiza. "L'utilisation des sols par le jardinage urbain à grande échelle de Russie." *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, no. 325–26 (October 21, 2011): 176–91.
- Consalès, Jean-Noël. "Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone." *Rives méditerranéennes*, no. 15 (October 15, 2003).
- Andrew Dobson, Green political thought. Auflage, 2006
- Isaac Joseph, La ville sans qualités, Editions de l'Aube, 1998
- Jouve, Anne-Marie, and Gisèle Vianey. "Le foncier, une ressource territoriale difficile à construire en périurbain." *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, no. 330–31 (July 30, 2012): 27–41.
- Kaduna-Eve Demailly, « Les jardins partagés franciliens, scènes de participation citoyenne ? », *EchoGéo* [En ligne], 27 | 2014.
- Lardon, Sylvie, and Salma Loudiyi. "Agriculture et alimentation urbaines : entre politiques publiques et initiatives locales." *Géocarrefour* Vol. 89, no. 1 (December 17, 2014).
- Lejeune, Caroline, and Bruno Villalba. "Test de charge de la durabilité urbaine : Le cas de « l'écoquartier exemplaire » de la zone de l'Union (Nord, France)." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 12 Numéro 2 (September 12, 2012).
- Levy, Albert. "La ville durable en débat : entre recherche urbaine et recherche urbanistique." *Espaces et sociétés* 152–53, no. 1 (April 1, 2013): 223–39.
- Lévy Jacques, « Le développement urbain durable entre consensus et controverse », *L'Information géographique*, 2010/3 Vol. 74, p. 39-50
- Mundler, Patrick, Jean-Noël Consalès, Gil Melin, Cyril Pouvesle, and Perrine Vandenbroucke. "Tous agriculteurs ? L'agriculture urbaine et ses frontières." *Géocarrefour* Vol. 89, no. 1 (December 17, 2014): 53–63.

- Nahmias, Paula, and Emmanuelle Hellier. "La gouvernance urbaine en question: le cas des lieux de nature cultivée." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 12 Numéro 2 (September 12, 2012).
- Peltier, Christian. "Agriculture et projet urbain durables en périurbain : la nécessité d'un réel changement de paradigme." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 10 numéro 2 (September 2, 2010).
- Perrin, Coline. "Le foncier agricole dans les plans d'urbanisme : le rôle des configurations d'acteurs dans la production locale du droit" Vol. 88, no. 3 (June 20, 2014): 183–94.
- Perrin, Coline, and Christophe-Toussaint Soulard. "Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan." *Géocarrefour* 89, no. 1 (December 17, 2014): 125–34.
- Pezrès, Emmanuel. "La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : Du jardin au projet de société." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 10 numéro 2 (September 2, 2010).
- Poulot, Monique. "L'invention de l'agri-urbain en Île-de-France. Quand la ville se repense aussi autour de l'agriculture." *Géocarrefour* Vol. 89, no. 1 (December 17, 2014): 11–19.
- Poulot, Monique, and Thérèse Rouyres. "Refaire campagne en Île-de-France." *Norois. Environnement, aménagement, société*, no. 202 (March 1, 2007): 61–71.
- Pourias, Jeanne, Anne-Cécile Daniel, and Christine Aubry. "La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question." *Pour* N° 215–216, no. 3 (November 1, 2012): 333–47.
- Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (sous la direction de) : *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 397 p.
- Soulard Christophe: *Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes*. Mémoire d'habilitation à diriger de la recherche. HAL-archives ouvertes. 2014.
- Weber, Lilli Monteventi, Chantal Deschenaux, Michèle Tranda-Pittion, and Collectif. *Campagne-ville : le pas de deux : Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*. PPUR, 2008.
- Wegmuller, Fabien, and Eric Duchemin. "Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montréal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 10 numéro 2 (September 2, 2010).

Annexe 1 : Grille d'entretien des différents acteurs rencontrés

1- Informations générales :

Q1 : *Nom de l'unité de la personne interviewée*

Q2 : *Caractéristiques générales de l'association*

Q3 : *Rôle et objectif de l'association dans le cadre des Murs à pêches*

Q4 : *Que représente en quelques mots les murs à pêches pour vous ? (Notion de perception et d'appropriation de l'espace)*

2- Historique agricole à « dire d'acteurs » des Murs à pêches :

Q5 : *Pouvez-vous décrire un petit peu l'historique du lieu ?*

Q6 : *Quelles étaient les plus values agricoles du lieu par le passé ?*

Q7 : *Quels étaient les systèmes socio-économiques associé ?*

- ❖ *Comment était valorisée la production ?*
- ❖ *Le site employait combien de personne ?*
- ❖ *Quelles étaient les techniques agricoles associées ?*

Q8 : *Pourriez vous m'expliquer les causes du déclin agricole du mur à pêche de Montreuil ?*

3- Les MAPS aujourd'hui : jeux d'acteur et appropriation

Q9 : *Comment est vécu et développé ce lieu aujourd'hui ?*

Q10 : *Comment les associations se partagent ce lieu ?*

Q11 : *Existe t'il des conflits ou des tensions entre ces différentes associations ?*

Q12 : *Quel sont les liens qu'il existe entre mairie et associations ?*

- ❖ *La mairie subventionne t'elle certaine associations ?*
- ❖ *Est ce qu'elle dicte les règles de jardinage et d'occupation du lieu ?*
- ❖ *Est que les associations sont représentées aux différentes instances communales ?*

Q13 : *Quelles sont les activités agricoles aujourd'hui pratiquées dans le cadre du mur à pêches ?*

- ❖ *Quelles formes prennent t'elles ?*
- ❖ *Quelles sont les plus values associées ?*

4- Intégration des riverains et des montreuillois au lieu :

Q14 : *Comment les montreuillois perçoivent ils le lieu ?*

Q15 : *Quel est le public majoritairement présent au sein des associations (riverains, montreuillois, populations d'ailleurs...)*

Q16 : *Pouvez me dire quelques mots sur l'implantation tzigane au sein des murs à pêches ?*

5- Le projet agri-urbain: entre freins et perspective de développement

Q17 : *Quelles sont les caractéristiques de ce fameux projet Agri-urbain ?*

Q18 : *Comment a t'il été porté et élaboré ? (processus de concertation ou non, implication des différentes associations)*

Q19 : *Quel est le ressenti des différentes associations quant à ce projet agri-urbain ?*

Q20 : *J'ai cru voir qu'il y avait de nombreux processus de blocage quant à ce projet. Pouvez vous me les expliquer ?*

Q21 : *Quels sont selon vous, les avantages de ce projet ?*

Q22 : *Comment peut il être porté sur le terrain ?*

6- Processus d'innovation et d'expérimentation:

Q23 : *Comment s'intègre les processus d'innovation autour du projet agri-urbain ? (innovation sociale, culturelle, économique, agricole...)*

Q24 : *Est ce que la recherche est associée au développement du projet ?*

Q25 : *Comment l'hybridation entre appropriation citoyenne du lieu et développement « centralisé » est il perçu ?*

7- Un futur incertain ?

Q25 : *Quelles sont selon vous les perspectives futures des Murs à pêches ?*

- ❖ *Du projet Agri-Urbain ?*
- ❖ *De l'éco-quartier Saint Antoine ?*
- ❖ *Des murs à pêches dans leur ensemble ?*
- ❖ *Projet Souhaitable ? Projet faisable ?*

Annexe 2 : Liste des personnes interviewées dans le cadre de l'étude
(classé par ordre Alphabétique)

- Bruno, président de l'association les Jardins du Coeur. (Entretien réalisé le 24 Mars 2015 à Montreuil).
- Colette, présidente de l'association Ecodrom. (Entretien réalisé le 06 Avril 2015 à Montreuil).
- Fiard François, ancien chargé de mission en environnement à la mairie de Montreuil. (Entretien téléphonique réalisé le 27 Mars 2015 depuis Paris).
- Fontaine Patrick, locataire d'une parcelle sur les Murs à Pêches. (Entretien réalisé le 26 Mai 2015 à Montreuil).
- Ilié Véronique, présidente de l'association Montreuil Environnement. (Entretien réalisé le 26 Février 2015 à Montreuil)
- Jeremie, membre de l'association le Sens de l'Humus. (Entretien réalisé le 22 février 2015 à Montreuil).
- Joubert Romain, chargé d'étude à Coloco. (Entretien réalisé le 24 Février 2015 à Paris).
- Lefèvre Bernard, président du conseil de quartier Signac Mur à Pêches. (Entretien téléphonique réalisé le 17 Avril 2015 depuis Paris).
- Mage Pascal, président de l'association Mur à Pêche. (Entretien réalisé le 18 Mars 2015 à Montreuil).
- Mahey Pierre, président de la Fabrique. (Entretien réalisé le 3 Mars à Paris).
- Mota Iliana, paysagiste travaillant dans le cadre des Murs à Pêches. (Entretien téléphonique réalisé le 4 Mai 2015 depuis Paris).
- Peter, président de l'association Rêve de Terre. (Entretien réalisé le 24 mars 2015 à Montreuil).
- PetitJean Patrick, ancien élu local à la mairie de 2008 à 2014. (Entretien téléphonique réalisé le 15 Avril 2015 depuis Paris).
- Prevost Eulalie, chargé d'étude à Polyprogramme. (Entretien réalisé le 9 Mars 2015 à Paris)
- Vigne Margaux, doctorante à l'EHESS travaillant sur l'agriculture urbaine. (Entretien réalisé le jeudi 26 Mars 2015 à l'EHESS).
- Vrain Monique, présidente de l'association les Jardins de la Lune. (Entretien réalisé le 31 Mars 2015 à Montreuil).

Annexe 3 : Questionnaire à destination des riverains :

Q1 : Que représentent pour vous les murs à pêche de Montreuil ?

Q2 : Fréquentez vous ce lieu ? De manière régulière ?

Q3 : Si oui sous quelle forme (membre d'association, à titre récréatif...) ? Si cela est en rapport avec le jardinage / l'agriculture, passer à la (Q5)

Q4 : Si non, pourquoi vous ne le fréquentez pas ?

(Q5) : Quelles sont vos motivations pour jardiner en ville ? Qu'est ce que cela vous apporte au quotidien ?

Q7 : Quelles sont les associations que vous connaissez qui oeuvre dans le cadre des murs à pêches ?

Q6 : Quel serait pour vous le « futur idéal du quartier » ? Quelle « forme » du quartier vous ferait le fréquenter de manière plus régulière ?

Ces entretiens ont été effectués aux niveaux de trois zones différentes afin de toucher un panel représentatif de la population de Montreuil. La première zone choisie se situait au niveau de la mairie. En effet cette zone, se situant à la confluence de nombreux magasins et à l'entrée de la station de métro, nous permettait de disposer d'un flux de personne importante. La deuxième zone choisie était située au niveau du quartier des murs à Pêches. Enfin la troisième zone était intrinsèque aux grands ensembles de logements situés autour du quartier des Murs à Pêches.

Il est important ici de souligner les difficultés rencontrées dans le cadre de ces entretiens. Tout d'abord le choix d'aller également à la rencontre des riverains c'est fait tardivement dans ma méthodologie de recherche. Ainsi le travail de terrain a été fait de manière resserrée. Egaleme nt il a été très difficile d'interviewer de nombreux riverains. La plupart, très méfiants, ont en effet refusé catégoriquement de répondre à nos différentes questions. Même si notre échantillonnage n'est pas représentatif (n=13), il a tout de même permis de récupérer des données générales qui nous ont permis de mieux apprécier le quartier dans son ensemble.

Annexe 4 : Liste des différentes associations présentes à Montreuil

ADHM (Association des Défense des Habitants de Montreuil) / militants pour la défense du site/ sans parcelle, depuis 1994.

APUM (Atelier Populaire Urbain de Montreuil) /militants pour la défense du site, organisation de projets avec l'école d'architecture, organisation du Festival des Murs-à-pêches/sans parcelle, depuis 1994.

Café social/ animations à destination des personnes âgées / 700 m² impasse Gobétue, depuis 2003.

Ecodrom /maraichage avec les roms/ 100 m² rue de Rosny, depuis 2010.

Jardins d'Osier / culture d'osier / 500 m² rue Maurice Bouchor, depuis 2012.

Jardins de la Lune / jardin médiéval, jardin médicinal/ 900m² impasse Gobétue, depuis 2004.

Jardins du Cœur / jardinage d'insertion / 2300m² rue Emile Beau, depuis 2000.

Julie Morel / apiculture / 300 m² rue Maurice Bouchor, depuis 2012.

Le Fer à coudre/ arts de rue / 870m² rue Pierre de Montreuil, depuis 2008 –

Le Sens de l'Humus / permaculture et maraichage, insertion, projet agricole /600m² impasse Gobétue, depuis 2004/ 4200m² rue Saint-Antoine, depuis 2008.

Lézarts dans les murs / concerts, spectacles, jardinage, ateliers avec les enfants, chantiers de restauration des murs / 1470 m² rue Pierre de Montreuil, depuis 2004

MAP (Murs-à-pêches)/militants pour la défense du site, organisation du Festival des Murs-à-pêches vergers, jardin médicinal, visites du site, chantiers de restauration des murs / 1400 m² impasse Gobétue, depuis 1994.

Montreuil Environnement / habitants rue Nouvelle France, militants pour la défense du site et le projet agricole/sans parcelle, depuis 2005.

Racines en ville / jardin partagé / 350m² impasse Gobétue, depuis 2004.

Rêve de Terre/ permaculture, projet agricole / 1680 m² rue Saint Antoine, depuis 2008(l'association existe depuis 2005) –

Société Régionale d'Horticulture de Montreuil) / association des anciens horticulteurs, jardin école, musée des Murs-à-pêches, sensibilisation sur l'histoire / 6550 m² rue du Jardin École, depuis 1921.

Théâtre de la Girandole / théâtre / 200 m² rue Pierre de Montreuil, depuis 2004.

Théâtre du Bouche à Oreille / théâtre / 870 m2 rue Pierre de Montreuil, depuis 2004.

Vivre les murs / jardin partagé / 550 m2 impasse Gobétue, depuis 2004.